



## RAPPORT FINAL

ETUDE SPECIFIQUE SUR LE GENRE ET L'EQUITE SOCIALE DANS LE CADRE DE LA GESTION DURABLE DES TERRES ET DE REFORESTATION DANS LES PDESC DES COLLECTIVITES DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PROGRAMME AU MALI.

Novembre 2021

Bréma BERTE Consultant Indépendant  
Gouvernance des collectivités  
Développement économique Local

## Table des matières

Résumé Narratif.....	4
INTRODUCTION.....	14
CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	14
OBJECTIFS.....	16
OBJECTIFS SPECIFIQUES DE L'ETUDE.....	16
RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE.....	17
1. RAPPEL DE LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	18
1.1. Organisation générale et cadrage de la mission.....	18
1.1.1. Approche méthodologique.....	18
1.1.2. Principes méthodologiques.....	18
1.1.3. Méthode d'approche.....	18
1.1.3.1. La phase préparatoire de la mission.....	18
1.1.3.1.1. Réunion de cadrage.....	19
1.1.3.1.2. La revue documentaire.....	19
1.1.3.1.3. Atelier méthodologique.....	19
1.1.3.1.4. Élaboration du rapport de démarrage.....	19
1.1.4. La phase mise en œuvre.....	19
1.1.4.1. Démarrage de l'étude.....	19
1.1.4.2. Collecte de données sur le terrain.....	20
1.1.4.3. Contrôle qualité, validation des résultats et supervision du processus.....	20
1.1.4.4. Traitement et analyse des données.....	20
1.1.5. Production et validation du rapport.....	20
1.1.5.1. Élaboration du rapport provisoire.....	20
1.1.5.2. Atelier national de validation de l'étude.....	20
1.1.5.3. rapport définitif de l'étude.....	20
2. LES DIFFICULTES RENCONTREES.....	20
3. LES ACTEURS AYANT PRIS PART A L'ETUDE.....	21
4. L'ETAT DES LIEUX (RESULTATS OBTENUS).....	23
4.1. les politiques, stratégies, programmes nationaux prenant en compte les intérêts des couches les plus vulnérables dans un contexte de changements climatiques et plus précisément en matière de gestion durable des terres et de reforestation.....	23
4.1.1. Les perceptions et avis des acteurs au niveau central.....	24
4.1.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local.....	24
CONVENTIONS, ACCORDS, POLITIQUES ET STRATÉGIES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE :.....	26
4.2. La prise en compte dans les PDESC des Communes de l'Environnement en général et en particulier les intérêts des couches les plus vulnérables dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation.....	28
4.2.1. perceptions et avis des acteurs au niveau central.....	28
4.2.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local.....	29
4.3. Existence de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables :.....	33
4.3.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central.....	33
4.3.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local.....	33
4.4. Identification des comportements, les bonnes pratiques et des expériences de discrimination positive en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans une dynamique d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (dégradation des terres) au niveau national et local.....	34
4.4.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central.....	34
4.4.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local.....	34
4.5. Inventaire des structures étatiques, OSC et ONG ayant encouragé l'implication/la participation des couches les plus vulnérables dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des politiques et programmes en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation.....	38
4.5.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central.....	38
4.5.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local.....	38
4.6. Évaluation des actions de plaidoyer et d'espaces de dialogue entrepris par les acteurs de la société civile pour influencer les politiques et programmes liés aux changements climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les groupes les plus vulnérables.....	44
4.6.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central.....	45
4.6.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local.....	45
4.7. Identification des actions envisageables pour une meilleure implication/participation des personnes vulnérables dans les processus d'identification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et précisément sur la gestion durable des terres et la reforestation au mali.....	52
4.7.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central.....	52
4.7.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local.....	52
4.8. Formulation de stratégie pour le renforcement du dialogue politique communal et intercommunal incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap.....	57
4.8.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central.....	57
4.8.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local.....	58

<b>5. ANALYSE DU POUVOIR.....</b>	<b>63</b>
5.1. <i>Limites du système .....</i>	63
5.1.1. <i>Limites du système au niveau macro.....</i>	63
5.1.2. <i>Limites du système au niveau au micro : .....</i>	63
5.2. <i>Acteurs et réseaux .....</i>	63
5.2.1. <i>Acteurs et réseaux au niveau macro.....</i>	63
5.2.2. <i>Acteurs et réseaux au niveau micro.....</i>	64
5.3. <i>Structures et normes .....</i>	64
5.3.1. <i>Structures et nomos au niveau macro .....</i>	64
5.3.2. <i>Structures et normes au niveau micro.....</i>	64
5.4. <i>Politique et contestation.....</i>	65
5.4.1. <i>Politique et contestation au niveau macro .....</i>	65
5.4.2. <i>Politique et contestation au niveau micro .....</i>	65
5.5. <i>Les leviers, points d'entrée pour le changement.....</i>	65
5.5.1. <i>Les leviers, points d'entrée pour le changement au niveau macro.....</i>	65
5.5.2. <i>Les leviers, points d'entrés le changement au niveau micro.....</i>	66
<b>6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>67</b>
<i>Annexes.....</i>	<i>70</i>
<i>Calendrier d'intervention de la mission .....</i>	<i>82</i>
<i>Liste des personnes rencontrées .....</i>	<i>83</i>
<i>Guide d'entretien .....</i>	<i>94</i>
<i>Guide d'analyse du pouvoir .....</i>	<i>98</i>

## Liste des sigles et Abréviations

AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
AGR	Activité Génératrice de revenu
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable du Mali
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisations de la Société Civile
PDESC	Plan de Développement Économique, Social et Culturel
CAFO	Coordination des Associations et ONG Féminines
ABFN	Agence du Bassin du Fleuve Niger
ABN	Autorité du Bassin du Niger
AER	Agence des Énergies Renouvelables
AGCC	Alliance Mondiale contre le Changement Climatique
AMADER	Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et l'Électrification Rurale
ASNaCC	Projet Appui à la mise en œuvre de la Stratégie d'adaptation aux Changements Climatiques
CC	Changement climatique
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CNCC	Comité National Changement Climatique
CNE	Conseil National de l'Environnement
CSEVCC	Cadre stratégique pour une économie verte et résiliente aux changement
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle de la Pollution et des Nuisances
DNAT	Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire
DNCN	Direction Nationale de la Conservation de la Nature
DNE	Direction Nationale de l'Énergie
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
ENABEL	Coopération Belge
FCM	Fonds Climat Mali
GAAS Mali	Groupe d'Animation Action au Sahel Mali
GEDEFOR	Programme de Gestion Décentralisée des Forêts
GES	Gaz à effet de serre
IED	Innovation Énergie Développement
Mali Folk Center	ONG danoise
PEALCD	Programme environnemental d'appui à la lutte contre la désertification
PFN	Politique forestière nationale
PGRNCC	Projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changements Climatiques
PNAE	Plan national d'action environnementale

PNCC	Politique nationale en matière de changements climatiques
PNZH	Politique nationale des zones humides
SIFOR	Système d'Information Forestier
SNAP	Stratégie nationale des aires protégées
SNB	Stratégie nationale de la biodiversité
SNCC	Stratégie nationale en matière de changements climatiques

## Résumé Narratif

La présente étude intitulée « étude spécifique sur le genre et l'équité sociale dans le cadre de la gestion durable des terres et de reforestation dans les PDESC des collectivités de la zone d'intervention du programme au Mali », ambitionne de « faire un état des lieux de la prise en compte des aspects Genre et Inclusion/Equité sociale dans le cadre de la Gestion Durable des Terres et de Reforestation dans les PDESC des Collectivités de la zone d'intervention du programme "Benkadi" et au Mali. L'atteinte de cet objectif général nécessite les objectifs intermédiaires suivants :

- L'identification et l'analyse des politiques, stratégies et programmes en lien avec le CC et la gestion durable des terres ;
- L'analyse de la prise en charge des intérêts des couches vulnérables( femmes, jeunes, personnes en situation de handicap) dans les PDESC ;
- L'analyse des lois, textes ou politiques (bloqués ; améliorés, adoptés) tenant compte des droits des couches vulnérables ;
- L'identification et l'analyse des comportements des pratiques et expérience de discrimination positive ou de marginalisation des couches vulnérables au niveau national et communal
- L'établissement d'un répertoire des structures étatiques, des OSC et ONG soutenant l'implication des couches défavorisées dans l'élaboration la mise en œuvre et le suivi des politiques et programmes avec le CC
- L'évaluation des actions de plaidoyer et des espaces de dialogues de la société civile pour influencer liés au CC pour une participation active des couches défavorisées ;
- L'élaboration de proposition d'actions de renforcement des capacités pour une meilleure implication /participation des personnes vulnérables dans l'élaboration, la mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation pour la Gestion Durable des Terres et la Reforestation au Mali ;
- La validation des informations dans chaque commune
- La validation des résultats de l'étude par un atelier national

L'étude été réalisée sur la base de méthodes et d'outils favorisant l'implication effective et active des hommes, femmes, jeunes et groupes marginalisés et/ou vulnérables, en prenant en compte l'équité du genre et les différences culturelles. L'implication étroite des parties prenantes du projet dans toutes les étapes, la mise en valeur du savoir et du savoir-faire des acteurs locaux, la concertation permanente sur la préparation et la mise en œuvre des activités.

Les activités opérationnelles étaient structurées en trois phases :

- La phase préparatoire : qui comprenait la réunion de cadrage, la revue documentaire, l'atelier méthodologique de conception des outils la définition des cibles de la collecte.
- La phase mise en œuvre : démarrage de l'étude, la collecte de données sur le terrain, le contrôle qualité, la validation des données et supervision du processus ; le traitement et l'analyse des données.
- La phase rapportage : production et validation du rapport

Les activités de collectes ont été perturbées par un certain nombre de facteurs dont nous avons fait cas dans les documents préparatoires. Malheureusement certaines de nos craintes se sont réalisées :

- La période choisie : l'étude se déroulant en pleine saison pluvieuse, cela posait des contraintes qui ont entravé le calendrier de mise en œuvre des activités ( indisponibilité de certains acteurs, problème d'accès de certaines communes) ;
- La faible collaboration des certains services techniques : certains services n'ont pas accepté de recevoir les équipes de collecte
- La durée de la prestation ainsi que l'agencement des phases : le temps imparti ne laissait pas de marge pour faire des investigations plus poussées et/ou s'adapter aux aléas du terrain.

Le deuxième groupe de contraintes rencontrées sur le terrain et que nous n'avions pas prévu, comprend entre autres :

- La relative lassitude de certains acteurs à la base de recevoir en espace de quelques jours 4 à 5 équipes de collecte avec presque les mêmes questions et durant la période où ils sont les m
- Ils ns disponibles.

☞ Faible réactivité de certaines organisations de femmes au niveau national: malgré nos efforts, certaines organisations n'ont pas répondu aux demandes.

En ce qui concerne les acteurs ayant participé à l'étude, on peut retenir, entre autres, les aspects suivants :

- ☐ Les informations ont été collectées auprès de trois cent dix-neuf (319) personnes dont 116 femmes , 119 jeunes dans les 24 communes à l'intérieur du pays mais aussi à Bamako.
- ☐ Les listes de présence permettent d'avoir la répartition des participants par localités, par sexe : Homme/ Femme et par catégorie d'âge : Adulte/jeune.
- ☐ Le plus grand nombre de participants : trente-trois (33) a été enregistré dans la commune de Bougouni, suivi trente (30) dans la commune de Kéléya et vingt-deux (22) dans la commune de Sido.

**L'état des lieux se présente de la manière suivante :**

### **1. Les politiques , stratégies, programmes nationaux prenant en compte les intérêts des couches les plus vulnérables (les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap) dans un contexte de changements climatiques et plus précisément en matière de gestion durable des terres et de reforestation**

Objectif : Répertoire les politiques, stratégies et programmes nationaux à travers une revue documentaire et établir un aperçu sur le niveau d'information des acteurs sur les politiques, stratégies et programmes qui prennent en compte les intérêts des couches les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de CC et particulièrement pour la gestion durable des terres et la reforestation et procéder à une appréciation de leur niveau de prise en compte.

Pour atteindre cet objectif, les questions qui suivent ont été posé aux acteurs lors des entretiens en focus groupes ou des entretiens individuels :

☞ Quelles sont les politiques, les stratégies, les programmes nationaux prenant en compte les intérêts des couches vulnérables ?

☞ Quel est son intitulé de la politique, la stratégie, programme national ?

☞ Quelle est la date d'adoption de la politique, la stratégie, programme national ?

☞ Ces politiques, stratégies ; programmes sont-ils efficaces (effets positifs, impacts positifs, amorce de changements...)?

Si oui, quelles sont les causes de cette efficacité, Si non quelles peuvent être les causes de l'inefficacité des politiques, stratégies, programmes (absence d'effets, ou effets négatifs, absence de changement....) ?

Pour le niveau local il s'agissait de connaître le niveau d'information des acteurs sur les textes, stratégies et programmes mais aussi et surtout leur appréciation sur les effets des textes, stratégies et programmes.

#### **1.1. Les perceptions et avis des acteurs au niveau central**

☞ Les acteurs sont parfaitement informés sur les politiques et stratégies et programmes, même si il leur est difficile d'avoir le recul pour les évaluer ;

☞ Les informations collectées lors de la revue documentaire ont été confirmées pour l'essentiel et complétées au besoin par les acteurs au niveau central

#### **1.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local**

☞ Sur les 24 communes : neuf (9), donc plus du tiers n'ont pas fourni de réponse ou ont reconnu ne pas avoir d'informations sur les politiques, stratégies et programmes qui prennent en compte les intérêts des couches les plus vulnérables dans un contexte de CC et particulièrement pour la gestion durable des terres et la reforestation.

☞ Parmi les deux tiers restants ; il y a une très forte proportion de réponses inappropriées ou incomplètes.

☞ Des réponses partielles ont cependant été collectées sur les effets/impacts de certains programmes/politiques

 Les textes, politiques, stratégies, programme ne sont pas connus par la grande majorité des acteurs sur le terrain.

## **2. La prise en compte dans les PDESC des Communes de l'Environnement en général et en particulier les intérêts des couches les plus vulnérables dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation**

Objectif : établir l'état de lieu de niveau de la prise en compte de l'environnement de manière générale et particulier les intérêts des couches les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap dans un contexte de changements climatiques plus précisément en matière de Gestion Durables des Terres et de Reforestation.

Les questionnements suivants ont permis de recueillir des informations dans les communes pour établir une situation de référence.

 Le PDESC prend-il en compte le CC ?

Si oui quelles sont les actions d'atténuation/ adaptation du CC prévues dans le PDESC

 Quelles sont les actions prenant en comptes les intérêts des couches défavorisées ?

 Comment ces actions ont –elles été identifiées et inscrites dans le PDESC ?

 Parmi les actions planifiées (prenant en compte les intérêts des couches défavorisées), quelles sont celles qui ont été réalisées ?

### **2.1. perceptions et avis des acteurs au niveau central**

Actions prévues (AEDD) :

- Dans notre stratégie d'intervention, appui aux communes dans la révision stratégique des PDESC avant toute intervention.
- plus de poids est donné à l'adaptation et à l'atténuation, comment aider les communes à mieux contenir les effets de changement climatique
- Actions prévues pour les couches défavorisées :

En ce qui concerne les activités une attention particulière est accordée aux couches les plus vulnérables.

- C'est une politique discriminatoire qui est menée par l'agence. Par exemple dans la mise en œuvre du PGRFC, dans les PDESC les modalités des AGR sont les suivantes: 50% femmes, 50% homme et femme

Identification des actions :

- A la suite d'une étude dans les communes, qui ont permis d'identifier les insuffisances
- Elle est faite au niveau des élus, OSC et des citoyens
- C'est ensuite la révision ou l'élaboration des PDESC au niveau des communes

Actions prévues réalisées pour les couches défavorisées :

- Dans la mise en œuvre du PGRFCC les appuis sont allés mêmes au-delà des personnes vulnérables pour prendre en compte les personnes qui les prenaient en charge après une étude sur les AGR.

### **2.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local**

Sur les 24 communes, seule la commune de Benkadi affirme que son PDESC ne prend pas en compte le changement climatique.

Dans les 23 communes, l'environnement et le changement climatique ont été pris en compte dans le l'élaboration du PDESC ou au moment de sa révision/ relecture.

Certains partenaires ont des outils prenant en compte le CC dans le processus d'élaboration ou de révision.

L'identification des besoins se fait de manière participative et inclusive dans la majorité des communes. Dans certaines communes dans cas non-participation d'une catégorie de la population a été cependant relevé.

Le taux d'exécution (proportion des actions réalisées par rapport aux actions prévues) des PDESC étant faible de manière générale, celle des projets et actions en faveur des couches défavorisées sera plus faible

### 3. Existence de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables :

L'objectif recherché répertorier les lois et texte liés aux CC et analyser leur processus de mise en œuvre pour détecter les amendements en faveur de la prise en compte des droits de l'homme, du genre, collecter des informations auprès des acteurs sur l'existence de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables.

Questionnement : existence de lois, textes ou politique bloqués, adoptés ou améliorés pour l'atténuation du CC et tenant compte des droits de l'homme, du genre et de groupes vulnérables ?

Si oui

- Donnez le Libellé des lois, textes ou politiques bloqués
- Précisez le Libellé des lois, textes ou politiques adoptés ou améliorés
- Quelles sont les causes des blocages ou raisons des améliorations ?

#### 3.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central

- Dans la cadre du changement climatique pas de loi bloquée.
- Après la ratification des conventions et accords, le pays a élaboré un document stratégique CND qui est la volonté exprimée par le Mali pour le CC
- Tout ce qui est convention et accord au niveau international en lien avec le climat ont été tous ratifiés, on a même les décrets d'application.
- Pas de blocage de manière spécifique, C'est beaucoup plus une question de mode de gouvernance de la société qui pose problème.

#### 3.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local

- Les acteurs dans les 24 communes disent n'avoir aucun élément pour répondre à la question principale (l'existence de teste ploques ou améliorés...).

### 4. Identification des comportements, les bonnes pratiques et des expériences de discrimination positive en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans une dynamique d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (dégradation des terres) au niveau national et local

Objectif : recenser par commune, les comportements, bonnes pratiques et les expériences de discrimination positive ou de marginalisation des groupes défavorisés dans une dynamique d'adaptation aux effets des CC (dégradation des terres) au niveau national et local

Questionnements :

- Quelles sont les bonnes pratiques ?
- Des exemples de discriminations positives
- Des exemples de pratiques discriminatoires (exclusion, marginalisation) contre les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap) Pour cette question un peu sensible, un focus groupe ou entretien individuel avec ce groupe a pu être organisé dans certaines communes pour mieux cerner ce point.

#### 4.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central

- Bonnes pratiques :
  - Le cas des AGR pour les mises en place par les projets de l'Agence
  - Sécurisation du foncier pour les femmes / Délivrance formelle d'acte par les notabilités
  - L'Usage des foyers améliorés
  - L'Utilisation des compostes
  - La Gestion des déchets
- Exemples de discriminations positives :

- Périmètres maraichers pour les femmes
- Imposition aux ONG de travailler avec des défavorisés de la zone (anciens esclaves). Ils ont été réunis en association et bénéficie de l'appui du projet.
- Obligation de passer des commandes chez les bénéficiaires pour garantir la survie des activités
- Exemples d'exclusion, marginalisation : aucun cas relevé

#### 4.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local

- Des exemples de bonnes pratiques ont été relevés dans toutes les communes. Le cas de périmètres maraichers est plus cité, suivi des AGR pour les femmes, les aspects de participation/ implication des jeunes et/ou des femmes.
- Dans quatre (4) communes, des exemples de discrimination positive ont été cités; dans 20 communes, les exemples cités sur les bonnes pratiques sont repris et complétés par les appuis en vivres et non vivres à des couches vulnérables, les appuis techniques et matériels,
- En ce qui concerne les cas de marginalisation/ exclusion, ils ont été cités dans 13 /24 (soit plus de 54%).
  - Non - accès des femmes et des jeunes à la terre,
  - Non - implication des jeunes et des femmes dans la prise de décision,
  - marginalisation des femmes dans la gestion des ressources forestières,
  - la marginalisation des personnes en situation de handicap (faible implication/participation)

### 5. Inventaire des structures étatiques, OSC et ONG ayant encouragé l'implication/la participation des couches les plus vulnérables dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des politiques et programmes en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation

Objectif : recenser et décrire les actions des structures étatiques, les organisations de la société civile ainsi que les ONG favorisant l'implication des couches les plus vulnérables (femmes, jeunes, et personnes vivant avec un handicap) dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi des politiques et programmes en matière de gestion Durable des Terres et de Reforestation

Questionnements :

Quelles sont les structures étatiques ?

Quelles sont les OSC et ONG ?

Description des actions réalisées (des structures étatiques, OSC et ONG)

#### 5.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central

- Structures étatiques : ME, MA, ME, MPFEF, DNDS; AEDD
- OSC/ONG :
  - ONG : Stop Sahel, ADG-Nioro du Sahel, CSPDA
  - Organisations créées: sociétés coopératives, des associations, comités de gestion foncière
- Description des activités :
  - Périmètre irrigués pour toutes les sociétés coopératives créées
  - Périmètre pastoral

#### 5.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local

- Dans trois communes, les réponses montrent l'absence structures étatiques.
  - Dans un cas, l'insécurité semble être la cause.
  - Dans les 2 autres communes, peut être que la question n'a pas été comprise.
  - Les structures étatiques les plus citées sont l'administration générale (préfet, sous-préfet), les services déconcentrés (Eaux et Forêts, agriculture, élevage, pêche) , les opérations et projets /Agence publics (ODRS, PAPAM, AEDD, PASOP, ...).
- Dans deux (2) communes, aucune ONG-OSC n'intervient. Ce qui semble invraisemblable. Une commune peut ne pas avoir ONG partenaire. Par contre, il existe des OCB et OSC traditionnelles et /ou modernes dans toutes les communes.
- Les OSC les plus citées sont : les OSC de jeunes, de femmes, les organisations socio-professionnelles, les chasseurs.

- Quant aux ONG, elles sont très actives dans le domaine social ((santé, éducation, eau) mais aussi dans les activités économiques et plus en plus dans la gestion de l'environnement. on peut retenir entre autre : Save The Children, CARITAS, UNICEF, FUNUAP, CAEB, OMADEZA, World Vision, Diakonia, ENDA, Plan, `etc.

## **6. Évaluation des actions de plaidoyer et d'espaces de dialogue entrepris par les acteurs de la société civile pour influencer les politiques et programmes liés aux changements climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les groupes les plus vulnérables**

Objectif : faire une évaluation participative des actions de plaidoyer réalisés et de espaces de dialogues mis en place par les acteurs de la société civile dans les communes afin d'influencer les politiques et programmes liés aux changements climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap rapport avec le CC.

Questionnements :

- Description des actions de plaidoyer
- Description des espaces de dialogue
- Analyse SEPO (Succès/Échecs/Potentialités/obstacles) des actions de plaidoyer
- Analyse SEPO des espaces de dialogue

### **6.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central**

- Actions de plaidoyer :
  - L'état ou les ses agences ne sont pas assez fort en matière de plaidoyer
  - Utilisation de personnes ressources pour débloquer des dossiers
  - Plaidoyer fait auprès des Collectivités, du patronat
- Analyse SEPO du plaidoyer :
  - Succès : La ratification de l'accord de Paris: besoin des instruments règlementaires. cela a eu lieu avec la prévention des impacts des activités de l'homme
  - Échecs : non approbation des taxes environnementales, Augmentation du budget alloué par l'état dans les énergies polluantes
  - Potentialités : Question économie circulaire, Fonds pour le climat, Ratification des conventions
  - Obstacles : Insuffisance de ressources financière et de personnel qualifié
- Espaces de dialogues : Beaucoup d'espaces de dialogue au niveau national
  - Conseil National de l'Environnement : services techniques, la SC, les autorités, le privée
  - CNCC:
- Analyse SEPO du dialogue
  - Succès : Réseautage des acteurs de la société civile, Organisation des sessions du conseil national de l'environnement, institutionnalisation des démarches
  - Échecs : Pour certaines questions transversales, il faut des décisions politiques, Certains responsables n'ont su porter les dossiers
  - Potentialités : Disponibilité des ressources financières pour face faux initiatives, Ratification des conventions
  - Obstacles : Insuffisances de ressources et de cadres qualifiés

### **6.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local**

- Des actions de plaidoyer n'ont été menée par le passé dans huit (8.) des 24 communes soit 33%.
- Dans le reste de communes, les actions étaient des initiatives locales et/ou portée par un ou des partenaires dans la cadre de la mise en œuvre de leurs activités.
- Pour ce qui concerne l'évaluation des actions pour dégager les succès, échecs, potentialités et obstacles, l'exercice a été un peu laborieux.
- Les actions de plaidoyer portaient les plus souvent sur la gestion de l'environnement et surtout la gestion des ressources forestières.
- Les espaces/cadre de dialogues ont été organisés dans : quinze (15) communes sur les 24.

- Les dialogues ont porté sur les thèmes liés à la protection de l'environnement (lutte contre les feux de brousse, restauration des sols, lutte contre la coupe abusive du bois, ...).
- Dans beaucoup de cas, les deux exercices (Plaidoyer, espace de dialogue) étant combiné, l'évaluation devenait difficile pour différencier les effets, échecs, opportunités et obstacles

## **7. Identification des actions envisageables pour une meilleure implication/participation des personnes vulnérables dans les processus d'identification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et précisément sur la gestion durable des terres et la reforestation**

Objectif : recueillir les propositions d'actions des acteurs pour une meilleure implication des couches vulnérables dans l'identification, la définition, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et précisément sur la gestion durable des terres et la reforestation la gestion durable des terres et la reforestation dans notre pays.

Questionnements :

- Quels sont vos propositions d'actions ?
- Description de l'action, responsable, échéance

### **7.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central**

Les chantiers sont l'élaboration de deux (2) outils :

- Un Guide de mise en œuvre du PDESC
- Un Outil d'impacts environnemental et de l'évaluation environnementale stratégique

### **7.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local**

- Large éventail d'actions allant du renforcement de capacités à la réalisation d'infrastructures en passant par l'amélioration de la gouvernance des ressources forestières.
- Le nombre d'actions proposées va de 1 à 13 mêmes si des indications sur les échéances et les responsables n'ont pas été précisées dans beaucoup de propositions d'actions.

## **8. Formulation de stratégie pour le renforcement du dialogue politique communal et intercommunal incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap**

Objectif : répertorier les propositions de stratégie pour renforcer le dialogue politique à l'intérieur des communes et entre celles avec la participation des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap.

- description de la proposition de stratégie
- proposition d'outils méthodologiques

### **8.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central**

- Les propositions de stratégies de l'agence se présentent de la manière suivante :
  - Établir l'état des lieux
  - Mise en place des espaces de dialogue dans les communes
  - Opérationnalisation de tous les espaces de dialogue dans les communes
  - Actualiser les initiatives de pérennisation
- outil méthodologique : Animation des CLOCSAD au niveau des cercles

### **8.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local**

- Les acteurs de 23 des 24 ont formulés des propositions pour renforcer le dialogue impliquant les jeunes, les femmes, les personnes avec un handicap à l'intérieur des communes et entre les communes.
- les propositions couvrent des aspects aussi variés
  - la création de cadres de concertation,
  - l'accès des couches défavorisées aux moyens de production (terre, crédit...),
  - les voyages d'échange,
  - la diffusion des textes,

- la relecture des textes,
- communication pour le changement de comportement,
- la délimitation des forêts, etc.

## **9. ANALYSE DU POUVOIR**

Dans cette section, nous allons nous placer, pour chaque paramètre d'analyse d'abord au niveau macro (niveau national, là où les décisions et les orientations sont prises) et ensuite au niveau micro, c'est à dire à la base, dans les communes, pour qui nous concerne. Cette démarche, nous permettra d'avoir plusieurs angles d'analyse. Quelques témoignages et analyses d'acteurs ont permis de contextualiser le cadre d'analyse.

## INTRODUCTION

Le présent document est la version provisoire de l'« étude spécifique sur le genre et l'équité sociale dans le cadre de la gestion durable des terres et de reforestation dans les PDESC des collectivités de la zone d'intervention du programme au Mali ». L'étude a été réalisée par le Consultant Indépendant sur appel à proposition. L'objectif principal est de faire un état des lieux de la prise en compte des *aspects Genre et Inclusion/Équité sociale* dans le cadre de la Gestion Durable des Terres et de Reforestation dans les PDESC des Collectivités de la zone d'intervention du programme "Benkadi" au Mali.

Le rapport rappelle le contexte, la justification, les objectifs et les résultats de la mission. Il décrit la méthodologie d'intervention suivie ainsi que les difficultés rencontrées. Les résultats obtenus, à la suite du traitement et l'analyse des données collectées sur le terrain, sont ensuite présentés de mêmes que les conclusions et recommandations. L'avant dernière section traite de l'analyse du pouvoir la dernière les conclusions et recommandations.

## CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En 2019, le gouvernement Néerlandais a lancé pour la période **2021-2025**, un nouveau cycle de programme appelé «**Partenariats pour le Pouvoir des Voix/Power of voices**», auquel sont éligibles les organisations de la société civile des pays prioritaires de sa coopération.

Pour y postuler, la mise en œuvre de réseau et de coopération d'organisations aux niveaux local, national, régional et international ont été nécessaire et encouragées. C'est ainsi que quatre (4) plateformes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et une ONG Néerlandaise, "Woord En Daad", qui signifie "Parole et Action" se sont associées en Consortium et ont soumis une idée de programme dénommé "**Benkadi**" avec pour objectif d'améliorer l'efficacité des politiques publiques sur les **Changements Climatiques** (CC) dans ces Pays à travers la contribution de la société civile.

Ces quatre (4) plateformes sont représentées au Mali par le Secrétariat de Concertation des ONG nationales du Mali (SECO-ONG), au Burkina Faso par le secrétariat permanent des ONG (SPONG), au Bénin par la Plate-forme des Acteurs de la Société Civile (PASCiB et en Côte d'Ivoire par la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI).

Ainsi, "**Benkadi**" qui signifie en langue bambara « **travailler ensemble dans la même direction** » est une réponse à l'appel à projet du gouvernement Néerlandais dans le cadre du « **Partenariat pour le Pouvoir des Voix** » qui vise à soutenir l'avènement d'une société civile forte défendant les besoins et les droits des citoyens et contribuant à améliorer le contrat social entre le gouvernement et les citoyens et à créer une société durable et inclusive.

L'ambition du Consortium "**Benkadi**" est d'améliorer la participation citoyenne, différente dans chacun des pays membres, en participant à créer une société civile forte et dynamique, travaillant en synergie pour influencer les politiques publiques du **changement climatique** à la lumière de l'objectif de développement durable (ODD) **13** et des ODD connexes tant au niveau des Pays que de la sous-région ouest africaine.

Le projet durera cinq (5) ans (2021-2025) et prendra en compte l'amélioration de l'espace civique dans le pays en matière de dialogue avec les pouvoirs publics. Son objectif stratégique est d'améliorer la résilience des groupes vulnérables aux conséquences des changements climatiques, spécialement les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap.

Bien que les contextes diffèrent, ces quatre (4) pays sont tous confrontés à un défi majeur, celui du **changement climatique**, qui les affecte tous pendant que la riposte à ses effets néfastes fait face à une participation citoyenne limitée et peu efficace en général, et surtout pour les citoyens les plus touchés et vulnérables comme les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap en particulier. Cette vulnérabilité aux **changements climatiques** découle : (i) de la forte dépendance de ces pays aux activités économiques sensibles au climat telles que l'agriculture pluviale, l'élevage, la pêche et la foresterie ; (ii) de la faible capacité de ses systèmes sociaux et écologiques à faire face aux extrêmes climatiques ; et (iii) des contraintes existantes sur les services éco systémiques en raison de processus tels que la **déforestation**.

Pour ce que concerne le Mali, il doit faire sans cesse face à des défis environnementaux compromettant ses efforts de développement. La dégradation des terres, la perte de la biodiversité et l'orpaillage constituent des défis majeurs qui limitent profondément les capacités de résilience des agroécosystèmes en particulier face aux changements climatiques. Cette dégradation touche directement au vécu des populations et les rendent davantage vulnérables aux changements climatiques.

Dans notre pays, le processus de la Décentralisation confère aux Collectivités des missions spécifiques dans la Gestion des Ressources Naturelles (GRN) qui sont difficilement assumées pour insuffisances de ressources et de compétences. Les nombreuses initiatives visant une meilleure prise en compte de l'Environnement et des changements climatiques dans les politiques publiques, surtout au niveau local (PDESC), demeurent très limitées en termes de couverture géographique et de démarches participatives impliquant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap.

Il est donc urgent de combiner les approches spécifiques du climat avec la résolution des problèmes fondamentaux de **Gouvernance** qui affligent la région comme la faiblesse dans les processus de planification, de mise en œuvre des politiques publiques et de suivi - évaluation, où la participation des citoyens demeurent faible, entravant ainsi les efforts de préparation à l'atténuation des effets du climat ou à s'y adapter malgré son caractère hautement imprévisible durant les prochaines décennies (Penney in Quartz Africa, 2019).

Les OSC, les médias et les acteurs du secteur privé sont aussi actifs, en essayant également d'y défendre leurs intérêts et ceux des communautés. Les OSC essaient de tenir l'État responsable de ses engagements dans des alliances parfois avec le secteur privé, mais n'ont pas toujours les capacités nécessaires pour y parvenir. Pendant ce temps, le secteur privé (qui comprend les industries de production et de transformation, les mines et les services ainsi que les orpailleurs pour le cas spécifique du Burkina Faso et du Mali) n'a pas toujours des intérêts convergeant avec le plaidoyer de la société civile. Dans ce domaine, les communautés qui sont les cibles des politiques publiques se présentent très souvent comme des bénéficiaires passifs des services de l'État, mais dans d'autres cas comme des acteurs qui résistent ou soutiennent le changement.

Or, le contexte climatique décrit plus haut, nécessite une réponse concertée des acteurs étatiques et non étatiques, des OSC et des citoyens, ce qui implique à la fois une société civile forte et un espace civique suffisamment ouvert pour que les OSC et les citoyens engagent activement les décideurs à différents niveaux à garantir une bonne mise en œuvre des politiques (**ODD 17**).

Les plateformes d'ONG des quatre (4) pays constatent que ces politiques sont insuffisamment mises en œuvre et n'atteignent pas le niveau local, d'où la faible implication des autres acteurs, comme les OSC et le secteur privé, dans le processus de prise de décision, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des engagements pris par les États dans ce secteur.

Pour faire face à ces défis, le programme "**Benkadi**" voudrait identifier des leviers sur lesquels il pourrait bâtir des actions de plaidoyer en faveur de la **prise en compte** des groupes vulnérables à travers une étude spécifique sur le **Genre et l'Équité sociale dans le cadre de la Gestion Durable des Terres (GDT) et de Reforestation dans les PDESC au Mali**.

Cette étude devrait permettre de disposer d'une **situation de référence** sur le niveau de prise en compte des aspects **Genre** et **Inclusion sociale** au plan national et plus particulièrement dans les Collectivités des zones d'intervention du projet, de faire ressortir les **Relations de Pouvoir** qui limitent et/ou facilitent la prise en compte des personnes vulnérables et d'organiser par la suite des dialogues politiques intercommunaux sur les résultats de l'étude.

Les résultats de cette activité devraient être vérifiés à la fin du projet par **les indicateurs** suivants :

☞ Nombre d'OSC ayant amélioré leurs capacités de lobbying et de plaidoyer sur le thème du Changement Climatique, y compris la représentation des groupes vulnérables ;

☞ Nombre de plaidoyers ou d'interpellations réussis par des OSC représentant des groupes vulnérables aux Changements Climatiques pour créer un espace, influencer l'agenda et le débat politiques liés aux Changements Climatiques ;

☞ Nombre d'organisations de base représentant les groupes vulnérables aux Changements Climatiques qui informent les politiques locales et nationales en connaissances sur les Changements Climatiques et assurent le suivi de ces politiques ;

☞ Nombre de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés afin d'atténuer les effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables.

Les présents termes de référence définissent les **objectifs, attentes** et **modalités pratiques** d'exécution de l'étude auxquels le Consultant recruté se référera pour sa réalisation.

## OBJECTIFS

L'objectif général de l'étude est de faire un **état des lieux** de la prise en compte des **aspects Genre et Inclusion/Équité sociale** dans le cadre de la Gestion Durable des Terres et de Reforestation dans les PDESC des Collectivités de la zone d'intervention du programme "**Benkadi**" et au Mali.

### OBJECTIFS SPECIFIQUES DE L'ETUDE

De façon spécifique, il s'agit de :

☞ Identifier et analyser les politiques, stratégies, programmes Nationaux ayant pris en compte les intérêts des couches les plus vulnérables : les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation ;

☞ Analyser dans les PDESC des Communes d'intervention du Programme "**Benkadi**" la prise en compte de l'Environnement en général et en particulier les intérêts des couches les plus vulnérables : les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap

dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation ;

- ☞ Faire une analyse de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du Genre et des groupes vulnérables ;
- ☞ Identifier et analyser les comportements, les bonnes pratiques et les expériences de discrimination positive en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans une dynamique d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (dégradation des terres et déforestation) au niveau national et au niveau des Communes d'intervention ;
- ☞ Faire un répertoire des structures étatiques, des OSC et ONG ayant encouragé l'implication/ la participation des couches les plus vulnérables (femmes, jeunes et personnes vivant avec un handicap) dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation ;
- ☞ Identifier et analyser les forces et faiblesses des actions de plaidoyer et d'espaces de dialogue entrepris par les acteurs de la société civile pour influencer les politiques et programmes liés aux Changements Climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap ;
- ☞ Proposer des actions de renforcement des capacités pour une meilleure implication /participation des personnes vulnérables dans les processus d'identification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et plus particulièrement sur la Gestion Durable des Terres et la Reforestation au Mali ;
- ☞ Proposer une stratégie et des outils méthodologiques pour le renforcement du dialogue politique Communal et intercommunal incluant les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap en lien avec les résultats de l'étude ;
- ☞ Valider au niveau de chaque Commune, les informations générées ;
- ☞ Valider les résultats de tout le processus (échelles locales, régionales et nationales) lors d'un atelier national.

## **RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE**

- ☞ Les politiques, stratégies, programmes Nationaux et les PDESC des Communes d'intervention ayant pris en compte les intérêts des couches les plus vulnérables (les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap) dans un contexte de Changements Climatiques et plus précisément en matière de gestion durable des terres et de reforestation, sont identifiés et analysés ;
- ☞ Les lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables sont répertoriés et analysés ;
- ☞ Les comportements, les bonnes pratiques et des expériences de discrimination positive en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans une dynamique d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (dégradation des terres) au niveau national et au niveau des Communes d'intervention sont identifiés et analysés ;

- ☞ Le répertoire des structures étatiques, des OSC et ONG ayant encouragé l'implication/la participation des couches les plus vulnérables (femmes, jeunes et personnes vivant avec un handicap) dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des politiques et programmes est disponible ;
- ☞ Les forces et faiblesses des actions de plaidoyer et d'espaces de dialogue entrepris par les acteurs de la société civile pour influencer les politiques et programmes liés aux Changements Climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap sont identifiés et analysés ;
- ☞ Un plan d'actions de renforcement des capacités pour une meilleure implication/participation des personnes vulnérables dans les processus d'identification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et précisément sur la Gestion Durable des Terres et la Reforestation au Mali est élaboré ;
- ☞ Une stratégie est proposée avec des outils méthodologiques pour le renforcement du dialogue politique Communal et intercommunal incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap en lien avec les résultats de l'étude ;
- ☞ les informations générées sont validées au niveau de chacune des Communes d'intervention ;
- ☞ les résultats de tout le processus (échelles locales, régionales et nationales) sont validés lors d'un atelier national.

## **1. RAPPEL DE LA DEMARCHE MÉTHODOLOGIQUE**

### **1.1. Organisation générale et cadrage de la mission**

#### **1.1.1. Approche méthodologique**

L'objectif général de l'étude était de faire un état des lieux de la prise en compte des aspects Genre et Inclusion/Équité sociale dans le cadre de la Gestion Durable des Terres et de Reforestation dans les PDESC des Collectivités de la zone d'intervention du programme "Benkadi" et au Mali.

L'étude a été conduite sur la base de méthodes et d'outils favorisant l'implication effective et active des hommes, femmes, jeunes et groupes marginalisés et/ou vulnérables, en prenant en compte l'équité du genre et les différences culturelles. Toutes les données collectées ont été désagrégées par genre dans la mesure.

#### **1.1.2. Principes méthodologiques**

La démarche que nous suivie pour exécuter la mission était fondée sur les principes opérationnels suivants :

- ☞ L'implication étroite des parties prenantes du projet dans toutes les étapes
- ☞ La mise en valeur du savoir et du savoir-faire des acteurs locaux,
- ☞ La concertation permanente sur la préparation et la mise en œuvre des activités ;
- ☞ Les comptes rendus périodiques à l'équipe projet de l'évolution des activités
- ☞ La mise en place d'un système d'auto évaluation des actions et activités pour favoriser la capitalisation des expériences.

#### **1.1.3. Méthode d'approche**

Nous avons exécuté la mission en trois phases :

- ☞ La phase préparatoire
- ☞ La phase de mise en œuvre
- ☞ La phase de production et validation

##### **1.1.3.1. La phase préparatoire de la mission**

Les activités de cette première phase comprenait la réunion de cadrage, la revue documentaire, l'atelier méthodologique de conception des outils la définition des cibles de la collecte.

#### **1.1.3.1.1. Réunion de cadrage**

L'objet de la réunion était de permettre l'harmonisation des points de vue sur les TDR afin de minimiser les risques les malentendus. Elle a été une opportunité d'échange et de concertation avec le staff du programme pour obtenir les dernières orientations sur les aspects tels que : le mandat du consultant, l'approche méthodologique proposée, le calendrier d'exécution ainsi que tous les autres aspects jugés pertinents par le commanditaire. Elle a été effectuée par le Chef de mission. Un de des temps forts de la réunion a été la séance d'orientation sur l'analyse du pouvoir. Les échanges ont aussi porté sur le calendrier d'exécution ainsi que les outils de collecte.

#### **1.1.3.1.2. La revue documentaire**

Il s'agit d'une activité continue qui débuta dès la notification du marché et s'est poursuivi tout au long de la mission. Elle a porté sur les documents pertinents disponibles en rapport avec les problématiques couvertes par l'étude de manière générale mais aussi et surtout sur le rôle de la société civile en rapport avec les aspects Genre et Inclusion/Équité sociale dans le cadre de la Gestion Durable des Terres et de Reforestation dans les PDESC des collectivités. Elle a permis au consultant principal (chef de mission) de :

- ☞ Mener des réflexions préliminaires sur les informations vues de déterminer les informations à vérifier, celles à actualiser et les informations à collecter,
- ☞ Formuler des hypothèses et de déterminer les types d'informations complémentaires à recueillir sur le terrain.

L'objectif de la revue documentaire était d'établir la situation de référence par rapport aux informations existantes sur la base de la grille d'encadrement élaborée à cet effet.

L'analyse des différents documents collectés a servi de base à la préparation des outils de collecte et d'analyse de données, et d'approfondir la démarche d'intervention de l'étude. La revue a été exécutée par le chef de mission avec la contribution des experts.

#### **1.1.3.1.3. Atelier méthodologique**

Il s'agissait dans un premier temps de concevoir les outils de collecte de données (quantitatives et qualitatives). Cette activité était adossée aux résultats de l'étape précédente (collecte, analyse documentaire) et aux conclusions et orientations de la réunion de cadrage.

Un questionnaire simple et accessible, contenant à la fois des questions ouvertes et fermées, a été élaboré.

Le guide d'entretien a aussi été élaboré pour servir de support pour les échanges avec les parties prenantes (élus communaux, les associations et organisations locales de jeunes, les associations socioculturelles locales, associations et organisation de femmes, les réseaux de jeunes, les organisations et associations de personnes en situation de handicap, ...).

En second lieu les cibles prioritaires auprès desquelles les informations seront collectées à l'aide des supports (questionnaire, guide d'entretien, ...) ont été identifiées. En plus des premières cibles, l'équipe de recherche avait la possibilité d'inclure dans la liste des acteurs pertinents découverts sur le terrain ou suggérés les parties prenantes et/ ou par le commanditaire.

L'ossature des correspondances et autres supports de communication a aussi été élaborée durant l'atelier qui a réunie toute l'équipe de mise en œuvre les activités de l'étude.

#### **1.1.3.1.4. Élaboration du rapport de démarrage**

Le rapport de démarrage, après la session de cadrage et l'atelier méthodologique, a été élaboré et déposé. Il faisant ressortir, le compte rendu de la session de cadrage, les outils de collecte, le programme de travail et la version finale de la méthodologie retenue ainsi que les cibles.

### **1.1.4. La phase de mise en œuvre**

#### **1.1.4.1. Démarrage de l'étude**

Le démarrage effectif de l'étude a été marqué par des rencontres d'information des autorités administratives de chaque cercle et des élus locaux. L'objet de ces séances était d'informer les acteurs (autorités administratives, responsables communaux) sur les objectifs, les principales étapes de l'étude et solliciter leurs appuis et soutiens

dans la mobilisation des acteurs (étatiques et non étatiques). La documentation préparée en amont a été remis aux acteurs lors des séances.

#### **1.1.4.2. Collecte de données sur le terrain**

La phase terrain correspond à la phase de collecte des informations. Les opérations seront conduites par les experts (chacun dans un cercle respectif) et la chef de mission (District de Bamako). La collecte sera faite sur l'ensemble des 24 communes de la zone d'intervention du projet Benkadi. Elle a été conduite par 4 experts en plus du chef de mission.

#### **1.1.4.3. Contrôle qualité, validation des résultats et supervision du processus**

Un dispositif de centralisation des données a été mis en place pour assurer le contrôle qualité des données pendant et après la phase collecte. Le but de ce dispositif était de suivre l'évolution de la collecte et de centraliser l'ensemble des données quantitatives et qualitatives collectées.

En fin de journée, une séance virtuelle de débriefing était tenue avec chaque enquêteur pour faire le point sur le déroulement de la collecte, les difficultés rencontrées, propositions de solutions, ajustements nécessaires les activités de la journée suivante.

Les données collectées dans chaque commune ont été validées à travers une restitution réunissant les acteurs locaux ayant pris part au processus de collecte.

Des missions de supervisions ont été effectuées par le chef de mission dans tous les cercles au moment de la collecte des données. Il s'agissait pour le chef de mission de s'assurer de la bonne conduite des opérations de collecte et d'échanger avec les experts sur les difficultés et les pistes de solutions pour les surmonter.

#### **1.1.4.4. Traitement et analyse des données**

Les données issues de l'enquête de terrain ont été traitées et analysées. Il s'agissait de la mise en ordre des réponses reçues des différentes cibles enquêtées, de leur simplification sous forme de tableaux selon les grilles d'analyse initialement élaborées. Aussi, les données qualitatives transcrites ont fait l'objet d'analyse de contenu.

### **1.1.5. Production et validation du rapport**

#### **1.1.5.1. Élaboration du rapport provisoire**

Le rapport provisoire de l'étude a été élaboré lors d'un atelier de rédaction qui a réuni les experts et le chef de mission. Le pré-rapport élaboré par le chef de mission a servi de base de travail. Le présent document est le rapport provisoire adopté à la fin de l'atelier et qui est soumis au commanditaire pour observations.

La version finale du rapport intégrera les observations et commentaires émis par le commanditaire sur la version provisoire du rapport.

#### **1.1.5.2. Atelier national de validation de l'étude**

Il s'agira d'organiser un atelier de restitution et de validation d'une journée à Bamako. Il réunira le commanditaire et les parties prenantes identifiées. L'objectif est de partager les résultats de l'étude, de recueillir les observations et suggestions en vue de l'amélioration de la qualité du rapport.

#### **1.1.5.3. Rapport définitif de l'étude**

Le rapport final de l'étude sera élaboré sur la base des observations, commentaires, suggestions et recommandations émis par le commanditaire sur le rapport provisoire, et recueillies lors de l'atelier national de validation. Il sera rédigé et transmis en version électronique et en copies dures au commanditaire conformément aux conditions prévues par les TDR.

## **2. LES DIFFICULTES RENCONTREES**

Les activités de collectes ont été perturbées par un certain nombre de facteurs dont nous avons fait cas dans les documents préparatoires. Malheureusement certaines de nos craintes se sont réalisées. A ce niveau on peut retenir :

- 📁 La période choisie : l'étude se déroulant en pleine saison pluvieuse, cela posait des contraintes qui ont entravé le calendrier de mise en œuvre des activités et qui pourraient avoir un impact négatif sur la qualité des résultats. Les dites contraintes se sont manifesté à travers :
  - L'indisponibilité de certains acteurs à cause des activités agricoles. Elle a limité les possibilités de faire des analyses croisées avec la faible diversité des catégories d'acteurs présents, entraîné des reports d'entretiens, la multiplication des entretiens individuels au détriment de focus-groupes avec le risque d'avoir des informations contradictoires ou des doubles comptabilisations.
  - Les difficultés d'accès certaines communes à cause du mauvais état des pistes durant la période a aussi perturbé le calendrier de collecte dans certaines localités en créant des délais supplémentaires non prévus.
  
- 📁 La faible collaboration des certains services techniques : les portes de certains services publics sont restées fermées à nos équipes de collectes. Nos demandes de rendez n'ont pas trouvé d'échos favorables auprès des structures telles que la DNEF et GEDEFOR. Ces structures n'ont pas trouvé de temps à accorder aux équipes de collecte. Cette situation nous a privé de la possibilité d'avoir des avis et analyses de ces structures en plus de la revue documentaire.
  
- 📁 La durée de la prestation ainsi que l'agencement des phases : le temps prévu était manifestement insuffisant pour faire des investigations poussées sur le terrain de manière générale mais surtout au niveau local pour mieux appréhender la pluralité ainsi que la diversité de situation entre les communes et à l'intérieur des communes. Cette insuffisance de temps été aggravée par les contraintes évoquées plus haut.

Le deuxième groupe de contraintes rencontrées sur le terrain et que nous n'avions pas prévu, comprend entre autres :

- 📁 La relative lassitude de certains acteurs à la base de recevoir en espace de quelques jours 4 à 5 équipes de collecte avec presque les mêmes questions et durant la période où ils sont les moins disponibles. Cette situation a particulièrement affecté notre équipe sélectionnée en dernière position et qui est passé après les autres sur e terrain.
  
- 📁 Le retard dans la perception de l'avance de démarrage

📁 Faible réactivité de certaines organisations de femmes : nos équipes ont essayé de rentrer en contacts avec quatre organisations de femmes (2 associations, 1 coopérative, un bureau d'étude) pour avoir un rendez-vous afin d'administrer les outils. Une seule a eu l'amabilité de dire clairement qu'elle ne peut pas recevoir l'équipe de collecte pour des contraintes professionnelles. Deux autres avaient demandé du temps pour nous communiquer une date. Jusqu'à la production de ce rapport aucune réaction de leur part malgré les messages de relance. La dernière, la plus grande en termes d'envergure et de renommée, semble n'avoir même pas de système opérationnel de permanence à son siège. Nous avons déposé les documents et numéro de contact est espérant recevoir un appel ne serait-ce que pour qu'une demande de clarification. Aucune réaction de la part de grande faitière des femmes La personne, qui assure la permanence, est chargée en réalité que de la réception des courriers avec les numéros de contact de l'expéditeur.

Nous évoquons ces contraintes simplement pour attirer l'attention du commanditaire sur ces aspects pour qu'il puisse mettre des balises afin de se prémunir contre elles dans l'avenir.

### 3. LES ACTEURS AYANT PRIS PART A L'ETUDE

Les informations ont été collectées au cours de trois cent dix-neuf (319) personnes (dont 116 femmes, 119 jeunes) dans les communes à l'intérieur du pays mais aussi à Bamako. Le tableau qui suit présente la répartition des participants par localités, par sexe : Homme/ Femme et par catégorie d'âge : Adulte/jeune. En ce qui

concerne le dernier critère, il n'est pas fondé sur une limite d'âge. Chaque personne précisait le groupe (adulte, jeune) dans lequel elle pense se trouver.

Tableau N°1 : répartition des participants

N°	Localités	Participants à l'enquête								
		Nbre	Par sexe				Par catégorie			
			Homme		Femme		Adulte		Jeune	
			Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
1	Commune de Baya	4	4	100%	0	0%	3	75%	1	25%
2	Commune de Benkadi	15	12	80%	3	20%	8	53%	7	47%
3	Commune de Binko	12	9	75%	3	25%	9	75%	3	25%
4	Commune de Bougouni	33	12	36%	21	64%	19	58%	14	42%
5	Commune de Diédougou	15	11	73%	4	27%	13	87%	2	13%
6	Commune de Guihoyo	8	6	75%	2	25%	5	63%	3	38%
7	Commune de Kaladougou	18	14	78%	4	22%	8	44%	10	56%
8	Commune de Kéléya	30	9	30%	21	70%	23	77%	7	23%
9	Commune de Kokélé	13	8	62%	5	38%	6	46%	7	54%
10	Commune de Kola	4	2	50%	2	50%	3	75%	1	25%
11	Commune de Kolokani	8	6	75%	2	25%	5	63%	3	38%
12	Commune de Koumantou	18	9	50%	9	50%	11	61%	7	39%
13	Commune de Massantola	12	6	50%	6	50%	6	50%	6	50%
14	Commune de Sagabala	6	2	33%	4	67%	4	67%	2	33%
15	Commune de Sankarani	6	5	83%	1	17%	2	33%	4	67%
16	Commune de Sébécoro I	10	9	90%	1	10%	6	60%	4	40%
17	Commune de Séré Moussa Ani Samou	6	4	67%	2	33%	5	83%	1	17%
18	Commune de Sido	22	15	68%	7	32%	13	59%	9	41%
19	Commune de Tagandougou	7	5	71%	2	29%	4	57%	3	43%
20	Commune de Tioribougou	7	4	57%	3	43%	3	43%	4	57%
21	Commune de Wacoro	15	14	93%	1	7%	11	73%	4	27%
22	Commune de Wassoulou Ballé	14	10	71%	4	29%	12	86%	2	14%
23	Commune de Yallankoro Soloba	12	11	92%	1	8%	10	83%	2	17%
24	Commune de Zan Coulibaly	17	10	59%	7	41%	6	35%	11	65%
25	District de Bamako	7	6	86%	1	14%	5	71%	2	29%
	<b>Total</b>	<b>319</b>	<b>203</b>	<b>64%</b>	<b>116</b>	<b>36%</b>	<b>200</b>	<b>63%</b>	<b>119</b>	<b>37%</b>

Source : liste de présence

De la lecture du tableau on peut retenir les enseignements suivants :

- ☞ Le plus grand nombre de participants : trente-trois (33) a été enregistré dans la commune de Bougouni, suivi trente (30) dans la commune de Kéléya et vingt-deux (22) dans la commune de Sido. Ces trois communes sont dans le cercle de Bougouni.
- ☞ Le plus petit nombre de participant a été enregistré à Baya (4), Kola (4), Sagabala (6), Sankarani (6),
- ☞ Les meilleurs taux de présence des femmes ont été réalisés dans les communes de Kéléya (70%), Sagabala (67%) et Bougouni (64%).
- ☞ Les communes de Sankarani (67%), Zan Coulibaly (65%), et Tioribougou (57%) ont réalisés les plus forts taux de représentation des jeunes avec respectivement 67% ; 65% et 57%.
- ☞ Les faibles taux de présence des femmes ont été relevés dans les communes de Baya (0%), Wacoro (7%) et de Yallankoro Soloba (8%).

☞ Dans Les communes de Diédougou (13%), Wassoulou Ballé (14%) Sérémoussa ani Samou (17%), Yallankoro Soloba (17%) les plus faibles taux de représentation des jeunes ont été enregistrés lors des entretiens avec respectivement 13%, 14 % et 17%.

☞ La parité Homme / Femme a été constaté dans l'effectif des participants dans les communes de Kola, Koumantou, et Massantola,

## 4. L'ETAT DES LIEUX (RESULTATS OBTENUS)

Pour faciliter l'exploitation des données collectées, nous avons opté pour une présentation sous forme de tableau à trois (3) colonnes comme canevas de présentation de chaque état des lieux.

La colonne « N° d'ordre » représente l'ordre des localités couvertes par l'étude. Les localités sont regroupées par cercle et par région administrative.

Dans la colonne « commune », il s'agit du nom de la commune en question.

Les éléments de réponses fournis par les acteurs sont mentionnées dans la colonne « réponses recueillies ».

### 4.1. les politiques, stratégies, programmes nationaux prenant en compte les intérêts des couches les plus vulnérables<sup>1</sup> dans un contexte de changements climatiques et plus précisément en matière de gestion durable des terres et de reforestation

Objectif : Répertorier les politiques, stratégies et programmes nationaux à travers une revue documentaire et établir un aperçu sur le niveau d'information des acteurs sur les politiques, stratégies et programmes qui prennent en compte les intérêts des couches les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de CC et particulièrement pour la gestion durable des terres et la reforestation et procéder à une appréciation de leur niveau de prise en compte.

Pour atteindre cet objectif, les questions qui suivent ont été posé aux acteurs lors des entretiens en focus groupes ou des entretiens individuels :

☞ Quelles sont les politiques, les stratégies, les programmes nationaux prenant en compte les intérêts des couches vulnérables ?

☞ Quel est l'intitulé de la politique, la stratégie, programme national ?

☞ Quelle est la date d'adoption de la politique, la stratégie, programme national ?

☞ Ces politiques, stratégies ; programmes sont-ils efficaces (effets positifs, impacts positifs, amorce de changements...)?

Si oui, quelles sont les causes de cette efficacité, Si non quelles peuvent être les causes de l'inefficacité des politiques, stratégies, programmes (absence d'effets, ou effets négatifs, absence de changement....) ?

Pour le niveau local il s'agissait de connaître le niveau d'information des acteurs sur les textes, stratégies et programmes mais aussi et surtout leur appréciation sur les effets des textes, stratégies et programmes.

Dans les paragraphes qui suivent les réponses exprimées par les acteurs sont présentées par commune avec cependant un travail sommaire de mise en forme des idées et avis recueillis au niveau central (structures à Bamako, étatiques ou non étatique) et au niveau local (dans les communes).

Pour chaque état des lieux, nous présentons d'abord la perception et les avis des acteurs au niveau central, c'est à dire les acteurs qui sont à Bamako qui interviennent sur le terrain. Les perceptions et avis des acteurs locaux sont ensuite présentés. Par acteurs locaux, nous entendons ceux qui sont sur le terrain dans la mise en œuvre au niveau des communes.

---

<sup>1</sup> C'est à dire les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap

### 4.1.1. Les perceptions et avis des acteurs au niveau central

N° d'ordre	Localité/ structures	Réponses recueillies
1.	Bamako / AEDD, SIFOR, ORDRE	<p> <b>Textes, stratégies, politiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La politique Nationale de Protection de l'environnement (PNPE, en 2019, 2018) : traite en partie les stratégies. Elles contribuent jusqu'à la date d'aujourd'hui aux renforcements de capacités des acteurs notamment les institutions politiques, organisations de la société civile. Une étude diagnostique sur le genre organisationnel des acteurs</li> <li>● Politique Nationale Genre (PNG, 2011)</li> <li>● Politique Nationale de la Protection de l'Environnement (PNPE), 2019 : La stratégie Nationale de renforcement des capacités des acteurs a été adoptée en 2021.</li> <li>● Politique Nationale de Changement Climatique (PNCC), 2011</li> <li>● Cadre Stratégique de Relance Économique et de Développement Durable (CREDD, 2019)</li> <li>● SNJE (jeune)</li> </ul> <p> <b>Efficacité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Prises en compte, intégrés dans les PDESC des communes</li> <li>● Le PDRNCC financé grâce à la politique nationale, l'État a pu mobiliser ainsi des fonds</li> </ul> <p> <b>Insuffisances :</b> Elles sont d'ordre organisationnel, les structures en charge de la politique ne font pas généralement de suivi-évaluation de la politique et de sa stratégie.</p>

### 4.1.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local

Sur les 24 communes couvertes par l'étude et dans lesquelles les questionnaires ont été administrés : neuf (9), donc plus du tiers n'ont pas fourni de réponse ou ont reconnu ne pas avoir d'informations sur les politiques, stratégies et programmes qui prennent en compte les intérêts des couches les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de CC et particulièrement pour la gestion durable des terres et la reforestation.

Parmi les deux tiers restants ; il y a une très forte proportion de réponses inappropriées ou incomplètes. Les réponses partielles sont cependant complémentaires sans être exhaustives.

Les tableaux qui suivent présentent la diversité des avis et perceptions des acteurs locaux sur les questions mais aussi et surtout de l'ampleur de l'écart en terme de connaissance entre les acteurs des deux niveaux sur les textes, les politiques, stratégies et programmes qui prennent en compte les intérêts des couches les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de CC et particulièrement pour la gestion durable des terres et la reforestation. Les textes, politiques, stratégies, programme ne sont pas connus par la grande majorité des acteurs sur le terrain.

#### Région de Koulikoro, Cercle de Dioïla

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Diédougou	Sans avis
2.	Benkadi	Sans avis
3.	Binko	Le code forestier (loi N° 10-028 du 12 juillet 2010 déterminant les principes de gestions des ressources du domaine forestier national) Efficace car constitue un outil de réglementation de la gestion durable des ressources forestières et fauniques

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
4.	Kaladougo	La politique forestière nationale, juin 2017 Elles sont efficaces car elles constituent un outil sur lequel le département s'appuie pour appliquer la gestion durable des ressources forestières et fauniques : trois options : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Option sociale et culturelle (responsabilité des populations à gérer rationnellement les ressources dont elle aura besoin)</li> <li>▪ Option économique (avec le charbon et ou le bois suivant les règles)</li> <li>▪ Option écologique (Mise en œuvre des plans d'actions avec la participation des populations)</li> </ul>
5.	Wakoro	La politique forestière nationale Effets / impacts : sans avis
6.	Zan Coulibaly	Aucune information

### Région de Koulikoro, Cercle de Kolokani

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Guihoyo	Sans avis
2.	Kolokani	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Programme de reboisement périodique des services des eaux et forêts</li> <li>▪ Programme maraîcher de l'AEDD du ministère de l'environnement</li> </ul> Efficacité / effets (programme maraîchage) <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Efficace mais timide en termes de zone de couverture</li> </ul> Le programme de reboisement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Est inefficace car il ne prend pas en compte les arbres fruitiers , N'est pas accompagné d'une réelle appropriation par les populations qui ne sont pas associé l'élaboration et à l'exécution des programmes</li> </ul>
3.	Massantola	Projet Mali femmes (renforcement de la résilience des groupes de femmes productrices et des communautés vulnérables aux changements climatiques au Mali, Novembre 2017 Efficacité, effets : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Amélioration des conditions de vie des femmes</li> </ul>
4.	Sagabala	Agence de l'environnement et du Développement Durable (AEDD) avec le projet Mali-femmes financé par le Fonds pour l'environnement Mondial en 2017 Efficacité/ Effets : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Périmètre maraîcher de 5 hectares aménagé et équipé d'un dispositif de pompage solaire</li> <li>▪ Amélioration des conditions de vie des femmes du village</li> </ul>
5.	Sébékoro I	Sans avis
6.	Tioribougou	Sans avis

### Région de Sikasso, Cercle de Bougouni

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Sido	Jiguisèmè yiri-2018-2019
2.	Bougouni	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La PNG -Mali</li> <li>• La politique nationale de sécurité alimentaire</li> <li>• Loi O52</li> <li>• Loi 028 du 28 juillet 2010 défini les conditions générale de gestion des ressources forestières</li> <li>• Programme d'intervention d'urgence contre les catastrophes</li> <li>• Le programme Jiguisèmè yiri</li> <li>• Le FAFE (Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la femme et Épanouissement de l'Enfant)</li> <li>• Décret N° 08-346/ PRM du 26 juillet 2008 relatif à l'impact environnemental et social</li> <li>• Budget sensible au genre</li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
		<b>Efficacité, effets :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'application des textes favorise les femmes dans plusieurs domaines (accès aux postes électifs et nominatifs)</li> <li>• Relèvement du nombre de femmes aux postes électifs et nominatifs</li> <li>• Renforcement des réseaux de défense des droits des femmes</li> <li>• Appui alimentaire</li> <li>• Englobe tous les acteurs et la participation de la population dans la gestion des ressources forestières</li> </ul> Favorise la participation et l'implication des toutes les couches de la société
3.	Kéléya	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Mali PNSANM-2017</li> <li>• Politique nationale genre (PNG-Mali) 1992</li> </ul> Causes/effets de leur inefficacité : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les agriculteurs sont parmi les couches vulnérables à cause des aléas climatiques</li> <li>• Mauvaise répartition du budget alloué au secteur de l'agriculture</li> </ul> Programmes non adaptés aux besoins
4.	Kokélé	Sans avis
5.	Kola	Sans avis
6.	Koumantou	Au courant mais ignorons l'intitulé

#### Région de Sikasso, Cercle de Yanfolila

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Baya	GDTE (Gestion durable des terres et des eaux), date d'adoption/élaboration inconnue. Efficacité : Les nouvelles techniques antiérosives sont adoptées et moins coûteuses
2.	Sankarani	Aucune information
3.	Sérémoussa-Ani Samou	Pas d'information
4.	Tangandougou	Aucun programme connu, aucune politique ou stratégie connue prenant en compte les intérêts des couches vulnérables dans un contexte de changement climatique
5.	Wassoulou-Ballé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Journée nationale de reboisement qui a été instaurée par l'État malien à l'époque, en 1960</li> <li>• Oui elle était efficace parce que tous les villages avaient leur bosquet et assurait l'entretien. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.</li> <li>• C'était une politique de l'État pour la reforestation</li> </ul>
6.	Yalakoro Soloba	Aucune information

En complément des avis et perceptions citées plus haut, nous pouvons retenir les aspects suivants :

#### CONVENTIONS, ACCORDS, POLITIQUES ET STRATÉGIES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE :

Au niveau international, le Mali a ratifié diverses conventions internationales dont :

- la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (28/12/1994) ;
- la Convention internationale sur la diversité biologique (29/09/1995) ;
- la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (31/10/1995) ;
- le Protocole de Kyoto (28/03/2002) et son amendement de Doha (12/2015) ;
- l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal (31/03/2017).
- Le 23/09/2016, le pays a signé l'Accord de Paris sur le Climat.

Au niveau national, le pays a pris des initiatives pour réduire les émissions de GES, à travers :

- la mise en place du Conseil National de l'Environnement (CNE, 2010),
- du Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC, 2011),
- d'un Fonds Climat Mali (2012) et de l'Autorité Nationale désignée du Mécanisme pour un Développement Propre (2013) ;
- l'élaboration de la politique et de la stratégie nationale sur les changements climatiques (PNCC et SNCC, 2011) et leur plan d'action (2015) et l'élaboration du cadre stratégique pour une économie verte et résiliente aux changements climatiques (2011) ;
- l'élaboration de la contribution nationale déterminée du Mali (CDN, 2016) et son plan d'investissement (2018) ;
- la publication de trois communications nationales sur le changement climatique ;
- la participation active du pays aux COP,
- la conception des outils pour faciliter l'intégration du changement climatique dans la planification régionale et communale.

Notre pays s'est doté d'un cadre pour la relance économique et le développement durable (CREDD) dont le premier couvre la période 2016-2018 et le deuxième 2019-2023. Le CREDD s'aligne avec les objectifs de développement durable (ODD) et prend en considération la protection de l'environnement au niveau de l'axe stratégique 1, domaine prioritaire 5, qui a pour objectif spécifique de « promouvoir une économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique ».

Le CREDD-2 intègre les engagements pris dans sa CDN et le processus de décentralisation en cours.

### **DOCUMENTS STRATÉGIQUES CLÉS DANS LE DOMAINE CLIMATIQUE ET FORESTIER**

La contribution nationale déterminée du Mali (CDN, 2016) et son plan d'investissement (GIZ/ AEDD, 2018) constituent des documents de référence qui permettent au Mali de mettre en œuvre et de suivre les efforts et les avancées dans le domaine du changement climatique. La CDN du pays vise, à l'horizon de 2030 :

- une réduction des GES par rapport au scénario de base de 29% au niveau de l'agriculture, de 31% au niveau de l'énergie, et de 21% au niveau des forêts et des changements d'affectation des terres (3.6) ;
- l'instauration d'une économie verte et résiliente aux changements climatiques ;
- la mise en place d'une stratégie nationale de mobilisation de financements climatiques avec la mise en place du fonds national d'appui aux réponses au changement climatique, en lien avec les financements climatiques existants ;
- la participation aux débats nationaux et internationaux sur la mise en œuvre de la CDN du pays.

### **TEXTES LÉGISLATIFS RÉGISSANT LE PATRIMOINE FORESTIER ET FAUNIQUE**

En plus des conventions et politiques citées, les textes législatifs à prendre en compte sont :

- Codes forestier, domanial et foncier, de l'eau, de la pêche, de la chasse ;
- Décret de 2018 sur le transfert des compétences de l'État aux collectivités territoriales en matière de gestion des ressources forestières et fauniques ;
- Initiative de l'Unité Grande Muraille Verte de 2007.
- Loi d'orientation agricole de 2006 ;
- Loi de 1995 fixant les conditions de gestion de la faune sauvage et de son habitat ;
- Loi de 1995 fixant les conditions de gestion des ressources forestières et ses décrets ;
- Loi de 2001 portant Charte pastorale en République du Mali ;
- Loi de 2010 déterminant les principes de gestion des ressources du domaine forestier national ;
- Lois de 1995 portant sur l'organisation de l'exploitation, du transport et du commerce du bois ;
- Plan d'action national climat (2012-2017) ;
- Politique énergétique nationale de 2006 et stratégie énergie domestique de 2012-2017 ;

- Politique nationale d'aménagement du territoire de 2018 ;
- Politique nationale de protection de l'environnement de 1998, en cours de révision ;
- Stratégie nationale d'adaptation du secteur de la foresterie du Mali de 2013 ;
- Stratégie nationale de reboisement de 2004 ;
- Stratégie nationale du contrôle forestier de 2013 ;

## 4.2. La prise en compte dans les PDESC des Communes de l'Environnement en général et en particulier les intérêts des couches les plus vulnérables dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation

Objectif : établir l'état de lieu du niveau de la prise en compte de l'environnement de manière générale et particulier les intérêts des couches les plus vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap dans un contexte de changements climatiques plus précisément en matière de Gestion Durables des Terres et de Reforestation.

Les questionnements suivants ont permis de recueillir des informations dans les communes pour établir une situation de référence.

📁 Le PDESC prend-il en compte le CC ?

Si oui quelles sont les actions d'atténuation/ adaptation du CC prévues dans le PDESC

📁 Quelles sont les actions prenant en comptes les intérêts des couches défavorisées ?

📁 Comment ces actions ont –elles été identifiées et inscrites dans le PDESC ?

📁 Parmi les actions planifiées (prenant en compte les intérêts des couches défavorisées), quelles sont celles qui ont été réalisées ?

### 4.2.1. perceptions et avis des acteurs au niveau central

N° d'ordre	Localité/ structures	Réponses recueillies
1.	AEDD	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues :</b></li> <li>❖ A travers la gestion des ressources naturelles</li> <li>❖ Dans notre stratégie d'intervention, appui aux communes dans la révision stratégique des PDESC avant toute intervention</li> <li>❖ Dans les actions d'intégration plus de poids est donné à l'adaptation et l'atténuation, comment aider les communes à mieux contenir les effets de changement climatique</li> <li>❖ <b>Actions prévues pour les couches défavorisées :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En ce qui concerne les activités du projet plus d'attention est accordée aux couches les plus vulnérables.</li> <li>• C'est une politique discriminatoire qui est menée par l'agence. Par exemple dans la mise en œuvre du PGRFC, dans les PDESC les modalités des AGR (maraichage, embouche, transformation, petit commerce...) sont les suivantes : 50% femmes, 50% homme et femme</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Identification des actions :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A la suite d'une étude dans les communes, qui ont permis d'identifier les insuffisances</li> <li>• Elle est faite au niveau des élus, OSC et des citoyens</li> <li>• C'est ensuite la révision ou l'élaboration des PDESC au niveau des communes</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Actions prévues réalisées pour les couches défavorisées :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Beaucoup d'activités réalisées (périmètres maraicher, embouche, petit commerce, aviculture, etc.)</li> <li>• Dans la mise en œuvre du PGRFCC les appuis sont allés mêmes au-delà des personnes vulnérables pour prendre en compte les personnes qui les prenaient en charge après une étude sur les AGR.</li> </ul> </li> </ul>

## 4.2.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local

Les avis et appréciations recueillis auprès des acteurs sur le terrain sont consignés dans les tableaux ci-dessous:  
**Région de Koulikoro, Cercle de Dioïla**

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Diédougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : La réalisation des actions de reboisement dans les villages, Réaliser des émissions radiophoniques sur la protection et la restauration du couvert végétal, Informer et sensibiliser les paysans sur le respect des règles de défrichage</li> <li>❖ <b>Pour les couches défavorisées</b> : Les intérêts des couches défavorisées ne sont pas clairement exprimés dans le PDESC. Il y a cependant des actions qui pourront les concerner : La plantation d'arbre, Émission radio sur la protection et la restauration du couvert végétal. Informer et sensibiliser les paysans sur le respect des règles de défrichage.</li> <li>❖ <b>Identification des actions</b> : Lors de l'élaboration du PDESC (Diagnostic villageois et la consultation inter communautaire) auxquels participent les OSC</li> <li>❖ <b>Réalisations</b> : La plantation d'arbres. L'information et la sensibilisation des paysans sur le respect des règles de défrichage</li> </ul>
2.	Benkadi	Le PDESC ne prend pas en compte le changement climatique
3.	Binko	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Faire le reboisement, convention de gestion des ressources naturelles (en application) pour le villages de Tingolé, Gonindo, Missango, Mussokorobougou, Koronfébougou) , Réaliser des retenues d'eaux, Réaliser des périmètres maraichers pour les femmes.</li> <li>❖ <b>Pour les couches défavorisées</b> : Réaliser des retenues d'eau, Réaliser des périmètres maraichers pour les femmes, Faire le reboisement</li> <li>❖ Aucune précision sur le processus suivi</li> <li>❖ <b>Réalisations au profit des couches défavorisées</b> : Réalisation de périmètre maraicher pour les femmes à Gonindo et Tingolé., Réalisation de retenue d'eau à Gonindo, Le reboisement.</li> </ul>
4.	Kaladougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Plantation d'arbres, Informer et sensibiliser les populations de la commune contre la coupe abusive, le défrichage incontrôlé.</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Plantation d'arbres, Informer et sensibiliser les populations de la commune contre la coupe abusive, le défrichage incontrôlé.</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : les actions ont été identifiées et inscrites dans le PDESC lors de l'élaboration de ce document (phase diagnostic villageois, concertation et planification des actions auxquelles les organisations de la société civiles ont participés).</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Plantation d'arbres, Informer et sensibiliser les populations de la commune contre la coupe abusive, le défrichage incontrôlé</li> </ul>
5.	Wakoro	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : faire le reboisement, Aménager / réaliser des bandes enherbée, Doter les agriculteurs en semences améliorées, Doter les agriculteurs en matériel agricoles (Équipement), informer/Sensibiliser les populations contre les effets des changements climatiques.</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : faire le reboisement, Aménager / réaliser des bandes enherbée, Doter les agriculteurs en semences améliorées ; Doter les agriculteurs en matériel agricoles(Équipement), Informer/Sensibiliser les populations contre les effets des changements climatiques.</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Ces actions ont été identifiées et inscrites dans le PDESC à travers le diagnostic villageois (une phase de l'élaboration du PDESC à laquelle participent les OSC).</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Reboisement de 10 Ha environ au niveau des villages de la commune, Mise à disposition de semences améliorées aux agriculteurs des villages de la commune, Informer/Sensibiliser les populations contre les effets des changements climatiques, Aménager des plaines en bandes herbées.</li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
6.	Zan Coulibaly	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Faire le reboisement dans les villages, Former et équiper les pépiniéristes, Informer et sensibiliser les populations sur les effets du changement climatique</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Faire le reboisement dans les villages. Informer et sensibiliser les populations sur les effets du changement climatique</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Ces actions ont été identifiées et inscrites dans le PDESC à travers le diagnostic villageois (une phase de l'élaboration du PDESC à laquelle participent les OSC).</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Le reboisement dans les villages. Informer et sensibiliser les populations sur les effets du changement climatique et sensibiliser les populations sur les effets du changement climatique</li> </ul>

#### Région de Koulikoro, Cercle de Kolokani

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Guihoyo	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Lutte contre la désertification par le reboisement, Mise en place de brigade de surveillance de l'environnement, La réalisation de retenues d'eau, La formation à l'adaptation au changement climatique</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Le reboisement, L'aménagement des mares</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Concertation collective avec l'appui financier du PACINDHA</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Le reboisement, les arbres ne sont cependant pas protégés</li> </ul>
2.	Kolokani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Lutte contre les feux de brousse, Maraichage, Vulgarisation des semences améliorées, Lutte contre la déforestation, vulgarisation des foyers améliorés</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Vulgarisation des foyers améliorés, Maraichage, Vulgarisation des semences améliorées</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : per Concertations villageoises</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Le maraichage partiellement</li> </ul>
3.	Massantola	<p>Le PDESC a été révisé en 2019 dans le cadre de la prise en compte des actions d'atténuation du changement climatique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Protection de la nature, Reboisement, Sécurité alimentaire</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Aménagement de périmètres maraichers pour les femmes, Les transferts monétaires en faveur des couches vulnérables avec Jiguisèmè Yiri et PEDASAM, Reboisement</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Sur demande des partenaires de la commune. Les actions ont été proposées par le même partenaire</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Transferts monétaires, Le reboisement, Périmètres maraichers pour les femmes.</li> </ul>
4.	Sagabala	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Restauration des terres dégradées ou stériles, Reboisement des espaces par SAHEL 21, Campagne de sensibilisation contre la coupe abusive du bois, Mise en place de brigade anti-déforestation et contre les feux de brousse, Périmètres maraicher</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Toutes les actions citées plus haut</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : La population a participé à l'élaboration et à la révision du PDESC. Les actions ont été identifiées par elle</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Périmètre maraicher, Les brigades de protection de l'environnement, La restauration des terres par la mise en place des cordons pierreux, Le reboisement</li> </ul>
5.	Sébékoro I	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Aménagement de périmètres Maraicher, Innovation et vulgarisation de la fumure organique, Mise en place de brigade de protection de l'environnement, Restauration des terres</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> Le maraichage :</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Concertation, Plaidoyer</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Aménagement de périmètre maraicher pour les femmes</li> </ul>
6.	Tioribougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Aménagement de barrages et de ponts, Vulgarisation de semences améliorées, Aménagement de périmètres pour le Maraichage, Reboisement</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Le maraichage et les semences améliorées</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Concertation villageoise</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Le maraichage et les semences améliorées</li> </ul>

Région de Sikasso, Cercle de Bougouni

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Sido	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Le reboisement, Réalisation de jardins maraichers Compostage, Organisation des journées de reboisement, Mise en place jardin maraicher, Formation des femmes sur le compostage, Centre de de formation pour la transformation des produits forestiers</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Le reboisement, Mise en place jardin maraicher, Formation des femmes sur le compostage, Formation des femmes et des jeunes sur la Gestion de la forêt, Création de pépinières d'arbres pour les jeunes, Création et équipement du centre de formation pour la transformation (beurre de karité, Miel)</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : A travers les enquêtes auprès des populations, dans le chapitre de l'environnement du PDESC</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Jardin maraicher, Reboisement, Formation des femmes et des jeunes sur la gestion de la forêt, Formation des femmes sur le compostage.</li> </ul>
2.	Bougouni	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les actions prévues</b> : Renforcement de la protection de la forêt classée pour la réduction de la coupe abusive du bois pour les travaux domestiques, , L'aménagement de certains bassins par l'inter collectivité « Blomba » (les études sont bouclées), Reboisement de 15 hectare, Gestion durable des ressources, Conservation des sols ; Sensibilisation de la population sur les textes forestiers, Aménagements des forets, Installation de pépinières, Aménagement de 3 massifs villageois, Aménagement de 5 fermes apicoles, introduction de variétés hâtives, Aménagement de fosses de compostage, Suivi des exploitants munis de permis de coupe, Formations sur le maraichage, la pisciculture et l'apiculture</li> <li>❖ <b>Actions prévues pour les couches défavorisées</b> : La distribution des vivres aux couches vulnérables ; Les transferts monétaires à travers le programme Jiguisèmè – Yiri, Octroi de fonds d'AGR aux groupements de femmes, Équipement siège de l'organisation de femmes, Reboisement par les jeunes, Pépinières pour les femmes, Aménagement de fermes apicoles</li> <li>❖ <b>Identification des actions</b> : Assemblées générales villageoises, Analyse des résultats issus des assemblées, Validation avec les structures techniques étatiques</li> <li>❖ <b>Réalisations en valeur des groupes défavorisés</b> : Le reboisement annuel de 2 hectares comme appui au secteur forestier, La formation des pépiniéristes, L'organisation des associations de planteurs, aménagement de périmètres de maraichage pour les femmes.</li> </ul>
3.	Kéléya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Dans l'ensemble pas suffisamment, Journée de reboisement, Jardins maraichers, Forage, micro barrages</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Reboisement, Jardin maraicher, Forage, Les projets, Les initiatives et dons des partenaires</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Collaboration entre la commune et ses partenaires autour du PDESC pour l'inscription des actions</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Jardin maraicher Forage, Micro-barrage, Plantation d'arbres, Santé, éducation.</li> </ul>
4.	Kokélé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Organisation des journées de reboisement, Mise en place du jardin maraicher pour les femmes ; Aménagement de mares, Adduction d'eau sommaire, Formation sur les gestion forestière, Formation sur l'utilisation des semences améliorées, Formation en apiculture, aviculture, Formation sur le biogaz, Centre de promotion des jeunes, L'orpillage traditionnel, Protection de l'environnement</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Journées de reboisement pour les jeunes, Jardin maraicher pour les femmes ; Forage pour les femmes et jeunes, Formation des jeunes et des femmes, Formation sur l'utilisation des semences améliorées, Formation en apiculture, aviculture, Formation sur le biogaz, L'orpillage traditionnel, Protection de l'environnement</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : aucune description fournie</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Journée de reboisement, Jardin maraicher, Formation sur l'utilisation des semences améliorées, Formation en apiculture, aviculture, Formation sur le biogaz, Formation des pépiniéristes, Formation sur la transformation des produits forestiers.</li> </ul>
5.	Kola	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Reboisement, Aménagement de pistes Rurales, Périmètres maraichers, Points d'eau</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Reboisement par les jeunes, Aménagement de pistes Rurales, Périmètres maraichers pour les femmes, Points d'eau pour les femmes</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : pas de description fournie</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Reboisement par les jeunes, Forage dans 4 villages</li> </ul>
6.	Koumantou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Journée de reboisement, Jardins maraichers, Forage, micro barrages, formation des jeunes sur l'entretien des pépinières, plantation de 30 hectares, sensibilisation de la population par les jeunes sur les effets du changement climatique, aménagement de rampes pour les handicapés, formation des handicapés sur le jardinage.</li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
		<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Périmètres maraichers pour les femmes, Reboisement, Creusement d'un point d'eau, Forage, Micro barrage, Unité de transformation du karité, Appui matériels aux handicapés, Formation des jeunes sur l'entretien des pépinières</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Enquêtes préliminaires auprès des populations et des services techniques dans le cadre de l'élaboration du PDESC</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Périmètres maraichers pour les femmes et les handicapés, Création de point d'eau pour les femmes, jeunes et les handicapés ; Unité de transformation du karité pour les femmes, Sensibilisation sur les effets du changement climatique, Formation sur le jardinage, Aménagement de rampes pour les handicapés dans les services</li> </ul>

**Région de Sikasso, Cercle de Yanfolila**

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Baya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : respect du calendrier agricole, maraichage, AGR, adoption de semences adaptées, aménagement de micro-barrages, apport en fumure organique, lutte antiérosive, aménagement des mares et retenues d'eau, désensablement des cours d'eau, reboisement (bosquet), mise en défens de massif villageois, pratique des feux de brousse précoces, mise en place de brigade, élaboration de convention locale sensibilisation à la radio.</li> <li>❖ <b>Actions prévues pour les couches défavorisées</b> : elles peuvent profiter des micro-barrages pour mener des activités de maraichères</li> <li>❖ <b>Identification des actions</b> : Lors du diagnostic participatif villageois pour l'élaboration du PDESC</li> <li>❖ <b>Actions prévues réalisées pour les couches défavorisées</b> : aucune action</li> </ul>
2.	Sankarani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Protection des espèces végétales en voie de disparition par la constitution de massif forestiers villageois, Mise en défens des espaces dégradés et la régénération assistée des espèces forestiers dans les champs, Formation des jeunes sur les techniques de restauration des sols par les cordons pierreux...</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Formation des jeunes sur les techniques de restauration des sols par les cordons pierreux</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Lors du diagnostic participative villageois pour l'élaboration du PDESC</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : La formation des jeunes sur les nouvelles techniques</li> </ul>
3.	Sérémousa-Ani Samou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Mise en place de bridage de veille dans tous les villages contre les feux de brousse,, Campagne de sensibilisation contre la coupes abusive des arbres et plantation d'arbres, Relecture de la convention de gestion de l'orpaillage, Reboisement de 30 hectares</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : aucune</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Lors du diagnostic participative villageois pour l'élaboration du PDESC</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : aucune</li> </ul>
4.	Tangandougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : le reboisement, l'appui à la protection, à la restauration de l'environnement et à l'élaboration d'une convention locale de gestion des ressources naturelles</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : aucune</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Lors du diagnostic participative villageois pour l'élaboration du PDESC</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : aucune</li> </ul>
5.	Wassoullou-Ballé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Mise en place des brigades de protection dans les 37 villages de la commune, Aménagement d'espaces maraichers pour les femmes, Construction de digues et des barrages, Activité de reboisement dans les 37 villages, Aménagement de 900 hectares</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Aménagement d'espaces maraichers pour les femmes</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Lors du diagnostic participative villageois pour l'élaboration du PDESC</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Aménagement d'espaces maraichers</li> </ul>
6.	Yalakoro Soloba	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions prévues</b> : Campagne de sensibilisation contre les feux de brousse et la coupe abusive du bois, Mise en place d'un comité tripartite de suivi de l'environnement (Mine, STD, Mairie) ; Activités de reboisement, Formation des producteurs sur les nouvelles techniques agricoles, Aménagement de périmètres maraichers, Transformation des produits forestiers, AGR pour les femmes</li> <li>❖ <b>Prévisions pour les couches défavorisées</b> : Aménagement de périmètre maraicher pour les femmes, AGR pour les femmes, Transformation des produits forestiers</li> <li>❖ <b>Identification des besoins</b> : Lors du diagnostic participative villageois pour l'élaboration du PDESC</li> <li>❖ <b>Réalisations pour les couches défavorisées</b> : Aménagement de périmètres maraichers, AGR pour les femmes, Transformation des produits forestiers</li> </ul>

Sur les 24 communes, seule la commune de Benkadi affirme que son PDESC ne prend pas en compte le changement climatique. Dans les 23 communes restantes, l'environnement et le changement climatique ont été pris en compte dans l'élaboration du PDESC ou au moment de sa révision/ relecture. Certains partenaires ont des outils prenant en compte le CC dans le processus d'élaboration ou de révision.

L'identification des besoins se fait de manière participative et inclusive dans la majorité des communes. Dans certaines communes des cas non-participation d'une catégorie de la population (jeunes , femmes, personnes en situation de handicap) a été cependant relevé.

Le taux d'exécution (proportion des actions réalisées par rapport aux actions prévues) des PDESC étant faible de manière générale, celui des projets et actions en faveur des couches défavorisées sera plus faible. Cette soulève le problème de du financement du développement et la qualité de la planification dans les collectivités locales.

### **4.3. Existence de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables :**

L'objectif recherché est de répertorier les lois et texte liés aux CC et analyser leur processus de mise en œuvre pour détecter les amendements en faveur de la prise en compte des droits de l'homme, du genre, collecter des informations auprès des acteurs sur l'existence de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables.

Questionnement : existence de lois, textes ou politique bloqués, adoptés ou améliorés pour l'atténuation du CC et tenant compte des droits de l'homme, du genre et de groupes vulnérables ?

Si oui

Donnez le Libellé des lois, textes ou politiques bloqués

Précisez le Libellé des lois, textes ou politiques adoptés ou améliorés

Quelles sont les causes des blocages ou raisons des améliorations ?

#### **4.3.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central**

Selon des responsables des structures, ayant pris part à l'enquête, on peut tirer :

- Dans le cadre du changement climatique pas de loi bloquée.
- Après la ratification des conventions et accords, le pays a élaboré un document stratégique CND qui est la volonté exprimée par le Mali pour le CC
- Tout ce qui est convention et accord au niveau international en lien avec le climat ont été tous ratifiés, on a même les décrets d'application.
- Pas de blocage de manière spécifique, C'est beaucoup plus une question de mode de gouvernance de la société qui pose problème.

#### **4.3.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local**

Les acteurs dans les 24 communes disent n'avoir aucun élément pour répondre à la question principale (l'existence de textes plogués ou améliorés...).

#### 4.4. Identification des comportements, les bonnes pratiques et des expériences de discrimination positive en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans une dynamique d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (dégradation des terres) au niveau national et local

Objectif : recenser par commune, les comportements, bonnes pratiques et les expériences de discrimination positive ou de marginalisation des groupes défavorisés dans une dynamique d'adaptation aux effets des CC (dégradation des terres) au niveau national et local

Questionnements :

- ☞ Quelles sont les bonnes pratiques ?
- ☞ Des exemples de discriminations positives
- ☞ Des exemples de pratiques discriminatoires (exclusion, marginalisation) contre les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap) Pour cette question un peu sensible, un focus groupe ou entretien individuel avec ce groupe a pu être organisé dans certaines communes pour mieux cerner ce point.

##### 4.4.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central

N° d'ordre	Localité/structures	Réponses recueillies
7.	AEDD	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Bonnes pratiques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le cas des AGR la mise en place par les projets de l'Agence</li> <li>• Sécurisation du foncier pour les femmes / Délivrance formelle d'acte par les notabilités</li> <li>• L'Usage des foyers améliorés</li> <li>• L'Utilisation des compostes</li> <li>• La Gestion des déchets</li> <li>• Recrutement dans la fonction publique des personnes avec un handicap</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Périmètres maraichers pour les femmes</li> <li>• Imposition aux ONG de travailler avec des défavorisés de la zone (anciens esclaves). Ils ont été réunis en association et bénéficie de l'appui du projet.</li> <li>• Obligation de passer des commandes chez les bénéficiaires pour garantir la survie des activités</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation :</b> aucun cas relevé</li> </ul>

##### 4.4.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local

Pour cette partie, comme dans les autres parties, il est important de ne pas perdre de vue qu'il s'agit pour les acteurs de donner leur avis et perceptions sur les différents aspects qui leur sont présentés. Ces avis et perceptions sont fondés sur leurs expériences et dépendent beaucoup de leur niveau d'information et de connaissances de leur milieu social, de l'institution communale et de ses méthodes, outils et procédures de fonctionnement.

Les réponses ne sont peut-être pas exhaustives : d'autres bonnes pratiques peuvent exister dans les communes en dehors de celles qui ont été citées par les acteurs. Il peut en être de même pour les exemples de discrimination positive. Pour ce qui concerne les cas d'exclusion ou de marginalisation l'absence de cas ne pourrait pas signifier leur inexistence.

### Région de Koulikoro, Cercle de Dioïla

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Diédougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Implication des couches vulnérables comme actrices de développement lors du diagnostic villageois (élaboration du plan quinquennal de développement PDESC)</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Ciblage des personnes / couches vulnérables et leur participation dans la formulation des besoins / priorités leurs concernant.</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : Parmi les couches vulnérables (femmes, jeunes, personnes handicapées), les personnes en situation de handicap sont les moins impliquées. Très peu d'actions sont identifiées et inscrites dans le PDESC en leur faveur.</li> </ul>
2.	Benkadi	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Mise en place d'un comité de surveillance et de défense de l'environnement comprenant des jeunes et des femmes.</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Mise en place d'un comité de surveillance et de défense de l'environnement comprenant des jeunes et des femmes.</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun cas relevé par les participants</li> </ul>
3.	Binko	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Identification et Implication des couches vulnérables comme actrices dans le processus d'identification et de planification des actions de développement en lien avec le changement climatique.</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Participation des groupes vulnérables dans le processus de mise en œuvre, de suivre des actions planifiées en leurs faveurs</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : Très faible implication des personnes en situation de handicap dans le processus d'identification, de planification et de mise en œuvre et suivi des actions de développement.</li> </ul>
4.	Kaladougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Implication des femmes, des jeunes dans le processus d'identification, de planification et de mise en œuvre des actions ayant trait au changement climatique, Identification des couches vulnérables au tant que les autres acteurs dans la gestion de l'espace communal en matière de changement climatique.</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : aucun</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : les personnes en situation de handicap participent moins aux activités communales (moins impliquées).</li> </ul>
5.	Wakoro	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Participation des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap aux processus d'identification, de planification et de mise en œuvre des actions initiées en leur faveur, Formation des associations de femmes et jeunes en technique de production des pépinières de plants</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Identification des couches vulnérables comme acteur de développement, Implication des couches vulnérables autant que les autres acteurs dans l'identification, la planification et la mise en œuvre des actions en lien avec le changement climatique.</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : Très faible implication des personnes en situation de handicap dans le processus d'identification, Les personnes en situation d'handicap bénéficient de très d'actions spécifiques en leur faveur</li> </ul>
6.	Zan Coulibaly	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : implication des groupes marginalisés dans le processus de Diagnostic villageois</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : aucun</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : Marginalisation des personnes vivant avec un handicap dans l'identification et la mise en œuvre des activités en leur faveurs ; Absence d'actions spécifiques initiées en leur faveur.</li> </ul>

### Région de Koulikoro, Cercle de Kolokani

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Guihoyo	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Aménagement de périmètres maraichers pour les femmes dans tous les villages de la commune</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Changement du quotidien des femmes avec l'aménagement des périmètres maraichers</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun signalé par les participants</li> </ul>
2.	Kolokani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Aménagement de périmètres maraichers pour les femmes</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Changement du quotidien des femmes avec l'aménagement des périmètres maraichers</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun</li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
3.	Massantola	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Aménagement de périmètre maraicher pour les femmes, Reboisement pour les jeunes</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : aucun</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun cas signalé</li> </ul>
4.	Sagabala	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Aménagement de 5 hectares pour les femmes</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Aménagement de 5 hectares pour les femmes</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun</li> </ul>
5.	Sébékoro I	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : aucun cas relevés</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : aucun exemple cité</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun cas cité</li> </ul>
6.	Tioribougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Aménagement de périmètres maraichers</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Aménagement de périmètres maraichers pour les femmes</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun cas souligné</li> </ul>

### Région de Sikasso, Cercle de Bougouni

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Sido	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Plantation de pourghère , Remise de charrues aux jeunes (OMADEZA), Appui technique et financier de OMAZDEZA pour la journée de reboisement , Formation sur la gestion du foncier à Bougouni, Appui des jeunes dans l'appui culture</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Remise de charrues aux jeunes (OMADEZA), Attribution du périmètre maraicher aux femmes, Formation des jeunes sur la gestion foncière et forestière, Formation des jeunes sur la production du miel pur, Alphabétisation des femmes,</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : L'avis des femmes n'est pas prise en compte lors des sessions, Marginalisation des femmes dans la gestion des Structures Rurales de Gestion du Bois « SRGB », Non implication dans la reforestation</li> </ul>
2.	Bougouni	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Recensement des personnes vulnérables ayant besoin d'appui, Financement des AGR au profit des veuves et femmes chef de ménage, Distribution de vivres aux veuves, Financement de projet des jeunes sur des activités d'agriculture durable (projet Sewa de Plan International)</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Distribution de vivres et non vivres aux veuves et femmes chef de ménage, Financement des AGR pour les veuves, Financement des projets de jeunes</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : L'accès à la terre par les personnes vulnérables n'est pas facile, La non implication des femmes dans les instances de décisions, Construction des édifices publics sans rampe pour les personnes handicapées, Difficulté d'accès des femmes aux terres de culture.</li> </ul>
3.	Kéléya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Appui technique des agents des eaux et forêts lors de la journée, Accès des jeunes à la terre pour le reboisement, Terrain accordé aux handicapés</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Attribution d'un terrain aux handicapés, Appui de la mairie et du service des eaux et forêts aux jeunes pour la reforestation</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : Non implication de la jeunesse dans l'élaboration du PDESC, Non implication des femmes dans la prise de décisions et la définition de politique de développement de la commune de manière générale, dans l'élaboration du PDESC en particulier, Les femmes ne sont pas propriétaires de terres /non accès à la terre, Aucune aide reçue par l'association des femmes (Benkadi)</li> </ul>
4.	Kokélé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Formation des jeunes et les femmes, Attribution de parcelles aux jeunes lors de la journée de reboisement, Formation des membres de la jeunesse sur l'apiculture et l'apiculture et le biogaz, Formation sur la transformation des produits forestiers</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Formation des jeunes et des femmes (appui technique et financier) ; Attribution de parcelles aux jeunes (reboisement)</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : Les femmes n'ont pas accès à la propriété de la terre, elles ne sont pas propriétaires terriennes, Les femmes n'ont pas accès aux réunions des chefs de villages, Les femmes ne participent pas aux réunions de familles ou elles ne participent pas à la prise de décisions</li> </ul>
5.	Kola	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Création de jardin maraicher dans tous les villages pour les femmes, Appui financier aux femmes (Enda-Mali et Diakonia)</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Appui financier aux femmes</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : Non accès à la terre : les femmes et les jeunes ne sont propriétaires de terres.</li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
6.	Koumantou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Appui des femmes par un périmètre maraicher avec château d'eau, Distribution de vivres aux handicapés, Appui des jeunes pour les journées de reboisement, Formation sur la transformation des produits forestiers</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Formations des femmes sur les techniques de coupe du bois, les feu de brousse et la protection des animaux sauvages en voie de disparition des handicapés, Formation en tissage, savonnerie, aviculture et teinture</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : Aucun cas relevé par les acteurs</li> </ul>

#### Région de Sikasso, Cercle de Yanfolila

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Baya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Lutte contre le dragage, Sensibilisation de la population sur les méfaits du dragage, Dotation des femmes en moulin, Aménagement d'espaces maraichers pour les femmes, Activités de reboisement</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Aménagement d'espace maraicher pour les femmes de Selingué, Octroi de moulins aux femmes</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun signalé par les participants</li> </ul>
2.	Sankarani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Aménagement d'espaces maraichers, Réalisation de mini-barrages, Activités de reboisement</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Aménagement d'espace maraicher pour les femmes, Octroi de ruches aux jeunes</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun</li> </ul>
3.	Sérémoussa-Ani Samou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Réhabilitation de 9 étangs à Sikorolen, Relecture de la convention de gestion de l'orpaillage, Reboisement de 30 hectares</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : La Société Minière de Komana (SMK) en collaboration avec la mairie réalisé un périmètre maraicher pour les femmes de Konna, Appui de la FAO aux femmes et eux jeunes à travers un système de rétention d'eau « Djibondo » et de petits ruminants</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun</li> </ul>
4.	Tangandougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Réalisation des journées de reboisement à Farabacoro, Sokondja. Aménagement d'espace maraicher pour les femmes de Balama et Gueleba2</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Aménagement d'espace maraicher pour les femmes de Balama et Gueleba2</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun</li> </ul>
5.	Wassoullou-Ballé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Réalisation d'une étude d'aménagement de 50 hectares, Aménagement d'un hectare pour les femmes de Dialafara</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : Aménagement d'espace maraicher pour les femmes de Dialafara</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : aucun</li> </ul>
6.	Yalakoro Soloba	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les bonnes pratiques</b> : Activités de reboisement, Aménagement de périmètres maraichers (pour les femmes par la mairie seule ou en partenariat avec La SMK (Société Minière de Komana), Mise en place d'un comité tripartite de suivi de l'environnement (Mine, STD, Mairie) ; AGR pour les femmes, Micro-crédit pour les femmes (projet Inclusif), Transformation des produits forestiers</li> <li>❖ <b>Exemples de discriminations positives</b> : AGR pour les femmes, Transformation des produits forestiers, Aménagement de périmètres maraichers (pour les femmes par la mairie seule ou en partenariat avec La SMK, Micro-crédit pour les femmes (projet Inclusif),</li> <li>❖ Transformation des produits forestiers</li> <li>❖ <b>Exemples d'exclusion, marginalisation</b> : néant</li> </ul>

Du tableau on peut relever certains enseignements :

☞ Des exemples de bonnes pratiques ont été relevés dans toutes les communes. Le cas de périmètres maraichers est plus cité, suivi des activités génératrices de revenu (AGR) pour les femmes, les aspects de participation/ implication des jeunes et/ou des femmes.

☞ Dans quatre (4) communes, des exemples de discrimination positive ont été cités. Dans le reste des communes, les exemples cités sur les bonnes pratiques sont repris et complétés par les appuis en vivres et non vivres à des couches vulnérables, les appuis techniques et matériels,

☞ En ce qui concerne les cas de marginalisation/ exclusion, ils n'ont été cités dans 13 /24 (soit plus de 54%) . les cas de marginalisation relevés sont : non- accès des femmes et des jeunes à la terre, la non- implication des jeunes et des femmes dans la prise de décision, marginalisation des femmes dans la gestion des ressources forestières, la marginalisation des personnes en situation de handicap (faible implication/participation).

☞ Au-delà des réponses collectées, auprès des acteurs, certains constats s'imposent :

- Les exemples d'exclusion cités sont probablement communs à toutes les communes : l'accès à la terre pour les femmes, la marginalisation des femmes dans les instances de prise de décision.
- La faible implication des personnes en situation de handicap à cause de l'absence de stratégie développée par les responsables locaux ;

#### 4.5. Inventaire des structures étatiques, OSC et ONG ayant encouragé l'implication/la participation des couches les plus vulnérables dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des politiques et programmes en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation

Objectif : recenser et décrire les actions des structures étatiques, les organisations de la société civile ainsi que les ONG favorisant l'implication des couches les plus vulnérables (femmes, jeunes, et personnes vivant avec un handicap) dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi des politiques et programmes en matière de gestion Durable des Terres et de Reforestation

Questionnements :

- ☞ Quelles sont les structures étatiques ?
- ☞ Quelles sont les OSC et ONG ?
- ☞ Description des actions réalisées (des structures étatiques, OSC et ONG)

##### 4.5.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central

N° d'ordre	Structure / Localité	Réponses recueillies
1.	Bamako/ AEDD, SIFOR, ORDRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Structures étatiques</b> : DNDS MPFEF, ME, MA, ME ; AEDD</li> <li>❖ <b>OSC/ONG</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ONG : Stop Sahel, ADG-Nioro du Sahel, CSPDA et autres</li> <li>• Organisations créées: sociétés coopératives, des associations, comités de gestion foncière</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Périmètre irrigués pour toutes les sociétés coopératives créées</li> <li>• Périmètre pastoral</li> <li>• Participation des OSC aux processus (élaboration, exécution et suivi) de politiques, stratégies et programme,</li> <li>• Actions ponctuelles de plaidoyer des OSC</li> </ul> </li> </ul>

##### 4.5.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local

A ce niveau, il s'agit de faire l'inventaire des structures et organisations qui interviennent dans la commune et décrire de manière sommaire leurs activités.

☞ Dans cinq communes, les réponses montrent l'absence structures étatiques (Baya, Benkadi, Massantola, Guihoyo, Sébécoro 1). Dans deux cas (Sébécoro 1, Guihoyo), l'insécurité semble être la cause. Dans les autres communes, peut être que la question n'a pas été comprise.

Les structures étatiques les plus citées sont l'administration générale (préfet, sous-préfet), les services déconcentrés (Eaux et Forêts, agriculture, élevage, pêche), les opérations et projets /Agence publics (ODRS, PAPAM, AEDD, PASOP, ...).

Dans deux (2) communes, aucune ONG-OSC n'intervient. Ce qui semble invraisemblable. Une commune peut ne pas avoir ONG partenaire. Par contre, il existe des OCB et OSC traditionnelles et modernes dans toutes les communes.

Les OSC les plus citées sont : les OSC de jeunes, de femmes, les organisations socio-professionnelles, les chasseurs. Quant aux ONG, elles sont très actives dans le domaine social ((santé, éducation, eau) mais aussi dans les activités économiques et plus en plus dans la gestion de l'environnement. on peut retenir entre autre : Save The Children, CARITAS, UNICEF, FUNUAP, CAEB, OMADEZA, World Vision, Diakonia, ENDA, Plan.....

Le tableau qui suit présente la situation par commune. Il est à signaler que les acteurs ne font pas toujours la différence entre le projet/programme, la structure d'exécution et le bailleur.

#### Région de Koulikoro, Cercle de Dioïla

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Diédougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Le service des eaux et forêts, Le service de l'élevage, Le service de l'agriculture.</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : L'association des jeunes, femmes, des chasseurs, L'association des jeunes ressortissant de la commune, Caritas-Mali</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : services étatiques : Reboisement des espaces publics, la sensibilisation et l'information des populations contre le défrichement incontrôlé, et la coupe des branches d'arbre pour alimentation du bétail ; OSC et ONG : la plantation d'arbre en collaboration avec le service des eaux et forêts, Réalisation de périmètres maraichers pour les femmes.</li> </ul>
2.	Benkadi	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : aucun</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : aucun</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : aucun</li> </ul>
3.	Binko	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Le service des eaux et forêts, Le service de l'élevage, Le service de l'agriculture, L'administration</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : AREPK, PADRE (Projet d'Appui à la Décentralisation et la Réforme de l'État), Les OSC de femmes, l'ONG ICRAF, ENABEL, Les OSC des jeunes, L'association des chasseurs.</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : Reboisement / plantation et activités de restaurations des sols, cordons pierreux par l'ONG AREPK, PADRE : Groupe de plaidoyer des femmes, Renforcement des capacités, Services déconcentrés : appui-conseil</li> </ul>
4.	Kaladougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Le service des eaux et forêts, Le service de l'agriculture, Le service de l'élevage, L'administration locale</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les OSC : l'association des pépiniéristes, l'association des producteurs d'anacarde, la jeunesse, les femmes.</li> <li>○ Les ONG : ICRAF, ENABEL, CAEB, AFAD, TOSTAN, ONG PARIIS, ONG AREPK, KILABO, ONG CAEB, ONG AFAD</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Structures étatique : Plantation d'arbres,</li> <li>○ Reboisement / plantation : CAEB, TOSTAN, KILABO, AFAD</li> <li>○ Activités de restauration des sols, cordons pierreux : AREPK, ICRAF, ENABEL</li> </ul> </li> </ul>
5.	Wakoro	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : les services déconcentrés : Eaux et Forêts, agriculture, élevage</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ OSC : associations de femmes, de jeunes ; chasseurs</li> <li>○ ONG : CAEB, ICRAF, ENABEL, CARITAS-Mali</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ STD : Reboisement</li> <li>○ OSC et ONG : Reboisement, équipement en charrues, bœufs, et semences améliorées, réalisation de retenues d'eau, réalisation d'actions de lutte antiérosive (aménagement de 10 ha de plaines en bande herbées).</li> </ul> </li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
6.	Zan Coulibaly	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : STD : Eaux et Forêts, Agriculture, Elevage, L'administration</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les OSC : jeunes, femmes, un comité de reboisement, L'association des chasseurs, les pépiniéristes.</li> <li>○ Les ONG : ICRAF / ENABEL / Caritas - Mali</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Reboisement dans les villages.</li> <li>○ Informer et sensibiliser les populations sur les effets du changement climatique</li> <li>○ Équipement des pépiniéristes (brouette binettes, pelles, dabas, charrettes, ânes).</li> <li>○ Formation des pépiniéristes sur les techniques de production des plants en planches et en pots</li> </ul> </li> </ul>

#### Région de Koulikoro, Cercle de Kolokani

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Guihoyo	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : aucune</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : CARITAS, World Vision, ADAF GALE, PACINDHA</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : Aménagement des périmètres maraîchers irrigués dans tous les villages de la commune</li> </ul>
2.	Kolokani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Service des eaux et forêts, Ministère de l'environnement, Ministère de l'agriculture</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : DVV (allemande), World Vision, CARITAS, Eléphant bleu</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Transformation alimentaire</li> <li>○ Puits, eau et assainissement</li> <li>○ RNA (Régénération Naturelle Assistée)</li> <li>○ Les écoles bleues</li> <li>○ Semences améliorées</li> </ul> </li> </ul>
3.	Massantola	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les structures étatiques : aucune</li> <li>❖ Les OSC et les ONG : World Vision, INABEL, igui sémé yiri</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : Mise en place de comité de veille citoyenne pour la pérennisation des actions de Word vision, Installation de cordons par jigui sémé yiri</li> </ul>
4.	Sagabala	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : AEDD (Ministère de l'environnement)</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : SAHEL 21, World Vision, GRDR, Cowater-SOGEA, Djiguisémé yiri</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Participation et contrôle citoyen des femmes</li> <li>○ Reboisement et restauration des sols</li> <li>○ Périmètre maraîcher</li> <li>○ Brigades de protection de l'environnement</li> </ul> </li> </ul>
5.	Sébékoro I	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Les services des eaux et forêts, suite aux menaces sécuritaires, se sont tous repliés sur Kolokani</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : World Vision</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Aménagement de puits pastoraux</li> <li>○ Maraîchage</li> </ul> </li> </ul>
6.	Tioribougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Ministère de l'agriculture avec les moniteurs</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : CARITAS dans un village de la commune</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Régénération Naturelle Assistée (RNA)</li> <li>○ Semences améliorées</li> <li>○ Restauration des terres à travers les cordons pierreux</li> </ul> </li> </ul>

Région de Sikasso, Cercle de Bougouni

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Sido	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : STD : Eaux et Forêts , Agriculture</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ AMADEZA, AADI, USAID-Mali Sira, Collectif des artisans (menuisiers),</li> <li>○ Plan Mali, CCJ, BNCD, Association des chasseurs, Associations de femmes, CCJ</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ STD : appui-conseil ; formation</li> <li>○ ONG : Plan -Mali : parrainage des enfants, CAFO : Formation technique des femmes, CCJ : plaidoyer des autorités, BNCD : santé de la reproduction</li> </ul> </li> </ul> <p>OMADEZA : Agriculture, protection de l'environnement, AADI : alphabétisation des femmes, USAID : Santé.</p>
2.	Bougouni	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Développement social, Eaux et Forêts, Agriculture, Pêche, Élevage, Santé, Promotion de la femme</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : Mali Folk Center, GRADECOM, Plan International, Save The Children, ONU Femme, UNICEF, Rotary Club, OMADEZA, FUNUAP, Keneya Niéta, Keneya Sinsin Walé, OMS, COFO, GDTE, GRAPP PACINDHA, CAEB, ADFIM</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : Les services techniques font de l'appui-conseil, parfois des formations (formation technique des pépiniéristes), Les ONG et la société civile font aussi l'appui conseil, des financements et les renforcements de capacités.</li> </ul>
3.	Kéléya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Services déconcentrés : sous -Préfet, Eaux et forêts, Agriculture</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : BNCE, CAEB, Plan Mali, Borne Fonden, Coopératives, Association des handicapés</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ BNCE : formation en plaidoyer et entrepreneuriat des jeunes, sensibilisation contre le mariage précoce et les grossesses non désirées</li> <li>○ Borne fonden : aménagement de 3 jardins maraichers et installation d'un atelier de couture et de tissage</li> <li>○ CAEB : entrepreneuriat, renforcement des capacités, genre, sécurité alimentaire, santé de la reproduction, appui à la formation des organisations de femmes,</li> <li>○ Plan Mali : parrainage d'enfant</li> </ul> </li> </ul> <p>Coopératives et associations : reboisement</p>
4.	Kokélé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Services déconcentrés : Eaux et Forêts, Agriculture, élevage,</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ OMADEZA, PAPAM, ASPP, Borne Fonden, CAEB, UNICEF</li> <li>○ Caritas, Jiguisèmè-yiri, ONG Raqui, PACINDHA, Plan Mali, Bludon</li> <li>○ Association des femmes, Association des jeunes</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les services techniques font de l'appui-conseil, et délivre les autorisations</li> <li>○ Les ONG font l'appui conseil, la formation, l'appui technique financier et matériel des financements</li> <li>○ OMADEZA : appui matériel formation sur la gestion de la forêt ;</li> <li>○ Borne Fonden – Plan Mali : parrainage des enfants,</li> <li>○ Mali-Sud : transformation du Karité,</li> <li>○ PACINDHA : riziculture,</li> <li>○ CAEB : formation professionnelle des déscolarisés,</li> <li>○ UNICEF : éducation,</li> <li>○ USAID : Santé, et agriculture,</li> <li>○ Paje-Nietaa: savonnerie, élevage de petits ruminants,</li> <li>○ Raguis : salubrité, mise en place collectif des mères,</li> <li>○ Bludon : parrainage électrification des écoles</li> <li>○ Associations de jeunes et des femmes : plaidoyer pour la cause des jeunes et des femmes.</li> </ul> </li> </ul>
5.	Kola	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Préfecture</li> <li>Services déconcentrés : eaux et forêts, développement social</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : ENDA-Mali, Diakonia</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Services techniques : appui conseil, participation à la journée de reboisement, appui du service social pour la formalisation des associations de femmes (récépissé) ;</li> <li>○ Diakonia et ENDA-Mali : appui financier aux organisations de femmes.</li> </ul> </li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
6.	Koumantou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Services déconcentrés : sous -Préfet, Eaux et forêts</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : APCF, AMAFESE, CAEB, CAFO, Association des handicapés</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ STD : appui conseil, délivrance des autorisations</li> <li>○ CAEB : plaidoyer, travail des enfants renforcement des capacités</li> <li>○ CAFO : appui-conseil aux organisations de femmes</li> <li>○ APCF : droits des enfants</li> <li>○ AMAFESE : Plaidoyer, formation</li> <li>○ AMAPRROS : formation sur la gestion forestière</li> <li>○ PAPAM : périmètres maraichers</li> <li>○ Save The Children : lutte contre le paludisme</li> <li>○ FEMAFER : appui aux handicapés, matériels de fabrication du savon.</li> </ul> </li> </ul>

### Région de Sikasso, Cercle de Yanfolila

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Baya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : néant</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : ERAD VNG (Association des municipalités aux Pays Bas), etc.</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : ERAD : a développé un programme de formation des jeunes en entrepreneuriat, VNG : facilitation des formations sur le genre et l'inclusion sociale.</li> </ul>
2.	Sankarani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Antenne locale de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : néant</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : Campagne de sensibilisation sur l'équité, genre et inclusion sociale</li> </ul>
3.	Sérémoussa-Ani Samou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : sous-préfet, agent eaux et forêts, agriculture</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : AMPJ, RTP, CVC</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ AMPJ : micro-crédit, formation, création de coopérative, information sensibilisation</li> <li>○ STD : appui conseil</li> <li>○ RTP : Right To Play : protection des enfants, formation sur la transformation des produits forestiers</li> <li>○ Enda-Mali : éducation</li> <li>○ CVC : contrôle citoyen.</li> </ul> </li> </ul>
4.	Tangandougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : Le service de développement social</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : ERAD ( ?), VNG ( ?), Borne Fonden (avant la fusion avec Plan-Mali), RTP</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Service de développement social : sensibilisation</li> <li>○ VNG : plaidoyer sur la prise en compte du le genre et l'équité dans la gouvernance locale</li> <li>○ RTP : Rencontres d'échanges avec les populations et les élus sur la protection des droits des jeunes.</li> </ul> </li> </ul>
5.	Wassoullou-Ballé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : STD : Développement social, Agriculture, Élevage, Pêche, Eaux et Forêts, Génie Rural, GEDEFOR, ODRS</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : AMPJ, Weit Land, CAFO OSC de femmes, OSC jeunes, Planteurs, pêcheurs, Chasseurs, Helvetas, CARITAS ; PAPAM</li> <li>❖ <b>Description des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ STD : appui conseil</li> <li>○ GEDEFOR : GRN, résilience au CC</li> <li>○ Weit Land : GRN, résilience au CC</li> <li>○ AMPJ : micro-crédit, formation, création de coopérative, information sensibilisation</li> <li>○ ODRS : riziculture, lutte antiérosive</li> <li>○ OSC : défense des intérêts de leurs membres</li> <li>○ PAPAM : promotion filières, infrastructures rurale.</li> </ul> </li> </ul>
6.	Yalakoro Soloba	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Les structures étatiques</b> : SDT : Agriculture</li> <li>❖ <b>Les OSC et les ONG</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ ONG: Right to Play, Enda Mali, AMPJ, APFEF, PGSM (Projet Banque Mondiale), GLCT</li> <li>○ OSC: Groupes de femmes, Groupement de Jeunes ; Chasseurs, planteurs.</li> </ul> </li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
		<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Description des activités :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ STD : appui conseil</li> <li>○ Right To Play : protection des enfants, formation sur la transformation des produits forestiers</li> <li>○ Enda-Mali : éducation</li> <li>○ APEFF : santé de la reproduction</li> <li>○ PGSM : gouvernance su secteur minier</li> <li>○ GLCT : (Regroupement de 15 communes (8 du Mali, 7 de la Guinée, création récente) : GRN</li> <li>○ AMPJ : micro-crédit, formation, création de coopérative, information sensibilisation</li> </ul> </li> </ul>

En plus des informations collectées auprès des acteurs (niveau national et niveau local), les paragraphes qui suivent apportent un éclairage sur les aspects institutionnels et organisationnels en matière de changement climatique et de gestion des ressources forestières.

Les services techniques et organismes rattachés au MEADD qui interviennent directement dans le domaine du changement climatique et du sous-secteur forêt sont :

- La DNEF, qui se consacre à la protection du domaine forestier, le reboisement et la restauration des sols et de conservation des eaux. Depuis 2008, elle accueille le Système d'Information Forestier (SIFOR), référentiel au plan national pour la collecte et la gestion des bases de données sur les ressources forestières et leur suivi.
- L'AEDD, qui a pour mandat d'assurer l'intégration transversale des questions climatiques et environnementales dans tous les secteurs du pays. Elle héberge en son sein le Système de Gestion de l'Information Environnementale (SNGIE) pour lequel elle a mis en place des points focaux dans la plupart des ministères sectoriels.
- Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) qui élabore les éléments de la politique nationale en matière d'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances et qui suit leur exécution.
- L'Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN) qui a pour mission la sauvegarde du fleuve Niger et ses affluents au Mali et la gestion intégrée de leurs bassins versants.

Le MEADD, créé en 2005, est chargé de la mise en œuvre de la politique nationale dans les domaines de l'environnement et de l'assainissement et veille à la prise en compte des questions de développement durable à l'occasion de la formulation et de la mise en œuvre des politiques publiques.

La politique forestière nationale (PFN), révisée en 2017, est le document de référence au niveau du sous-secteur forêt. La PFN vise à instaurer au Mali, à l'horizon 2050 « une gestion durable des ressources forestières, fauniques et naturelles en vue de satisfaire les besoins écologiques, économiques et socio-culturels des populations » et de contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et des effets néfastes des changements climatiques. La PFN établit des liens clairs avec :

- la PNCC et la SNCC, qui visent à instaurer un cadre de développement socio-économique durable qui intègre les défis du changement climatique dans tous les secteurs du pays ;
- la stratégie nationale de la biodiversité (SNB, 2014), dont le sixième rapport de 2018 met en avant la situation de la flore et de la faune au Mali, dont une liste des espèces abondantes, rares, menacées ou en voie d'extinction ;
- la stratégie nationale des aires protégées (SNAP, 2011) qui définit les formes de gestion des aires protégées et des nouveaux sites classés ;
- la politique nationale des zones humides (PNZH, 2003) régissant la conservation et la gestion durable des ressources naturelles et la diversité biologique des zones humides,
- l'appui des projets et programmes aux collectivités territoriales en matière de planification et de mise en œuvre des actions forestières, dont l'initiative de l'Unité Grande Muraille Verte.

## **CADRE INSTITUTIONNEL EN CHARGE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE PATRIMOINE FORESTIER**

Les conventions et accords climatiques sont gérés par plusieurs structures focales, sous la coordination de l'AEDD. Les structures étatiques en charge des questions environnementales, notamment celles du sous-secteur forêt, sont rattachées pour la plupart au Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD).

D'autres structures étatiques en charge des questions climatiques et forestières sont :

- La DGPC, rattachée au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC), chargée du dispositif de gestion des catastrophes.
- La DNE, rattachée au Ministère de l'Énergie et de l'Eau (MEE), chargée de la politique et du contrôle des infrastructures énergétiques et des opérateurs du secteur.
- L'Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et l'Électrification Rurale (AMADER), qui a pour mandat de développer l'accès à l'électricité au milieu rural et périurbain et de maîtriser la consommation d'énergie domestique. Entre autres, l'AMADER a mis en place des schémas directeurs d'approvisionnement en combustibles domestiques et des marchés ruraux de bois qui visent à mieux gérer les ressources forestières et de limiter la déforestation. L'Agence collabore étroitement avec AER-Mali, chargée du développement des énergies renouvelables.

Ce cadre institutionnel est complété par de nombreux conseils nationaux, notamment :

- Le CNE organe consultatif, chargé de formuler des propositions visant à améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la politique environnementale et climatique du pays,
- Le CNCC, organe consultatif interministériel créé en 2011 qui a pour attribution de faciliter la mise en œuvre des directives de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et de tout accord relatif au changement climatique.

À cette liste s'ajoutent les acteurs non gouvernementaux (ONG, associations de producteurs, organisations socio-professionnelles, société civile, opérateurs privés), les collectivités territoriales, les partenaires techniques et financiers et les structures sous régionales auxquelles appartient le Mali (CEDEAO, CILSS, ABN, OMVS) activement impliqués dans le domaine du changement climatique et le sous-secteur forêt, ainsi que des cadres de concertation entre acteurs de développement comme le Reso Climat (acteurs non gouvernementaux) et les groupes PTF environnement et changements climatiques, économie agricole et rurale et énergie.

### **4.6. Évaluation des actions de plaidoyer et d'espaces de dialogue entrepris par les acteurs de la société civile pour influencer les politiques et programmes liés aux changements climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les groupes les plus vulnérables**

Objectif : faire une évaluation participative des actions de plaidoyer réalisés et de espaces de dialogues mis en place par les acteurs de la société civile dans les communes afin d'influencer les politiques et programmes liés aux changements climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap rapport avec le CC.

Questionnements :

- ☞ Description des actions de plaidoyer
- ☞ Description des espaces de dialogue
- ☞ Analyse SEPO (Succès/Échecs/Potentialités/obstacles) des actions de plaidoyer
- ☞ Analyse SEPO des espaces de dialogue.

#### 4.6.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central

N° d'ordre	Structure/localité	Réponses recueillies
1.	Bamak /AEDD, SIFOR, ORDRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ ACTEURS DES LA SOCIETE CIVILE : SECO-ONG, RESO CLIMAT,, REDEPE CNOP, FOSC, CAFO, PACJA</li> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'état ou les ses agences ne sont pas assez fort en matière de plaidoyer</li> <li>• Utilisation de personnes ressources pour débloquent des dossiers</li> <li>• Plaidoyer fait auprès des Collectivités, du patronat</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : La ratification de l'accord de Paris: besoin des instruments règlementaires. cela a eu lieu avec la prévention des impacts des activités de l'homme</li> <li>▪ Échecs : non approbation des taxes environnementales, Augmentation du budget alloué par l'état dans les énergies polluantes</li> <li>▪ Potentialités : Question économie circulaire, Fonds pour le climat, Ratification des conventions</li> <li>▪ Obstacles : Insuffisance de ressources financière et de personnel qualifié</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues :</b> Beaucoup d'espaces de dialogue au niveau national <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conseil National de l'Environnement : services techniques, la SC, les autorités, le privée</li> <li>▪ CNCC:</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Réseautage des acteurs de la société civile, Organisation des sessions du conseil national de l'environnement, institutionnalisation des démarches</li> <li>▪ Échecs : Pour certaines questions transversales, il faut des décisions politiques, Certains responsables n'ont su porter les dossiers</li> <li>▪ Potentialités : Disponibilité des ressources financières pour face faux initiatives, Ratification des conventions</li> <li>▪ Obstacles : Insuffisances de ressources et de cadres qualifiés</li> </ul> </li> </ul>

#### 4.6.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local

Des actions de plaidoyer n'ont pas été menée par le passé dans huit (8.) des 24 communes soit 33%. Dans le reste de communes, les actions étaient des initiatives locales et/ou portée par un ou des partenaires dans la cadre de la mise en œuvre de leurs activités. Pour ce qui concerne l'évaluation des actions pour dégager les succès, échecs, potentialités et obstacles, l'exercice a été un peu laborieux. Beaucoup d'acteurs locaux n'ont pas l'habitude de poursuivre le questionnement jusqu'à la quintessence des choses. Pour beaucoup d'entre eux, le fait que l'activité soit réalisée suffisait en soit comme succès.

Les actions de plaidoyer portaient les plus souvent sur la gestion de l'environnement et surtout la gestion des ressources forestières.

Les espaces/cadre de dialogues ont été organisés dans : quinze (15) communes sur les 24. Les dialogues ont porté sur les mêmes liés à protection de l'environnement (lutte contre les feux de brousse, restauration des sols, lutte contre la coupe abusive du bois). Dans beaucoup de cas, les deux exercices étant combiné, l'évaluation devient difficile pour mettre les effets, échecs, opportunités Contrainte d'un côté ou de l'autre. La situation est présentée par commune dans les tableaux ci-dessous :

Région de Koulikoro, Cercle de Dioïla

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Diédougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : Néant               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>
2.	Benkadi	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Organisation et tenue d'une rencontre d'échange par rapport au respect des règles du développement contrôlé et la mise en feu</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Tenue d'une rencontre d'échange par rapport au respect du défrichement contrôlé et les mises à feu – Information des populations</li> <li>▪ Échecs : Choix des participants / niveau d'application des informations faible</li> <li>▪ Potentialités : Existence de service technique d'accompagnement dans le domaine du changement climatique</li> <li>▪ Obstacles : Néant</li> </ul> </li> </ul>
3.	Binko	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Mise en place d'un comité de plaidoyer (exclusivement de femmes) par le projet PADRE pour mener des actions de plaidoyer en leur faveur. En vue, l'élaboration d'un plan d'actions</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Mise en place d'un comité de plaidoyer avec l'accompagnement du projet PADRE</li> <li>▪ Échecs : Néant</li> <li>▪ Potentialités : Existence de projet d'appui (PADRE)</li> <li>▪ Obstacles : Néant</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : forum au groupe scolaire de Tingolé sur les effets du changement climatique</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Organisation et animation du forum sur les effets des changements climatiques.</li> <li>▪ Échecs : Insuffisance de restitution au niveau des villages de la commune, Manque de cadre formel pour animer l'espace.</li> <li>▪ Potentialités : Existence de structure d'accompagnement (PADRE et ICRAF / ENABEL)</li> <li>▪ Obstacles : Niveau d'alphabétisation de la majorité des participants.</li> </ul> </li> </ul>
4.	Kaladougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ la jeunesse pour demander / chercher des soutient à la mairie afin de réaliser leur activité de plantation d'arbres,</li> <li>▪ les femmes avec l'appui de l'ONG TOSTAN de plaidoyer pour l'acquisition de jeunes plants à planter dans les espaces publics</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> :               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : l'activité des jeunes a été réalisée, les femmes ont obtenu des plants</li> <li>▪ Échecs : Néant</li> <li>▪ Potentialités : renforcement des capacités de négociation des acteurs, disponibilité de l'ONG TOSTAN</li> <li>▪ Obstacles : Néant</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
5.	Wakoro	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : par les jeunes à l'endroit des élus pour empêcher les coupes abusives de bois, la production du charbon de bois, la mise en place de marché rural de bois.</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Les élus ont été sensibles aux messages de plaidoyer, ont promis de s'engager avec la jeunesse pour empêcher ces pratiques au niveau de la commune.</li> <li>▪ Échecs :</li> <li>▪ Potentialités : Existence d'ONG, de service technique en matière de changement climatique, Volonté et engagement politique</li> <li>▪ Obstacles : Absence d'une convention locale écrite pour accompagner le plaidoyer porté par les jeunes</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Une rencontre d'échange, d'information et de sensibilisation sur les effets néfastes du changement climatique par les jeunes et les femmes en collaboration avec le conseil communal.</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Beaucoup de citoyens communaux sont informé, sensibilisés sur les effets néfastes du changement climatique</li> <li>▪ Échecs : Existence encore de personne n'ayant pas été touchées par les messages de la rencontre d'échange</li> <li>▪ Potentialités : Existence d'ONG accompagnant la commune en matière de changement climatique</li> <li>▪ Obstacles : Insuffisance de restitution au niveau des villageois de la commune, Insuffisance des ressources financières et matérielles.</li> </ul> </li> </ul>
6.	Zan Coulibaly	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>

#### Région de Koulikoro, Cercle de Kolokani

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Guihoyo	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : pour Aménagement de la grande mare « Bla », la mécanisation/modernisation de l'agriculture surtout le maraîchage, l'introduction des espèces animales résistants à la sécheresse</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Inscription des actions dans le PDESC et dans le programme d'intervention des partenaires</li> <li>▪ Échecs : Aménagement du Bla (budget trop élevé)</li> <li>▪ Potentialités : Engagement des élus et des partenaires</li> <li>▪ Obstacles : Faible capacité financière des acteurs</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : concertation entre les partenaires et les élus</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Prise en compte des préoccupations</li> <li>▪ Échecs :</li> <li>▪ Potentialités : Engagement des élus et des partenaires</li> <li>▪ Obstacles : Analyse réelle des besoins.</li> </ul> </li> </ul>
2.	Kolokani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Lors des concertations pour l'élaboration du PDESC et du budget</li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
		<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Expression des besoins</li> <li>▪ Échecs : compétences des acteurs pour analyser et exprimer les besoins réels</li> <li>▪ Potentialités : Disponibilité du cadre</li> <li>▪ Obstacles : Exploitation inappropriée des cadres de concertation</li> </ul> </li> </ul>
3.	Massantola	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Concertations locales lors de l'élaboration du budget communal</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Néant</li> <li>▪ Échecs : Néant</li> <li>▪ Potentialités : Néant</li> <li>▪ Obstacles : Néant</li> </ul> </li> </ul>
4.	Sagabala	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> pour : Mise en place des brigades de protection de la forêt, Aménagement des terres stériles, Accès facile et pérenne des femmes à la terre</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Prise en compte des activités dans le PDESC ; Intervention du partenaire SAHEL 21, Aménagement d'un périmètre de 5 hectare</li> <li>▪ Échecs : Apport en semences améliorées Équipement des brigades Crise politique avec la mise aux arrêts du Maire</li> <li>▪ Potentialités : Présence des partenaires</li> <li>▪ Obstacles : Structuration/articulation des besoins et leur évaluation, Manque de compétence réelle en plaidoyer</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Journées citoyennes, Organisation de cadre de concertation et de dialogue politique</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Prise en compte des actions dans le PDESC</li> <li>▪ Échecs : Les ressources financières pour la réalisation de toutes les actions,</li> <li>▪ Potentialités : Disponibilité de la Mairie à tenir des espaces de dialogue solide et pérenne</li> <li>▪ Obstacles : Prise en charge des espaces, Non mise en œuvre des résolutions recommandations du dialogue</li> </ul> </li> </ul>
5.	Sébékoro I	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Restauration des terres</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : prise en compte de l'activité dans le PDESC</li> <li>▪ Échecs : activité n'a pas encore effectivement démarrée</li> <li>▪ Potentialités : volonté politique présence des partenaires</li> <li>▪ Obstacles : faiblesse des moyens financiers</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : concertations villageoises</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : disponibilité d'un cadre de concertation périodique</li> <li>▪ Échecs : cadre non fonctionnel de manière effective</li> <li>▪ Potentialités : volonté politique et disponibilité des acteurs de la société civile</li> <li>▪ Obstacles : manque de compétences des acteurs pour influencer les politiques /programmes.</li> </ul> </li> </ul>
6.	Tioribougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : de la jeunesse pour le projet « un village, un bosquet »</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : réalisation du projet de reboisement "un village, un bosquet"</li> <li>▪ Échecs : actions verbales, pas de supports</li> <li>▪ Potentialités : disponibilité des élus et des partenaires</li> <li>▪ Obstacles : compétences requises pour bien préparer les actions de plaidoyer</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Cadres d'échange avec les populations prévus par les textes (élaboration du budget et du PDESC...)</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : cadre fonctionnel</li> <li>▪ Échecs : expression des besoins réels</li> <li>▪ Potentialités : disponibilité des élus et des partenaires</li> <li>▪ Obstacles : Faiblesse des compétences pour mieux articuler les besoins</li> </ul> </li> </ul>

Région de Sikasso, Cercle de Bougouni

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Sido	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sensibilisation de la communauté avec les ST, chef traditionnel, Organisations de femmes, organisations de jeunes pour identifier les actions de protection de la nature avec l'implication de tous.</li> <li>▪ Journée de sensibilisation pour l'implication des femmes dans la gestion des « structures rurales de gestion de bois » SRGB. Slogan : « Ensemble pour la protection de l'environnement et arrêtons la coupe abusive du bois »</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : diminution de la coupe du bois ; régénérescence des zones protégées de la forêt, les femmes sont impliquées dans la prise de décisions sur la gestion de la forêt</li> <li>▪ Échecs : non-respect des règles par beaucoup, les feux de brousse et la coupe abusive continuent</li> <li>▪ Potentialités : la coupe se faisait dans les normes, Les jeunes formés sur la gestion de la forêt, adhésion massive des associations, implication des notabilités, des ST pour appuyer les femmes</li> <li>▪ Obstacles : après la fin du projet, la taxe 100/F /sac de charbon n'est plus récupérée, les exploitants de charbon de bois et les artisans mécontents</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues :</b> Réunions mensuelles des marches de bois et de charbon avec l'appui des ONG, la mairie et les ST</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : participation massive, tenue régulière, accompagnement des services</li> <li>▪ Échecs : incompréhension de certains</li> <li>▪ Potentialités : baisse de la tension sociale, échanges sur les difficultés et propositions de solutions</li> <li>▪ Obstacles :</li> </ul> </li> </ul>
2.	Bougouni	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer :</b> auprès des autorités pour la protection des arbres protégés (Néré, Karité, Baobab, Tamarin)</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs :</li> <li>▪ Potentialités :</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues :</b> pour la gestion durable des terres , la conception des foyers améliorés par GDTE</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Des femmes ont été formées sur la construction de foyers améliorés, Augmentation du nombre de ménages utilisant les foyers améliorés, Économies de bois, de charbon et d'argent pour les utilisateurs</li> <li>▪ Échecs : les exploitants de bois, charbon et menuisiers</li> <li>▪ Potentialités :</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>
3.	Kéléya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ pour la formation des jeunes et femmes sur l'entreprenariat et la savonnerie pour l'abandon de la coupe abusive du bois comme moyen de survie</li> <li>▪ pour la formation de 50 jeunes en aviculture pour protéger la forêt</li> <li>▪ sur la dégradation de la forêt due à la coupe abusive du bois, (Messages diffusés par les médias, radios)</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Très efficace, Vaste couverture</li> <li>▪ Échecs : Non évaluation de l'action</li> <li>▪ Potentialités : Créations d'activités génératrices de revenus, Information reçue à la période prévue</li> <li>▪ Obstacles : Mauvaise interprétation des messages</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rencontre d'information du service des Eaux et forêts</li> <li>▪ Mise en place des marchés ruraux de charbon</li> <li>▪ Technique de coupe du bois</li> <li>▪ Mise en défens pendant 5 ans d'une partie de la forêt</li> <li>▪ Théâtres, débats</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Efficace, Convaincre les auditeurs</li> <li>▪ Échecs : coupe clandestine, Pas de compromis entre les 2 parties</li> </ul> </li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Potentialités : Marchés de bois et de charbon réglementaires en place, formation sur la gestion de la forêt, Participation effective</li> <li>▪ Obstacles : Des exploitants de bois et de charbon continuent de braver les règles, Polémique.</li> </ul>
4.	Kokélé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : auprès du chef de village pour mettre fin à la coupe abusif du bois</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : très riche en informations</li> <li>▪ Échecs : Coupe se fait en cachette</li> <li>▪ Potentialités : Organisation de la population autour de la gestion de la forêt, Surveillance des pieds de karité par les femmes</li> <li>▪ Obstacles : les feux de brousse continuent, certains exploitants de bois et de charbon ne respectent pas les règles, Manque d'entretien/ suivi des arbres plantés, Coupe clandestine des pieds de karité</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Réunion/rencontre autour du changement climatique et de la reforestation. Sur demande d'une partie de la population qui constate des cas de non respects des règles de gestion de la forêt. Participants : mairie, CAFO, Jeunesse, chefs de villages</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> : Néant <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>
5.	Kola	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : auprès du préfet sur l'orpaillage traditionnel, ses dégâts sur le flore et la faune à Kola</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : Les gendarmes sont arrivés et ont fait dégagés les orpailleurs de la zone</li> <li>▪ Échecs : des orpailleurs sont tours présents</li> <li>▪ Potentialités : diminution du rythme de déforestation</li> <li>▪ Obstacles :</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : pour lutter contre la coupe abusive du bois</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : La forêt est protégée par la jeunesse qui fait le suivi des feux de brousse</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités : La foret de la commune est protégée contre les prédateurs, commençants de bois venant des communes voisines mais surtout de Bougouni</li> <li>▪ Obstacles : Des cas de conflits interviennent entre les eaux et forêts et les chasseurs</li> </ul> </li> </ul>
6.	Koumantou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ lecture des textes des eaux et forêts</li> <li>▪ Plaidoyer auprès des chefs de village pour mettre fin à la coupe abusive des arbres</li> <li>▪ Plaidoyer auprès du service des eaux et forêts pour stopper la coupe abusive du bois</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs : La coupe se poursuit clandestinement, des gens continuent à couper le bois et à produire du charbon sans autorisation, L'exploitation intensive de la faune et de la flore continue</li> <li>▪ Potentialités : quelques avancées dans la mise en œuvre de la protection des espèces « protégées », le service des eaux et forêts travaille en synergie avec la jeunesse pour protéger la faune et le flore</li> <li>▪ Obstacles : Les exploitants de bois et les menuisiers ont contesté la décision, Des exploitants de bois, de charbon et même certains agriculteurs et éleveurs bravent les règles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ dialogue des femmes</li> <li>▪ dialogue avec les eaux et forêts</li> <li>▪ Espace de dialogues de chef traditionnels : rencontre chez le chef de village pour prendre des mesures (jeunesse, femmes, STD, handicapés, chef de villages, chasseurs, leaders religieux)</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs : La coupe se fait clandestinement</li> <li>▪ Potentialités : protection des arbres « protégés » mise en application</li> <li>▪ Obstacles : Les exploitants de bois et les menuisiers ne sont pas contents de la décision, les espèces protégées sont abattus par certains exploitants clandestinement.</li> </ul> </li> </ul>

Région de Sikasso, Cercle de Yanfolila

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Baya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : Néant <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>
2.	Sankarani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>
3.	Sérémousa-Ani Samou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : par Le CVC (Comité de Vieille Citoyenne) auprès de la mairie sur la bonne gouvernance, l'équité/genre</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : des réponses ont été données à certains constats faits par la population sur le fonctionnement de la mairie</li> <li>▪ Échecs :</li> <li>▪ Potentialités : la société civile de montrer aux élus et autres acteurs qu'elle joue le rôle de sentinelle.</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>
4.	Tangandougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>
5.	Wassoullou-Ballé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : organisé au CLAC de Yanfolila sur les conséquences et propositions de solutions contre le dragage</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : participation active et inclusive, tout le monde était présent : Bozo, jeunesse, CAFO, élus, chef de village, chasseurs, les 3 radios locales</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités : mutualisation des expériences pour mieux lutter contre le phénomène</li> <li>▪ Obstacles :</li> </ul> </li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
		<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> </ul>
6.	Yalakoro Soloba	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ <b>Actions de plaidoyer</b> : Néant</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du plaidoyer</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès :</li> <li>▪ Échecs</li> <li>▪ Potentialités</li> <li>▪ Obstacles</li> </ul> </li> <li>❖ <b>Espaces de dialogues</b> : Sur initiative de la jeunesse, rencontre tenue à Dossosso sur la coupe abusive du bois</li> <li>❖ <b>Analyse SEPO du dialogue</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Succès : le cadre de concertation tenu était inclusif (jeunes, élus, chefs de villages, femmes, chasseurs.)</li> <li>▪ Échecs ; les recommandations formulées n'ont pas été suivies</li> <li>▪ Potentialités : les rencontres créent des affinités renforcent la cohésion sociale</li> <li>▪ Obstacles : déficit de communication, absence de mécanisme de mise en œuvre et de suivi des recommandations</li> </ul> </li> </ul>

#### **4.7. Identification des actions envisageables pour une meilleure implication/participation des personnes vulnérables dans les processus d'identification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et précisément sur la gestion durable des terres et la reforestation au mali**

Objectif : recueillir les propositions d'actions des acteurs pour une meilleure implication des couches vulnérables dans l'identification, la définition, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et précisément sur la gestion durable des terres et la reforestation la gestion durable des terres et la reforestation dans notre pays.

Questionnements :

- 📁 Quels sont vos propositions d'actions ?
- 📁 Description de l'action, responsable, échéance

##### **4.7.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central**

Au niveau de l'AEDD, les chantiers sont l'élaboration de 2 outils :

- Un Guide de mise en œuvre du PDESC
- Un Outil d'impacts environnemental et de l'évaluation environnementale stratégique

##### **4.7.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local**

Les propositions d'actions formulées par les acteurs pour une plus grande implication des couches défavorisées dans l'élaboration, l'identification, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des activités d'adaptation au CC couvrent un large éventail allant des renforcements de capacités à la réalisation d'infrastructures en passant par l'amélioration de la gouvernance des ressources forestières. Le nombre d'actions proposées va de 1 à 13 mêmes

si des indications sur les échéances et les responsables n'ont pas été précisées dans la majorité des propositions.

Les tableaux fournissent plus de détails sur les propositions d'actions par commune

### Région de Koulikoro, Cercle de Dioïla

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies			
1.	Diédougou	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Faire le reboisement		chaque année
		2	Information / sensibilisation des populations sur les effets des changements climatiques-	Marie, STD,	Tout moment
		3	Initier des AGR/ de périmètres maraichers pour les femmes	Mairie, ONG	Chaque année
2.	Benkadi	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Révision du PDESC /plan annuel en prenant en compte les actions ci-dessous :		
		2	Le reboisement dans les villages	STD- mairie	chaque année
		3	Installation d'une pépinière villageoise	STD	Courant 2022.
		4	Formation des pépiniéristes en technique de production des plants en planche et pot	STD	Courant 2022.
		5	Information / sensibilisation des populations sur les effets des changements climatiques	STD- mairie	Activité continue
		6	Réalisation de périmètres maraichers	STD- mairie	Chaque année
3.	Binko	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Faire le reboisement	STD- mairie	Chaque année
		2	Initier des stratégies alternatives(AGR) pour les groupes vulnérables	Mairie, ONG	Chaque année
		3	Évaluer et actualiser la convention de gestion des ressources	Mairie-STD	
4.	Kaladougou	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Réaliser des retenues d'eaux	Mairie et OSC	Par an
		2	Lutter contre la coupe abusive du bois	ONG, Services technique, Mairie, OSC,	Tout moment
		3	Aménager des périmètres maraichers pour les femmes- -	ONG, Mairie	Par an
5.	Wakoro	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Appuyer les personnes vulnérables dans l'élaboration de leur plan d'action annuel-	personnes vulnérables	
		2	Actualiser le plan annuel de la mairie de façon participative en intégrant les actions du plan annuel des personnes vulnérables	le Maire	
		3	Élaborer le budget primitif de la commune de façon participative en prenant en compte des actions ciblant les personnes vulnérables	Mairie	
		4	Mettre en œuvre, suivre et évaluer les actions planifiées	Élus, populations	

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies			
6.	Zan Coulibaly	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Renforcer la formation des pépiniéristes en l'élargissant aux groupes vulnérable	Mairie	courant 2022
		2	Équiper les groupes vulnérables	Mairie	échelonné sur 3 ans.
		3	Aménager les périmètres maraîchers pour les groupes vulnérables		sur 3 ans
		4	Former les groupes vulnérables en technique de plaidoyer	Mairie	2022
		5	Instaurer des espaces de dialogue	Mairie- ONG - STD	chaque année

### Région de Koulikoro, Cercle de Kolokani

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies			
1.	Guihoyo	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Renforcement des capacités des personnes vulnérables pour une meilleure implication		
		2	Tenue régulière des espaces de dialogue et d'échange		
		3	Amener les autorités à mieux impliquer tous les acteurs		
		4	Signer une convention de participation et de partenariat entre les élus et acteurs vulnérables		
2.	Kolokani	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Meilleure organisation des acteurs de la société civile	Élus, ONG	
		2	Renforcer les acteurs par une série de formation	Élus, ONG, STD	
		3	Associer les acteurs à l'élaboration à l'exécution et au suivi des politiques publiques	Élus,	
3.	Massantola	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Amener les autorités communales à mieux impliquer les acteurs par la signature de convention de partenariat et/ou la mise œuvre des textes en termes de participation citoyenne.	ONG	
		2	Organiser et renforcer les capacités des acteurs vulnérables	ONG, élus	
4.	Sagabala	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Sensibiliser et informer les populations à temps pour une bonne implication	Élus	
		2	Formation des acteurs pour une participation active et constructive	Élus, ONG	
		3	Amener les élus à tenir régulièrement des espaces de redevabilité	OSC	

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies			
5.	Sébékoro I	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Instaurer un cadre formel et pérenne		
		2	Formation des personnes vulnérables sur leurs rôles et responsabilités	ONG, élus	
		3	Formation des personnes vulnérables sur le plaidoyer/lobbying	ONG, élus	
		4	Organiser des rencontres d'échange avec les acteurs d'autres lieux	ONG, élus	
6.	Tioribougou	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Projet un village, un bosquet pour la jeunesse	jeunesse	2022
		2	Aménagement d'un périmètre maraicher équipé d'un puits à grand-diamètre avec un système électrique pour les femmes	ONG, élus	2022
		3	Des semences améliorées pour les villages	ONG, STD	
		4	Organisation des acteurs pour une meilleure implication	ONG, élus	

#### Région de Sikasso, Cercle de Bougouni

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies			
1.	Sido	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Reboisement et protection de la forêt par la jeunesse	Élus, Populations	Continue
		2	Lutte contre les feux de brousse par la jeunesse et la mairie,	Populations	tout le temps
		3	Synergie entre la jeunesse et les ST et les chefs coutumiers pour la protection des terres et la gestion de la forêt ;	Élus, STD	
		4	Formation des pépiniéristes	STD, ONG	
		5	Création d'AGR pour les femmes	ONG, Élus	
		6	L'aménagement de jardins maraichers	ONG, Élus	
		7	Restauration, réhabilitation de la forêt	ONG, élus, STD	
2.	Bougouni	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Implication des couches vulnérables à travers les faitières à l'élaboration des politiques, programme dans le domaine de la gestion des terres ;	Le niveau central	
		2	Facilité l'accès des femmes à la terre ;	Autorités locales et villageoises	
		3	Subvention du gaz -domestique	État	
		4	Création des GIE forestiers	Populations	
		5	Une politique communale de gestion des terres et de plantation d'arbre pendant l'hivernage	Élus et autorités coutumières	
		6	Des actions de lutte contre l'érosion		
		7	Sensibilisation de la population		
		8	Plaidoyer auprès des autorités coutumières et le pouvoir central		

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies			
3.	Kéléya	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Vulgarisation du maraîchage pour les femmes	ONG,	
		2	Formation des femmes à la savonnerie et à la teinture	ONG, STD	
		3	Mise en place de pépinières pour les jeunes	ONG, Service des Eaux et Forêts	
		4	Sensibilisation de la population	ONG, STD	
		5	Formation des jeunes et appui en matériel pour l'apiculture et le maraîchage	ONG, STD	
		6	Appui à la reconversion des vendeurs de bois et charbon pour réduire la coupe du bois	ONG, STD	
		7	Accès des femmes au crédit, installation de micro finance	ONG,	
		8	Attribution de terres aux femmes	Autorités Villageoises, Élus	
		9	Construction de banques de céréales	Élus, STD	
		10	Reboisement	Populations, Élus	
		11	Formation des jeunes, femmes et personnes handicapées sur les techniques de gestion de la forêt	ONG, STD, Élus	
		12	Formation et appui des jeunes, des femmes et des personnes handicapées sur les AGR	ONG, STD, Élus	
13	Aménagement des périmètres maraichers dans tous les villages	ONG, Élus, STD			
4.	Kokélé	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Information, sensibilisation de la population	Élus, STD	
		2	Introduction de semences améliorées,	ONG, STD	
		3	Traitement biologique des arbustes	STD	
		4	Mise en place de brigades villageois de protection de la forêt	Élus, Populations	
		5	Aménagement de jardins maraichers	Élus, ONG	
		6	Sensibilisation sur les dangers/dégâts des feux de brousse	Élus, ONG, STD	
		7	Formation sur l'embouche ovine, la teinture, la transformation des produits locaux	Élus, ONG, STD	
		8	Assemblée générale dans tous les villages (préfecture, mairie, chefs de villages, femmes, jeunes, personnes handicapées)	Élus,	
9	Sensibilisation et implication de la femme dans les toutes les instances de prise de décision	Élus, Populations			
5.	Kola	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Reboisement annuel	Élus, Populations	
		2	Introduction de semences améliorées	STD, ONG	
		3	Mise en place de brigades villageoises de protection	Élus, Populations	
		4	Création d'AGR (saponification, pisciculture, apiculture, transformation des produits forestiers...)	Élus, ONG, STD	
5	Aménagement de jardins maraichers	Élus, ONG, STD			
6.	Koumantou	N°	Activités	Responsables	échéances
		1	Relecture des textes des eaux et forêts	État	
		2	Plaidoyer auprès des chefs de village pour mettre fin à la coupe abusive des arbres	Élus	
3	Plaidoyer auprès du service des eaux et forêts pour stopper la coupe abusive du bois	Élus			

## Région de Sikasso, Cercle de Yanfolila

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies															
1.	Baya	<table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>Activités</th> <th>Responsables</th> <th>échéances</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>S'informer sur ses droits avant de porter une action de plaidoyer pour plus d'implication dans tous les programmes de la commune</td> <td>Couches vulnérables Un des présidents</td> <td>Jusqu'à satisfaction</td> </tr> </tbody> </table>	N°	Activités	Responsables	échéances	1	S'informer sur ses droits avant de porter une action de plaidoyer pour plus d'implication dans tous les programmes de la commune	Couches vulnérables Un des présidents	Jusqu'à satisfaction							
N°	Activités	Responsables	échéances														
1	S'informer sur ses droits avant de porter une action de plaidoyer pour plus d'implication dans tous les programmes de la commune	Couches vulnérables Un des présidents	Jusqu'à satisfaction														
2.	Sankarani	<table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>Activités</th> <th>Responsables</th> <th>échéances</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>Tenir des réunions périodiques avec les élus ou mettre en place un cadre de concertation sur tous les projets/programme concernant la commune</td> <td>Élus, ONG</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	N°	Activités	Responsables	échéances	1	Tenir des réunions périodiques avec les élus ou mettre en place un cadre de concertation sur tous les projets/programme concernant la commune	Élus, ONG								
N°	Activités	Responsables	échéances														
1	Tenir des réunions périodiques avec les élus ou mettre en place un cadre de concertation sur tous les projets/programme concernant la commune	Élus, ONG															
3.	Séré moussa-Ani Samou	<table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>Activités</th> <th>Responsables</th> <th>échéances</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>Mise en place d'un comité d'information des couches vulnérables à la Mairie pour participer à toutes les actions de développement durable</td> <td>Élus, Organisation des personnes handicapées</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	N°	Activités	Responsables	échéances	1	Mise en place d'un comité d'information des couches vulnérables à la Mairie pour participer à toutes les actions de développement durable	Élus, Organisation des personnes handicapées								
N°	Activités	Responsables	échéances														
1	Mise en place d'un comité d'information des couches vulnérables à la Mairie pour participer à toutes les actions de développement durable	Élus, Organisation des personnes handicapées															
4.	Tangandougou	<table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>Activités</th> <th>Responsables</th> <th>échéances</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>Réaliser des cadres de concertation sur les effets du changement climatique</td> <td>Président de la jeunesse</td> <td>Courant mai 2022</td> </tr> </tbody> </table>	N°	Activités	Responsables	échéances	1	Réaliser des cadres de concertation sur les effets du changement climatique	Président de la jeunesse	Courant mai 2022							
N°	Activités	Responsables	échéances														
1	Réaliser des cadres de concertation sur les effets du changement climatique	Président de la jeunesse	Courant mai 2022														
5.	Wassoullou-Ballé	<table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>Activités</th> <th>Responsables</th> <th>échéances</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>Tenue des rencontres d'échanges sur les droits et devoirs de chaque citoyen</td> <td>Jeunesse</td> <td>Mai 2022</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Table ronde à la radio sur le thème et restitution après la rencontre</td> <td>Jeunesse</td> <td>Mai 2022</td> </tr> </tbody> </table>	N°	Activités	Responsables	échéances	1	Tenue des rencontres d'échanges sur les droits et devoirs de chaque citoyen	Jeunesse	Mai 2022	2	Table ronde à la radio sur le thème et restitution après la rencontre	Jeunesse	Mai 2022			
N°	Activités	Responsables	échéances														
1	Tenue des rencontres d'échanges sur les droits et devoirs de chaque citoyen	Jeunesse	Mai 2022														
2	Table ronde à la radio sur le thème et restitution après la rencontre	Jeunesse	Mai 2022														
6.	Yalakoro Soloba	<table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>Activités</th> <th>Responsables</th> <th>échéances</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>Tenue périodique de réunions d'échange sur la GRN</td> <td>Chefs de villages</td> <td>Courant 2022</td> </tr> </tbody> </table>	N°	Activités	Responsables	échéances	1	Tenue périodique de réunions d'échange sur la GRN	Chefs de villages	Courant 2022							
N°	Activités	Responsables	échéances														
1	Tenue périodique de réunions d'échange sur la GRN	Chefs de villages	Courant 2022														

### 4.8. Formulation de stratégie pour le renforcement du dialogue politique communal et intercommunal incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap

Objectif : répertorier les propositions de stratégie pour renforcer le dialogue politique à l'intérieur des communes et entre celles avec la participation des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap.

📁 description de la proposition de stratégie

📁 proposition d'outils méthodologiques

#### 4.8.1. Perceptions et avis des acteurs au niveau central

Les propositions de stratégies de l'agence se présentent de la manière suivante :

📁 Établir l'état des lieux

📁 Mise en place des espaces de dialogue dans les communes

📁 Opérationnalisation de tous les espaces de dialogue dans les communes

📁 Actualiser les initiatives de pérennisation

#### 4.8.2. Perceptions et avis des acteurs au niveau local

Les acteurs de 23 des 24 ont formulés des propositions pour renforcer le dialogue impliquant les jeunes, les femmes, les personnes avec un handicap à l'intérieur des communes et entre les communes. Ces propositions couvrent des aspects aussi variés tels que la création de cadres de concertation, l'accès des couches défavorisées aux moyens de production (terre, crédit...), les voyages d'échange, la diffusion des textes, la relecture des textes, communication pour le changement de comportement, la délimitation des forêts, etc. Les tableaux décrivent les propositions de stratégie et d'outils méthodologiques recueillies auprès des acteurs dans les communes.

##### Région de Koulikoro, Cercle de Dioïla

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Diédougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie                             <ul style="list-style-type: none"> <li>• organiser et tenir une rencontre de partage des plans d'action entre les différents intervenants en collaboration avec les structures d'appui (SDT et ONG)</li> <li>• Insérer au besoin les activités des intervenants dans le plan annuel de la mairie lors de sa révision.</li> <li>• Construire une dynamique partenariale autour de la mise en œuvre et le suivi / évaluation des actions.</li> <li>• Capitaliser et partager les expériences.</li> </ul> </li> </ul>
2.	Benkadi	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie : Réviser /élaborer le PDESC de façon inclusive en prenant en compte les actions sus mentionnées.                             <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réviser /élaborer le PDESC de façon inclusive en prenant en compte les actions sus mentionnées.</li> <li>▪ Faire en sorte que le budget de la commune respecte le plan annuel.</li> <li>▪ Mettre en œuvre, suivre, et évaluer les actions planifiées de façon Participative.</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques                             <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ le PDESC de la commune actualisé / élaboré.</li> <li>▪ le plan annuel de la mairie.</li> <li>▪ Le budget de la commune.</li> </ul> </li> </ul>
3.	Binko	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie                             <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser chaque année une journée de reboisement en collaboration avec les structures d'appui (SDT, ONG).</li> <li>▪ Accompagner les groupes vulnérables dans la conception et la mise en œuvre de micro-projets (AGR).</li> <li>▪ Soutenir les actions initiées par des émissions radio/ rencontres d'information et de sensibilisation sur le changement climatique</li> <li>▪ Organiser et accompagner l'évaluation et l'actualisation de la convention de gestion des ressources naturelles</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques                             <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les plans sectoriels des OSC/ groupes vulnérable</li> <li>▪ le plan annuel de la mairie.</li> </ul> </li> </ul>
4.	Kaladougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie                             <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser une rencontre d'identification des axes de synergie entre les différents intervenants</li> <li>▪ Réaliser les différentes propositions d'actions dans une dynamique partenariale</li> <li>▪ Capitaliser les expériences.</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques                             <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ plan d'actions sectorielles des couches vulnérables,</li> <li>▪ plan annuel de la mairie ;</li> <li>▪ rapport d'identification des axes de synergie entre intervenant.</li> </ul> </li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
5.	Wakoro	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser une rencontre d'évaluation de la mise en œuvre des actions planifiées en faveur des personnes vulnérables</li> <li>▪ Organiser et tenir une journée de restitution des résultats de cette évaluation en capitalisant les bonnes pratiques</li> <li>▪ Capitaliser les expériences de discrimination positive</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Plan d'action annuel des personnes vulnérables</li> <li>▪ Le plan annuel de la mairie</li> <li>▪ Budget primitif de la commune</li> <li>▪ Rapport d'évaluation de la mise en œuvre des actions planifiées</li> <li>▪ Rapport de la restitution des résultats de l'évaluation</li> </ul> </li> </ul>
6.	Zan Coulibaly	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>• organiser et tenir une rencontre de révision du plan annuel de la mairie en introduisant les propositions d'actions (avec la participation des différents intervenants (OSC, élus, ONG, SDT, groupes marginalisés).</li> <li>• Faire en sorte que le budget de la commune respecte le plan annuel.</li> <li>• Réaliser les actions ainsi planifiées de façon inclusive</li> <li>• Capitalise les expériences de discrimination positive.</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le PDESC de la commune en prenant en compte les besoins des personnes marginalisées.</li> <li>• Le budget primitif de la commune.</li> <li>• Le document de capitalisation</li> </ul> </li> </ul>

#### Région de Koulikoro, Cercle de Kolokani

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Guihoyo	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ concertation et partage d'information</li> <li>▪ circulation de l'information par la création d'une radio rurale</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ création installation d'une station radio à Guihoyo</li> <li>▪ construction d'un pont sur le Baoulé pour faciliter l'intercommunalité avec Kita</li> <li>▪ pour résister aux effets du Changement climatique : construction d'un barrage sur la mare « Bla » qui traverse Tioribougou, Guihoyo et Kati Draal avant de se jeter dans le Baoulé</li> </ul> </li> </ul>
2.	Kolokani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Opérationnaliser les cadres avec la mairie et les partenaires</li> <li>▪ Améliorer l'organisation des acteurs</li> <li>▪ Accès et circulation de l'information</li> <li>▪ Instauration de débats publics et de dialogues</li> <li>Partage d'expériences</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques : néant</li> </ul>
3.	Massantola	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mieux organiser les acteurs de la société civile (femmes, jeunes et personnes, en situation de handicap</li> <li>▪ Renforcer les acteurs</li> <li>▪ Restitution par les acteurs à la base</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• cadre de concertation inclusif, formel, périodique</li> </ul> </li> </ul>
4.	Sagabala	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Diffusion de l'information à temps</li> <li>▪ Instauration d'un cadre d'échange formel et régulier</li> <li>▪ Renforcement des capacités des acteurs de la société civile sur le dialogue politique</li> <li>▪ Financement dégressif des cadres de dialogue en accord avec les autorités locales</li> <li>▪ Journée citoyenne de manière inclusive</li> <li>▪ Participation volontaire</li> <li>▪ Organisation périodique d'émissions radios</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques : néant</li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
5.	Sébékoro I	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Amener les autorités à rendre disponible les informations</li> <li>▪ Organiser les acteurs de la société civile pour une meilleure participation</li> <li>▪ Amener les autorités communales à organiser régulièrement des cadres de concertation sur le changement climatique avec les couches vulnérables</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ l'Inclusivité</li> <li>▪ le volontariat</li> </ul> </li> </ul>
6.	Tioribougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bosquet villageois : installation des périmètres de pépinières dans les villages ;</li> <li>▪ Réhabilitation des puits pour booster le maraîchage</li> <li>▪ Renforcer la société civile pour mieux cerner les contours du dialogue politique</li> <li>▪ Améliorer l'approche de la mairie et des partenaires en incluant tous les villages et toutes les couches de la commune</li> </ul> </li> <li>❖ outils méthodologiques : néant</li> </ul>

#### Région de Sikasso, Cercle de Bougouni

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Sido	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ l'intercommunalité des communes (Dogo, Sido et Kéléya) pour la gestion durable des forêts ;</li> <li>▪ réunion en début d'hivernage avec les Chefs de village pour des conseils sur les litiges fonciers avec la participation des jeunes, femmes et personnes en situation de handicap.</li> <li>▪ Création d'un espace de dialogue et règlement des conflits sous la présidence du chef de village</li> <li>▪ Création de comité de gestion des forêts avec la participation de tous les villages environnants et des communes voisines</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réunions des 3 communes avec le service des Eaux et forêts, les mairies, les associations de femmes et de jeunes pour élaborer un plan de protection</li> <li>▪ Envoi des invitations avec les thèmes et l'objectif de la rencontre</li> <li>▪ Profiter de la bonne réputation et du respect des chefs de village, en les mettant au centre de la gestion des éventuels conflits</li> <li>▪ Organisation des exploitants pour la commercialisation de la production du centre de transformation</li> </ul> </li> </ul>
2.	Bougouni	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Élaboration de textes facilitant l'accès à la terre, aux AGR et le crédit au les couches vulnérables ;</li> <li>▪ Mise en place d'un fonds de garantie</li> <li>▪ Mise en réseau des groupes vulnérables pour la défense de leurs intérêts</li> <li>▪ Renforcement des capacités.</li> <li>▪ Mise en place d'un schéma de gestion sectoriel (agriculture, élevage, pêche)</li> <li>▪ Renforcement des COFO (Comité d'Organisation Foncière)</li> <li>▪ Communication pour le changement de comportement</li> <li>▪ Dissémination des textes et lois sur les droits des personnes vulnérables.</li> <li>▪ Délimitation des communes</li> <li>▪ Informer les populations sur les orientations, politique et stratégies sur le changement climatique et la prise en compte des mesures d'atténuation des effets <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Implication des couches vulnérables dans l'expression des besoins</li> <li>▪ Implication des structures techniques à l'encadrement des couches vulnérables</li> </ul> </li> <li>▪ Matérialisation du schéma de gestion sectoriel par piquetage ;</li> <li>▪ Mise en place des COFO dans chaque commune</li> <li>▪ Mise en place d'organe de surveillance de la forêt</li> <li>▪ Matérialisation des pistes pastorales</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques : néant</li> </ul>

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
3.	Kéléya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dialogue communal et intercommunal</li> <li>▪ Délimitation de la forêt</li> <li>▪ Définition des zones et pâturage et de culture</li> <li>▪ Implication des femmes dans la prise de décision</li> <li>▪ Implication des femmes dans la gestion du foncier</li> <li>▪ Organiser des cadres d'échanges entre les responsables et les populations-cibles</li> <li>▪ Création d'espaces de dialogue villageois, inter -villageois et communal réunissant les chasseurs, les chefs de villages, la mairie, les services techniques ainsi que les personnes vulnérables</li> <li>▪ Élaboration de charte/convention sur l'exploitation des ressources naturelles</li> <li>▪ Sensibiliser les propriétaires terriens sur les limites des champs, sur le plan d'urbanisation, et sur la politique de protection des végétaux</li> <li>▪ Matérialisation des zones de pâturage par des piquets</li> <li>▪ Plaidoyer pour une meilleure implication des femmes dans la prise de décisions</li> <li>▪ Campagne de sensibilisation pour dénoncer la discrimination faite aux femmes</li> <li>▪ Partage d'information avec les personnes défavorisées (femmes, jeunes, personne en situation de handicap)</li> <li>▪ Les espaces de dialogue seront présidés par les chefs de village et le suivi sera assuré par la mairie et les services techniques</li> </ul> </li> <li>❖ outils méthodologiques : néant</li> </ul>
4.	Kokélé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ création d'espaces d'échange sur les textes et lois régissant la communauté, l'environnement, le droit moderne et traditionnel ;</li> <li>▪ espace de dialogue intercommunal</li> <li>▪ délimitation des zones de pâturage et de passage des animaux par piquetage ;</li> <li>▪ création de fourrières villageoises,</li> <li>▪ implication des femmes et des jeunes dans la gestion des conflits.</li> <li>▪ Lutte contre la divagation des animaux</li> <li>▪ Mise en place d'un comité de sensibilisation pour la promotion du dialogue communal</li> </ul> </li> <li>❖ outils méthodologiques <ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication de toutes les couches sociales dans les échanges,</li> <li>• Synergie d'actions entre le pouvoir traditionnel et le pouvoir central</li> </ul> </li> </ul>
5.	Kola	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser des voyages d'échange</li> <li>▪ Visites d'échange entre les jeunes et les femmes des communes voisines</li> <li>▪ Mise en place d'espaces de dialogue (mairie, chefs de villages, femmes, jeunes, chefs traditionnels, religieux services techniques)</li> <li>▪ Formation des acteurs sur la gestion de la forêt</li> <li>▪ Espace de dialogue pour les femmes ;</li> </ul> </li> <li>❖ outils méthodologiques <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les espaces seront présidés par les chefs de villages et se réuniront à 3 fois par an</li> <li>▪ Les espaces permettront d'informer tout le monde sur les règles de gestion de la forêt.</li> </ul> </li> </ul>
6.	Koumantou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ organisation annuelle ou semestrielle sur les questions de l'environnement avec tous les villages de la commune et des communes voisines.</li> <li>▪ Mise en place d'une commission de suivi</li> <li>▪ Visite d'échange intercommunale</li> <li>▪ Sensibilisation formation de la population sur la cohabitation sociale.</li> <li>▪ Créer la synergie entre les associations de jeunes de la commune et celles des communes voisines <ul style="list-style-type: none"> <li>au niveau communal <ul style="list-style-type: none"> <li>○ rencontre en début d'hivernage thème : coupe du bois</li> <li>○ rencontre vers novembre, thème : feux précoces</li> </ul> </li> <li>au niveau intercommunal : rencontre annuelle</li> </ul> </li> <li>▪ faire des visites d'échanges entre les jeunes, les femmes dans d'autres communes</li> <li>▪ conduire des séances de sensibilisation sur la cohésion sociale</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques : néant</li> </ul>

Région de Sikasso, Cercle de Yanfolila

N° d'ordre	Communes	Réponses recueillies
1.	Baya	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie :               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Organiser des débats publics inclusifs pour interroger l'opinion locale avant toutes décisions engageant la commune</li> <li>▪ Fixer une date convenable à tout le monde</li> <li>▪ Diffusion de communiqué radiophonique pour les invitations</li> <li>▪ Faire représenter valablement toutes les couches et tous les villages</li> <li>▪ Mettre les femmes devant et les encourager à prendre la parole pour donner leurs points de vue.</li> </ul> </li> <li>❖ outils méthodologiques : néant</li> </ul>
2.	Sankarani	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie : Néant</li> <li>❖ Outils méthodologiques : Néant</li> </ul>
3.	Séré Moussa-Ani Samou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcer les capacités des jeunes, femmes et personnes vivant avec un handicap sur les droits et devoirs</li> <li>▪ Tenir des débats publics communaux et intercommunaux</li> <li>▪ Organiser des formations adaptées au niveau de chaque couche</li> <li>▪ Organiser des débats rotatifs sur l'actualité socio-politique économique et culturelle</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques : néant</li> </ul>
4.	Tangandougou	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Restitution publique de la gestion communale</li> <li>▪ Cadre de dialogue sur l'intercommunalité du bassin du Sankarani</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ communication, organisation, réalisation de la Journée et évaluation</li> <li>▪ création : délibération pour adhésion et adoption du texte</li> </ul> </li> </ul>
5.	Wassoullou-Ballé	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie : Néant</li> <li>❖ Outils méthodologiques : Néant</li> </ul>
6.	Yalakoro Soloba	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Proposition de stratégie               <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Négocier avec l'autorité communale pour instaurer un espace de dialogue (une EID) qui va réunir toutes les composantes de la société sans aucune exclusion</li> <li>▪ Une fois la proposition acceptée, un comité d'organisation sera mis en place en accord avec les parties prenantes</li> <li>▪ Réunion préparatoire entre la mairie et les représentants de villages pour choisir les thèmes à débattre</li> </ul> </li> <li>❖ Outils méthodologiques : néant</li> </ul>

## 5. ANALYSE DU POUVOIR

Dans cette section, nous allons nous placer, pour chaque paramètre d'analyse d'abord au niveau macro (niveau national, là où les décisions et les orientations sont prises) et ensuite au niveau micro, c'est à dire à la base, dans les communes, pour qui nous concerne. Cette démarche, nous a permis d'avoir plusieurs angles d'analyse. Quelques témoignages et analyses d'acteurs permettront de contextualiser le cadre d'analyse.

### 5.1. Limites du système

#### 5.1.1. Limites du système au niveau macro

Les traits caractéristiques du système sont les suivants :

- 📁 La lenteur dans la mise en œuvre des politiques, stratégies ainsi que la faiblesse ou le manque de suivi-évaluation;
- 📁 Acteurs à l'intérieur : Ministère de l'environnement et ses services déconcentrés et rattachés (AAEDD, SIFOR, DNACPN, DNEF, GEDEFOR, ..)
- 📁 Une des difficultés qui constitue un obstacle au changement est l'instabilité des ministres qui à défaut de casser les dynamiques en cours les ralentit énormément. Le chevauchement et les conflits de compétence entre les structures est un autre obstacle au changement. L'absence d'innovation et de créativité dans les approches et pratiques sont aussi des facteurs défavorables au changement.

#### 5.1.2. Limites du système au niveau au micro :

A la base le système se présente les traits suivants :

- 📁 Les acteurs qui interviennent dans le domaine du changement climatique ont une faible collaboration entre eux. Chacun poursuit ses objectifs. La collaboration se réduit le plus souvent au partage d'informations sur les activités. L'absence ou la faible synergie d'actions est un obstacle au changement. L'absence de mutualisation des moyens au niveau des collectivités est un facteur qui limite les capacités de ces collectivités dans leur marche vers le changement. A la base, les informations ainsi que les outils utiles, mêmes s'ils existent ne sont souvent pas disponibles au niveau des acteurs.
- 📁 Les acteurs à l'intérieur : service déconcentré des eaux et forêts, les mairies, les chefs traditionnels, les OCB, les exploitants de bois et de charbon, les OSC de jeunes, les agriculteurs, les éleveurs, les ONG et projets, chasseurs, le service déconcentré de l'agriculture...

### 5.2. Acteurs et réseaux

#### 5.2.1. Acteurs et réseaux au niveau macro

- ❖ Les acteurs clés : Ministère de l'environnement et ses services déconcentrés et rattachés (AAEDD, SIFOR, DNACPN, DNEF, GEDEFOR, ...), les collectivités territoriales (communes, cercles, régions), la société civile (ONG, OSC, SECO-ONG, RESO CLIMAT, REDEPE, CNOP, FOSC, CAFO, PACJA), les autorités traditionnelles.

#### Analyse d'un jeune leader :

La jeunesse est surtout utilisée par les différents pouvoirs que ce soit la commune, l'État, les autorités traditionnelles ou les religieuses parce qu'elle constitue la force de travail.

Chaque pouvoir essaie de nous associer aux prises de décisions parce qu'en plus de la force de travail dont nous disposons nous constituons un moyen de promotion politique de soutien et de maintien au pouvoir. De ce fait nous pouvons dire que c'est plutôt par crainte qu'ils nous consultent. Ils savent que nous pouvons faire basculer leur pouvoir et ou contrarier leur autorité.

Les femmes ont toujours joué un rôle de second plan dans la gestion du pouvoir politique et elle sont presque absente dans les instances de décision du pouvoir traditionnel et religieux.

Cependant, il y a une amélioration dans leur représentation avec la notion de quota et l'exigence de positionnement sur les liste de candidatures aux élections législatives et municipales. On note peu de femmes comme tête de liste.

Quant à nous, les handicapés, nous sommes souvent appelés à participer aux réunions et rencontres et le pouvoir en place fait ce qu'il peut pour nous.

- 📁 Les acteurs les plus actifs comprennent : AEDD, DNACPN, DNEF, les communes, la société civile, les populations, les autorités traditionnelles.
- 📁 Les cibles de Benkadi pourront être les communes et les OSC, les bénéficiaires seront les populations (personnes les plus vulnérables en particulier) tandis que les ONG, les projets et les STD sont des alliés potentiels. Les opposants pourront être les exploitants de bois et de charbon et dans une moindre mesure les autorités traditionnelles et religieuses.

### 5.2.2. Acteurs et réseaux au niveau micro

- 📁 Les acteurs clés sont : les communes, service des Eaux et forêts, les opérations et projets gouvernement, secteur pêche, le génie rural, les ONG, les OSC, les exploitants de bois et de charbon, les autorités traditionnelles (propriétaires terriens), les agriculteurs, les pêcheurs, les populations, les chasseurs, transhumants, les éleveurs, les éleveurs, les charpentiers
- 📁 Parmi les acteurs les plus actifs on trouve : le service des eaux et forêts, les mairies, les jeunes, les exploitants de bois et de charbon, les ONG et projets, les chefs traditionnels, les transhumants, les charpentiers et menuisiers
- 📁 La catégorisation serait la même qu'au niveau macro à la seule différence que les autorités traditionnelles et religieuses seront dans le groupe d'acteurs avec lesquels le programme doit chercher à construire des alliances.

## 5.3. Structures et normes

### 5.3.1. Structures et normes au niveau macro

- 📁 Identités : on peut retenir le fait que les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap sont plus exposées aux effets du changement climatique.
- 📁 Les croyances, normes qui peuvent être un obstacle au changement souhaité par Benkadi pourront être : la croyance à la supériorité de l'homme sur la femme, le poids de la religion, le devoir d'obéissance et de soumission des jeunes aux personnes âgées, les stéréotypes.
- 📁 Les Rôles des institutions, les leaders traditionnels et religieux : ils doivent être impliqués dans la mise en œuvre des activités du programme Benkadi. Ils pourront avoir un rôle de médiateur /facilitateur entre le projet et les populations
- 📁 Perception des groupes vulnérables : pour les responsables des organisations, l'inégalité ou l'exclusion est un « mal » qu'ils tentent de combattre tant bien que mal. Les groupes vulnérables ont du mal à l'externaliser, ils vivent avec le sentiment d'injustice en eux.
- 📁 Contribution des normes à l'objectif : Les normes comme le respect, la solidarité et l'entraide pourraient faciliter l'acceptation du projet par les bénéficiaires.

### 5.3.2. Structures et normes au niveau micro

- 📁 Les identités socioculturelles qui perpétuent le système comprennent : les griots, forgerons et autres hommes de caste. Les chefs traditionnels et les imams constituent des relais de la commune.
- 📁 Les chefs religieux et les chefs de villages appuient les autorités communales et mêmes les services techniques habituellement à informer et sensibiliser la population, ils peuvent jouer le même rôle pour faciliter l'adhésion aux objectifs du programme.
- 📁 Les chefs de village, les chefs religieux, les chasseurs et même le Sinangouya (cousinage à plaisanterie) sont des forces qui peuvent influencer l'adhésion des populations au projet Benkadi. A titre, ils pourront informer, sensibiliser la population lors des rencontres villageoises et autres événements publics
- 📁 Intériorisation des relations par les groupes vulnérables : Ils se sentent mis de côté, délaissé, marginalisé. Les acteurs clés et les groupes vulnérables comprennent simplement le non-respect du genre dans la mesure ou les personnes en situation de handicap sont d'avantage discriminées que les deux autres groupes ( femmes et jeunes).

- ☞ Les points d'entrées qui peuvent être utilisés sont des aspects comme le respect et la notoriété des chefs traditionnels, les communicateurs traditionnels et le cousinage à plaisanterie.

## 5.4. Politique et contestation

### 5.4.1. Politique et contestation au niveau macro

- ☞ Autorité officielle sur les questions de politique que Benkadi souhaite aborder (c'est-à-dire l'objectif dans sa TdC), est le Ministère de l'environnement qui se trouve au niveau national et à d'autres échelons à travers les services déconcentrés. Ainsi la DNACPN est au niveau national, la DRAPCN : niveau régional et le SACPN au niveau des cercles.



- ☞ Les Contestations interviennent lorsque certaines missions comme la gestion des déchets ne sont pas réalisées, des décisions prises ne sont pas acceptées (interdictions), les règles et procédures ne sont pas suivies, l'absence de réaction face à des dégâts causés sur l'environnement par certaines activités (orpaillage, coupe abusive du bois...à). Elles proviennent le plus souvent de la population mais aussi et surtout des groupes d'acteurs concernés par les mesures incriminées.

- ☞ Les stratégies de contestation les plus utilisées sont : 'activisme et es manifestations

### 5.4.2. Politique et contestation au niveau micro

- ☞ Les autorités sur les questions de gestion sont : les chefs traditionnels en premier lieu, ensuite les élus communaux. Ils sont au niveau communautaire et communal.

- ☞ Les contestations arrivent lorsque la population constate la multiplication des actes de destructions par des exploitants et autres utilisateurs des ressources naturelles, si elle pense que les autorités font preuve d'une certaine faiblesse ou de bienveillance à l'égard des contrevenants.

- ☞ La jeunesse pourrait continuer un contrepoids. malheureusement elle ne comprend pas tous les enjeux et surtout le lien environnement-pauvreté à l'échelle communautaire et voire communale. Elle est convoitée par toutes les parties. Par endroit, il existe cependant des leaders de la société civile qui ont une conscience assez développée des risques et dangers liés à la mauvaise gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles de manière générale et des ressources forestières en particulier. Ces leaders engagés pour la cause de l'environnement jouent le rôle de sentinelle et essaient de mobiliser leur communauté avec des moyens limités.

Elle est convoitée par toutes les parties. Par endroit, il existe cependant des leaders de la société civile qui ont une conscience assez développée des risques et dangers liés à la mauvaise gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles de manière générale et des ressources forestières en particulier. Ces leaders engagés pour la cause de l'environnement jouent le rôle de sentinelle et essaient de mobiliser leur communauté avec des moyens limités.

- ☞ De manière générale, les leaders des OSC, optent pour le plaidoyer, la négociation et l'introduction de requête pour soutenir leurs doléances plutôt que la confrontation. Ils profitent des espaces de concertation pour défendre leurs causes et interpeler au besoin. L'efficacité des actions est liée aux qualités de leurs leaders (charisme, capacité de proposition, disponibilité et engagement, cohérence, capacités oratoires...).

Il arrive aussi qu'ils utilisent des rencontres bilatérales avec les autorités pour traiter certains dossiers ou préoccupations

#### Analyse d'un responsable communal

« Le manque de moyen financier réduit beaucoup le champ d'actions de la Mairie. Celle-ci ne pourra pas exécuter toutes les actions prévues dans le PDESC même avec une aide extérieure.

L'absence de services techniques et la proximité avec Bougouni font que dans le subconscient collectif on pense que tout le pouvoir est concentré à Bougouni (préfecture, gendarmerie, gouvernorat...) D'autre part, le pouvoir central parle de transferts de compétence qui jusque-là n'est qu'un rêve : l'État détient tout le pouvoir.

Les chefs traditionnels détiennent toutes les terres. Ainsi pour les activités de reboisement, nous le faisons avec l'accord de ces propriétaires terriens.

Les jeunes, les femmes ont de très bonnes relations avec les pouvoirs traditionnels, les collectivités et l'administration, même si la situation est toute autre dans le droit religieux ou coutumier ».

## 5.5. Les leviers, points d'entrée pour le changement

### 5.5.1. Les leviers, points d'entrée pour le changement au niveau macro

Afin de permettre à Benkadi d'atteindre ses objectifs de changement politique, les efforts doivent être orientés au niveau national dans les directions suivantes :

☞ Construction de partenariat avec le ME et ses services / projets tels que 'AEDD, GEDEFOR ; DNACPN, DNEF ;

☞ L'intégration des espaces de concertation au niveau national

☞ L'établissement de convention de collaboration avec les acteurs non étatiques ayant des objectifs similaires afin d'avoir une coalition solide.

### **5.5.2. Les leviers, points d'entrée le changement au niveau micro**

Les points d'entrée, leviers de changement au niveau local pourront être :

☞ L'utilisation des instances de concertation au niveau des cercles (CROCSAD) et des communes (CCOCSAD) ;

☞ l'implication des autorités communales, traditionnelles et religieuses

☞ l'élaboration/révision des PDESC des communes

☞ l'élaboration de conventions locales de gestion des ressources naturelle

## 6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La présente étude intitulée « étude spécifique sur le genre et l'équité sociale dans le cadre de la gestion durable des terres et de reforestation dans les PDESC des collectivités de la zone d'intervention du programme au Mali » a été très riche en enseignement. L'objectif principal était de faire un état des lieux de la prise en compte des *aspects Genre et Inclusion/Équité sociale* dans le cadre de la Gestion Durable des Terres et de Reforestation dans les PDESC des Collectivités de la zone d'intervention du programme "Benkadi" au Mali.

Elle est bien arrivée à terme, malgré les écueils rencontrés. A l'heure du bilan, il nous semble alors important de tirer quelques conclusions et de proposer des recommandations pour les actions futures.

Au regard des informations collectées et présentées, nous pensons que l'objectif principal de l'étude est largement atteint. Quant aux objectifs spécifiques le niveau d'atteinte se présente ainsi :

- ☞ les politiques, stratégies, programmes Nationaux ayant pris en compte les intérêts des couches les plus vulnérables : les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation ; sont identifiées et analysées.
- ☞ la prise en compte de l'Environnement en général et en particulier les intérêts des couches les plus vulnérables : les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation dans les PDESC des Communes d'intervention du Programme « **Benkadi** » : l'état des lieux a été établi
- ☞ L'état des lieux sur les lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du Genre et des groupes vulnérables , a été établi
- ☞ les comportements, les bonnes pratiques et les expériences de discrimination positive en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans une dynamique d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (dégradation des terres et déforestation) au niveau national et au niveau des Communes d'intervention ; ont été identifiées et analysés.

☞ Les structures étatiques, les OSC et ONG ayant encouragé l'implication/ la participation des couches les plus vulnérables (femmes, jeunes et personnes vivant avec un handicap) dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation ; un répertoire a été établi.

☞ Les actions de plaidoyer et les espaces de dialogue entrepris par les acteurs de la société civile pour influencer les politiques et programmes liés aux Changements Climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap ; ont été Identifiés et évalués (SEPO)

☞ Des propositions d'actions de renforcement des capacités pour une meilleure implication /participation des personnes vulnérables dans les processus d'identification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et plus particulièrement sur la Gestion Durable des Terres et la Reforestation au Mali ; ont été formulées

☞ Une proposition de stratégie et des outils méthodologiques pour le renforcement du dialogue politique Communal et intercommunal incluant les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap en lien avec les résultats de l'étude ; ont été récoltées

☞ les informations générées ont fait 'objet d'une validation au niveau de chaque Commune;

☞ les résultats de tout le processus (échelles locales, régionales et nationales) seront validés lors d'un atelier national, es jours à venir.

Comme on peut le constater, la production du présent rapport (version finale) constitue la dernière étape pour clôturer les activités.

De ce qui précède, nous dégageons quelques recommandations qui , si elles sont mises en œuvre, pourront permettre au projet Benkadi d'exécuter ses activités dans de meilleures conditions tout en augmentant ses chances de succès. A cet effet, le staff du projet doit accorder une attention particulière aux points qui suivent.

#### **Perception ou lutte de positionnement ?**

**1. Service de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille :**

*« Nous sommes spécialistes des questions de genre, nous fournissons les données techniques. Mais à l'élaboration du PDESC, les collectivités nous écartent. C'est pourquoi, elles ont du mal à intégrer et prendre en compte dans leur document de planification et de budgétisation ».*

**2. Service de développement social :**

*« Lors de l'élaboration du PDESC les collectivités consultent le service. Après le service est complètement ignoré dans le reste du processus. Le service estime être les seules personnes à comprendre les besoins des personnes vulnérables ».*

**3. Service des eaux et forêts :**

*« Toutes les questions de l'environnement relèvent de nous. Les collectivités prennent l'avis durant le processus d'élaboration. Elles ne donnent pas de copie du document finalisé. En fait nous ne sommes pas présents en réalité dans le processus d'élaboration ni dans le suivi de la mise en œuvre Les consultants utilisés par les collectivités ne sont pas experts des questions d'environnement ».*

**1. L'exploitation des résultats du présent rapport :** nous suggérons, à partir des résultats des actions suivantes :

- 📁 Analyser la faisabilité des propositions formulées par les acteurs pour avoir un vivier d'actions dans lequel le projet peut puiser
- 📁 Organiser des séances de restitution dans les communes pour valoriser les informations en leur donnant un caractère plus officiel après leur validation « officielle ».
- 📁 les données validées seront les valeurs de départ de chaque commune d'intervention. En reprenant l'exercice de collecte une année après, le projet pourrait facilement mesurer le niveau d'avancement de chaque commune. Le projet pourrait, au besoin, mettre en place un système d'appui technique pour la faciliter la réalisation de cette activité. Il est possible. Le rapport annuel pourrait être l'occasion d'agréger les données provenant des communes.
- 📁 Partager les données validées avec les autres communes lors des CROCSAD au niveau de cercles.

**2. Implication des parties prenantes :** cela peut paraître provocateur de demander cela à un projet qui lutte contre l'exclusion de faire de l'inclusion. Loin de nous une quelconque idée de créer de la polémique ou de provoquer. Nous voulons simplement dire qu'il est difficile d'être crédible en faisant ou en chercher à faire la promotion d'une valeur ou d'un principe sans internaliser la valeur ou le principe soit même. Le projet apporterait une valeur ajoutée supplémentaire introduisant des méthodes et outils permettant d'assurer une participation active des couches défavorisées dans les activités du projet. Pour cela nous proposons :

- 📁 L'organisation des séances de renforcement des capacités des groupes vulnérables dans la négociation et le plaidoyer
- 📁 L'introduction de focus groupes spécifiques pour les personnes vulnérables dans les processus de diagnostics et concertations pour la prise en compte de leurs préoccupations dans le processus de planification et de budgétisation. Des outils et des démarches pourront être développées et mise à la disposition des acteurs locaux pour renforcer les outils existants.

**3. Renforcement des dynamiques locales :** à ce niveau il s'agira pour le projet de chercher à construire, à partir de l'existant pour une pérennisation des actions. Dans le même ordre d'idée, nous demandons au projet de privilégier l'utilisation des compétences locales dans la mise en œuvre des activités. Enfin nous demandons au staff du projet de rester toujours à l'écoute de la base dans la mise en œuvre des activités.

## Annexes

TDR  
Calendrier  
Liste de présence  
Guide d'entretien  
Guide d'analyse du pouvoir  
Bibliographie  
Galerie de photos



## **TERMES DE REFERENCE**

**ETUDE SPECIFIQUE SUR LE GENRE ET L'EQUITE SOCIALE DANS LE CADRE DE LA GESTION DURABLE DES TERRES ET DE REFORESTATION DANS LES PDESC DES COLLECTIVITES DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PROGRAMME AU MALI.**

Août, 2021

## 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En 2019, le gouvernement Néerlandais a lancé pour la période **2021-2025**, un nouveau cycle de programme appelé **«Partenariats pour le Pouvoir des Voix/Power of voices»**, auquel sont éligibles les organisations de la société civile des pays prioritaires de sa coopération.

Pour y postuler, la mise en œuvre de réseau et de coopération d'organisations aux niveaux local, national, régional et international ont été nécessaire et encouragées. C'est ainsi que quatre (4) plateformes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et une ONG Néerlandaise, "Woord En Daad", qui signifie "Parole et Action" se sont associées en Consortium et ont soumis une idée de programme dénommé "**Benkadi**" avec pour objectif d'améliorer l'efficacité des politiques publiques sur les **Changements Climatiques** (CC) dans ces Pays à travers la contribution de la société civile.

Ces quatre (4) plateformes sont représentées au Mali par le Secrétariat de Concertation des ONG nationales du Mali (SECO-ONG), au Burkina Faso par le secrétariat permanent des ONG (SPONG), au Bénin par la Plate-forme des Acteurs de la Société Civile (PASCiB) et en Côte d'Ivoire par la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI).

Ainsi, "**Benkadi**" qui signifie en langue bambara **« travailler ensemble dans la même direction »** est une réponse à l'appel à projet du gouvernement Néerlandais dans le cadre du **« Partenariat pour le Pouvoir des Voix »** qui vise à soutenir l'avènement d'une société civile forte défendant les besoins et les droits des citoyens et contribuant à améliorer le contrat social entre le gouvernement et les citoyens et à créer une société durable et inclusive.

L'ambition du Consortium "**Benkadi**" est d'améliorer la participation citoyenne, différente dans chacun des pays membres, en participant à créer une société civile forte et dynamique, travaillant en synergie pour influencer les politiques publiques du **changement climatique** à la lumière de l'objectif de développement durable (ODD) **13** et des ODD connexes tant au niveau des Pays que de la sous-région ouest africaine.

Le projet durera cinq (5) ans (2021-2025) et prendra en compte l'amélioration de l'espace civique dans le pays en matière de dialogue avec les pouvoirs publics. Son objectif stratégique est d'améliorer la résilience des groupes vulnérables aux conséquences des changements climatiques, spécialement les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap.

Bien que les contextes diffèrent, ces quatre (4) pays sont tous confrontés à un défi majeur, celui du **changement climatique**, qui les affecte tous pendant que la riposte à ses effets néfastes fait face à une participation citoyenne limitée et peu efficace en général, et surtout pour les citoyens les plus touchés et vulnérables comme les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap en particulier. Cette vulnérabilité aux **changements climatiques** découle : (i) de la forte dépendance de ces pays aux activités économiques sensibles au climat telles que l'agriculture pluviale, l'élevage, la pêche et la foresterie ; (ii) de la faible capacité de ses systèmes sociaux et écologiques à faire face aux extrêmes climatiques ; et (iii) des contraintes existantes sur les services éco systémiques en raison de processus tels que la **déforestation**.

Pour ce qui concerne le Mali, il doit faire sans cesse face à des défis environnementaux compromettant ses efforts de développement. La dégradation des terres, la perte de la biodiversité et l'orpaillage constituent des défis majeurs qui limitent profondément les capacités de résilience des agroécosystèmes en particulier face aux changements climatiques. Cette dégradation touche directement au vécu des populations et les rendent davantage vulnérables aux changements climatiques.

Dans notre pays, le processus de la Décentralisation confère aux Collectivités des missions spécifiques dans la Gestion des Ressources Naturelles (GRN) qui sont difficilement assumées

pour insuffisances de ressources et de compétences. Les nombreuses initiatives visant une meilleure prise en compte de l'Environnement et des changements climatiques dans les politiques publiques, surtout au niveau local (PDESC), demeurent très limitées en termes de couverture géographique et de démarches participatives impliquant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap.

Il est donc urgent de combiner les approches spécifiques du climat avec la résolution des problèmes fondamentaux de **Gouvernance** qui affligent la région comme la faiblesse dans les processus de planification, de mise en œuvre des politiques publiques et de suivi - évaluation, où la participation des citoyens demeurent faible, entravant ainsi les efforts de préparation à l'atténuation des effets du climat ou à s'y adapter malgré son caractère hautement imprévisible durant les prochaines décennies (Penney in Quartz Africa, 2019).

Les OSC, les médias et les acteurs du secteur privé sont aussi actifs, en essayant également d'y défendre leurs intérêts et ceux des communautés. Les OSC essaient de tenir l'État responsable de ses engagements dans des alliances parfois avec le secteur privé, mais n'ont pas toujours les capacités nécessaires pour y parvenir. Pendant ce temps, le secteur privé (qui comprend les industries de production et de transformation, les mines et les services ainsi que les orpailleurs pour le cas spécifique du Burkina Faso et du Mali) n'a pas toujours des intérêts convergeant avec le plaidoyer de la société civile. Dans ce domaine, les communautés qui sont les cibles des politiques publiques se présentent très souvent comme des bénéficiaires passifs des services de l'État, mais dans d'autres cas comme des acteurs qui résistent ou soutiennent le changement.

Or, le contexte climatique décrit plus haut, nécessite une réponse concertée des acteurs étatiques et non étatiques, des OSC et des citoyens, ce qui implique à la fois une société civile forte et un espace civique suffisamment ouvert pour que les OSC et les citoyens engagent activement les décideurs à différents niveaux à garantir une bonne mise en œuvre des politiques (**ODD 17**).

Les plateformes d'ONG des quatre (4) pays constatent que ces politiques sont insuffisamment mises en œuvre et n'atteignent pas le niveau local, d'où la faible implication des autres acteurs, comme les OSC et le secteur privé, dans le processus de prise de décision, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des engagements pris par les États dans ce secteur.

Pour faire face à ces défis, le programme "**Benkadi**" voudrait identifier des leviers sur lesquels il pourrait bâtir des actions de plaidoyer en faveur de la *prise en compte* des groupes vulnérables à travers une étude spécifique sur le *Genre et l'Équité sociale dans le cadre de la Gestion Durable des Terres (GDT) et de Reforestation dans les PDESC au Mali*.

Cette étude devrait permettre de disposer d'une *situation de référence* sur le niveau de prise en compte des aspects *Genre* et *Inclusion sociale* au plan national et plus particulièrement dans les Collectivités des zones d'intervention du projet, de faire ressortir les *Relations de Pouvoir* qui limitent et/ou facilitent la prise en compte des personnes vulnérables et d'organiser par la suite des dialogues politiques intercommunaux sur les résultats de l'étude.

Les résultats de cette activité devraient être vérifiés à la fin du projet par **les indicateurs** suivants :

- Nombre d'OSC ayant amélioré leurs capacités de lobbying et de plaidoyer sur le thème du Changement Climatique, y compris la représentation des groupes vulnérables ;
- Nombre de plaidoyers ou d'interpellations réussis par des OSC représentant des groupes vulnérables aux Changements Climatiques pour créer un espace, influencer l'agenda et le débat politiques liés aux Changements Climatiques ;

- Nombre d'organisations de base représentant les groupes vulnérables aux Changements Climatiques qui informent les politiques locales et nationales en connaissances sur les Changements Climatiques et assurent le suivi de ces politiques ;
- Nombre de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés afin d'atténuer les effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables.

Les présents termes de référence définissent les **objectifs, attentes** et **modalités pratiques** d'exécution de l'étude auxquels le Consultant recruté se référera pour sa réalisation.

## 2. OBJECTIFS

L'objectif général de l'étude est de faire un **état des lieux** de la prise en compte des **aspects Genre et Inclusion/Équité sociale** dans le cadre de la Gestion Durable des Terres et de Reforestation dans les PDESC des Collectivités de la zone d'intervention du programme "**Benkadi**" et au Mali.

## 3. OBJECTIFS SPECIFIQUES DE L'ETUDE

De façon spécifique, il s'agit de :

- ☞ Identifier et analyser les politiques, stratégies, programmes Nationaux ayant pris en compte les intérêts des couches les plus vulnérables : les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation ;
- ☞ Analyser dans les PDESC des Communes d'intervention du Programme "**Benkadi**" la prise en compte de l'Environnement en général et en particulier les intérêts des couches les plus vulnérables : les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation ;
- ☞ Faire une analyse de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du Genre et des groupes vulnérables ;
- ☞ Identifier et analyser les comportements, les bonnes pratiques et les expériences de discrimination positive en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans une dynamique d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (dégradation des terres et déforestation) au niveau national et au niveau des Communes d'intervention ;
- ☞ Faire un répertoire des structures étatiques, des OSC et ONG ayant encouragé l'implication/ la participation des couches les plus vulnérables (femmes, jeunes et personnes vivant avec un handicap) dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation ;
- ☞ Identifier et analyser les forces et faiblesses des actions de plaidoyer et d'espaces de dialogue entrepris par les acteurs de la société civile pour influencer les politiques et programmes liés aux Changements Climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap ;

- ☑ Proposer des actions de renforcement des capacités pour une meilleure implication /participation des personnes vulnérables dans les processus d'identification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et plus particulièrement sur la Gestion Durable des Terres et la Reforestation au Mali ;
- ☑ Proposer une stratégie et des outils méthodologiques pour le renforcement du dialogue politique Communal et intercommunal incluant les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap en lien avec les résultats de l'étude ;
- ☑ Valider au niveau de chaque Commune, les informations générées ;
- ☑ Valider les résultats de tout le processus (échelles locales, régionales et nationales) lors d'un atelier national.

#### 4. RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE

- ☑ Les politiques, stratégies, programmes Nationaux et les PDESC des Communes d'intervention ayant pris en compte les intérêts des couches les plus vulnérables (les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap) dans un contexte de Changements Climatiques et plus précisément en matière de gestion durable des terres et de reforestation, sont identifiés et analysés ;
- ☑ Les lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables sont répertoriés et analysés ;
- ☑ Les comportements, les bonnes pratiques et des expériences de discrimination positive en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans une dynamique d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (dégradation des terres) au niveau national et au niveau des Communes d'intervention sont identifiés et analysés ;
- ☑ Le répertoire des structures étatiques, des OSC et ONG ayant encouragé l'implication/la participation des couches les plus vulnérables (femmes, jeunes et personnes vivant avec un handicap) dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des politiques et programmes est disponible ;
- ☑ Les forces et faiblesses des actions de plaidoyer et d'espaces de dialogue entrepris par les acteurs de la société civile pour influencer les politiques et programmes liés aux Changements Climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap sont identifiés et analysés ;
- ☑ Un plan d'actions de renforcement des capacités pour une meilleure implication/participation des personnes vulnérables dans les processus d'identification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et précisément sur la Gestion Durable des Terres et la Reforestation au Mali est élaboré ;
- ☑ Une stratégie est proposée avec des outils méthodologiques pour le renforcement du dialogue politique Communal et intercommunal incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap en lien avec les résultats de l'étude ;
- ☑ les informations générées sont validées au niveau de chacune des Communes d'intervention ;
- ☑ les résultats de tout le processus (échelles locales, régionales et nationales) sont validés lors d'un atelier national.

## 5. MÉTHODOLOGIE ET AGENDA DE L'ETUDE

L'étude se fera à travers un processus participatif qui permettra la participation des hommes, des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés et/ou vulnérables, en prenant en compte l'équité du genre et les différences culturelles. Toutes les données collectées devront être désagrégées par genre.

### 5.1. Méthodologie :

Elle sera articulée autour des phases suivantes :

- l'entretien de cadrage avec le staff technique du programme **Benkadi** du **SECO-ONG**/Mali pour une compréhension commune des termes de référence de l'étude ;
- la recherche documentaire en lien avec la question de l'étude ;
- la collecte des données sur le terrain à travers les entretiens, structurés ou semi-structurés, les focus groupes, toutes autres méthodes de recherche-Action participative et inclusive, .....

### 5.2. Durée et Agenda de l'étude :

Les activités de l'étude seront réalisées sur une durée de quarante-cinq (45) jours, selon les phases et l'agenda Ci-dessous :

PHASES	ACTIVITES	PERIODES	RESPONSABLES
1	Publication des TDR de l'étude	18 Août 2021	SECO – ONG
2	Soumission des offres techniques et financières des Consultants	25 Août 2021	Consultants
3	Dépouillement et Sélection du Consultant	26 Août 2021	SECO – ONG
4	Session de cadrage de la mission d'étude (compréhension des TDR de l'étude, revue documentaire) avec le Consultant	27 Août 2021	SECO – ONG
5	Signature du contrat entre le SECO - ONG et le Consultant	27 Août 2021	SECO - ONG/Consultant
6	Démarrage de l'étude	28 Août 2021	Consultant
7	Soumission du Projet de Rapport de l'étude au SECO-ONG	24 Septembre 2021	Consultant
8	Atelier de validation du Rapport de l'étude	27 Septembre 2021	SECO – ONG
9	Transmission du Rapport final à la Coordination régionale de " <b>Benkadi</b> ".	30 Septembre 2021	SECO – ONG

### 5.3. Livrable (s) de l'étude :

Quatre (04) livrables sont attendus :

- ✓ Un rapport de démarrage, après la session de cadrage, faisant ressortir les outils de collecte d'information, le programme de travail et la version finale de la méthodologie retenue servant de base de travail ;
- ✓ un 1<sup>er</sup> rapport provisoire (3 copies) qui sera soumis au programme **Benkadi** pour observations ;
- ✓ un rapport de validation après une présentation de l'étude au niveau national ;
- ✓ un rapport définitif (3 copies) incluant les recommandations formulées sur le rapport provisoire devra être fourni par les Consultants dans un délai maximum de cinq (5) jours après la notification des observations.

Les rapports seront rédigés en français et présentés en trois (3) exemplaires sur papier A4 et un exemplaire sur support informatique/électronique (clé USB en format World et PDF).

## 6. PROFIL DU CONSULTANT

### 6.1 Expérience :

Le Consultant devra :

- Justifier d'une expérience professionnelle avérée d'au moins huit (8) ans dans le domaine de la consultance et dans la recherche scientifique ;
- Avoir de solides expériences en matière d'analyse genre dans la conduite des études de base dans le domaine des Changements Climatiques et plus particulièrement en foresterie, dans la lutte contre la désertification et la gestion durable des terres ;
- Avoir une équipe pluridisciplinaire qui a une solide expérience dans la conduite des études de base dans le domaine de la foresterie, de la lutte contre la désertification, les Changements Climatiques et de la gestion durable des terres ;
- Le Chef de mission, leader de l'équipe pluridisciplinaire doit avoir un diplôme de niveau minimum BAC+5 en foresterie, agroforesterie, environnement, économie forestière, sociologie, en gestion ou tout autre diplôme équivalent ;
- Posséder une solide connaissance du processus de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) du Mali et de la stratégie de la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts et des terres (REDD+) ;
- Posséder une solide connaissance dans le domaine de décentralisation et/ou de l'accompagnement des Collectivités Territoriales ;
- Avoir de solides expériences en analyse qualitative (collecte, traitement et analyse des données) ;
- Avoir une expérience sur les outils d'Analyses des Pouvoirs sera un avantage ;

- Avoir une connaissance des zones d'intervention du programme **BENKADI** est un atout ;
- Avoir d'Excellentes capacités d'écoute, de communication et de rédaction avec un bon esprit de synthèse, et de solides expériences dans la restitution d'études de base.μ

## 6.2 Pièces à fournir :

Le dossier de candidature doit être composé :

- D'une **offre technique** comportant :
  - ✓ Une lettre de soumission justifiant la qualité et les pouvoirs du signataire de la soumission ;
  - ✓ Les CV actualisés des membres de l'équipe (5 pages maxi), mettant un accent particulier sur les expériences pertinentes et similaires, et les références du Consultant ;
  - ✓ Une note descriptive de l'approche méthodologique proposée par le Chef de mission pour la réalisation de la prestation (3 pages maxi) ;
  - ✓ Un Chronogramme/Calendrier détaillé de réalisation de la mission d'étude ;
  - ✓ les attestations de services ou preuves de Consultations pertinentes ;
  - ✓ le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) ;
  - ✓ le Quitus Fiscal en cours de validité ;
  - ✓ La copie certifiée du registre de commerce.
- et d'une **offre financière** composée :
  - ✓ de la lettre d'engagement (soumission) du Consultant à réaliser la mission conformément à la proposition technique et faisant apparaître le montant total de l'offre en F.CFA ;
  - ✓ du détail de l'ensemble des prix formant le montant total de l'offre en F.CFA (le Cadre du Bordereau des Prix Unitaires et le Cadre du Devis Estimatif de la mission).

## VII. CRITERES DE SELECTION DU CONSULTANT

### 7.1. Evaluation technique :

Le Consultant sera sélectionné sur la base du rapport qualité/coût. Une procédure en deux (2) étapes sera adoptée pour l'évaluation des propositions.

L'évaluation technique sera menée en premier, suivie de l'évaluation financière. Les prestataires seront classés au moyen d'un système de **notation technique/financière combinée**, selon les **critères** et **sous critères** d'évaluation des offres techniques indiqués ci-après.

- (a) Le nombre de points attribué pour chaque **critère** et **sous critère** d'évaluation est le suivant : (valeurs indicatives).

N°	Critères / Sous – critères	Nombre de points
<b>I Expériences de la structure de consultation Pertinentes pour la mission/-Soumissionnaire :</b>		<b>10</b>
	a) Expérience <b>attestée</b> du Consultant dans l'exécution de prestations de nature comparable : au moins trois (03) prestations avec un <u>résultat satisfaisant au cours des cinq (5) dernières années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020</u> (2 <b>points</b> par prestation ou mission analogue);	8
	b) Expérience du Consultant au niveau de la région.	2
<b>II Conformité du Plan de travail et de la Méthode proposée aux termes de Référence :</b>		<b>40</b>
<b>Compréhension :</b>		<b>10</b>
	a) Compréhension de la Mission et des Résultats attendus ;	5
	b) Observations pertinentes du Consultant sur les TDR que l'Autorité Contractante devait prendre en compte.	5
<b>Méthodologie :</b>		<b>30</b>
	a) Clarté et Conformité du Plan de travail et de la Méthode proposés aux Termes de référence ;	15
	b) Contenu de l'offre de service (Pertinence des Outils proposés).	15
<b>III Qualifications et Compétences du Consultant pour la mission :</b>		<b>50</b>
	a) Expériences d'ordre général du personnel (2 points par expérience) :	10
	b) Expériences similaires (10 points par expérience)	30
	c) Expérience locale (5 points) et Connaissance de la langue (5 points) :	10
<b>TOTAL DES POINTS :</b>		<b>100</b>

(b) La note technique minimale requise est de **70** sur **100** points.

A l'issue de l'évaluation technique, seuls les Consultants – Soumissionnaires – dont la note technique minimale sera supérieure ou égale à **70/100** verront leurs offres financières analysées.

### 7.2. Evaluation financière :

Avec une sélection fondée sur le rapport **qualité/coût**, la proposition financière **la moins-disante (Fm)** recevra un score financier (**Sf**) de **100 points**.

Les scores financiers (**Sf**) des autres Propositions financières (Consultants – Soumissionnaires) seront calculés selon la formule suivante :

**Sf = 100 x Fm/F** (Sf étant le Score financier, Fm la proposition la moins disante, F étant le prix de la proposition financière observée/considérée pour chacun des Consultants).

### 7.3. Evaluation Combinée/Cumulée des notations technique et financière :

Au terme des deux (2) évaluations techniques et financière, les poids respectifs attribués aux Propositions technique (T) et financière (F) sont :

- ✓ Proposition technique : **T = 0,80**, et ;
- ✓ Proposition financière : **F = 0,20**.

Ainsi, après avoir combinés les scores techniques (**St**) et financiers (**Sf**), et introduit les pondérations indiquées, ci-dessus, les propositions sont classées conformément à la formule suivante :

$$\text{Score global (S)} = (\text{St} \times 0,80) + (\text{Sf} \times 0,20).$$

Le Consultant ayant obtenu la note technique et financière combinée la plus élevée (**mieux disant**) sera retenu et invité à des négociations.

## **VIII. BUDGET**

Cette étude sera financée sur le budget de l'Unité de Coordination-pays du programme "**Benkadi**" au Mali.

## **IX. MODE ET DATE DE SOUMISSION DES OFFRES**

Les **dossiers physiques** des offres techniques et financières doivent être déposés à l'adresse ci-dessous par porteur, **au plus tard, le 16 Août 2021 à 16 h 00 précises**.

**Secrétariat de Concertation des Organisations Non Gouvernementales Maliennes (SECO-ONG), Hamdallaye ACI 2000 – Rue 427 - Porte n° 200.**

**Tél.: (223) 20 29 30 41 – BP : 3264**

**ANNEXE** : Zones d'intervention du Programme de "**Benkadi**" au Mali.

REGIONS	ZONE D'INTERVENTION	
	CERCLES	COMMUNES
Bamako	District de Bamako	District de Bamako
Koulikoro	Cercle de Kolokani	Sagabala
		Guihoyo
		Sébékoro I
		Kolokani
		Massantola
	Cercle de Dioïla	Tioribougou
		Zan Coulibaly
		Kaladougou
		Binko
		Wakoro
Sikasso	Cercle de Yanfolila	Bélèko
		Benkadi
		Tangandougou
		Baya
		Sankarani
	Cercle de Bougouni	Wassoullou-Ballé
		Sérémooussa-Ani Samou
		Yalakoro Soloba
		Sido
		Kéléya
		Kokélé
Niveau National	National	Bougouni
		Kola
		Koumantou

### **Calendrier d'intervention de la mission**

<b>N°</b>	<b>Activités</b>	<b>Durées (nombre de jours)</b>	<b>Périodes</b>	<b>Observations</b>
1.	Réunion de cadrage	1	27 aout	Chef de mission
2.	Revue documentaire (chef de mission)	2	28 et 29 Août	Chef de mission
3.	Atelier méthodologique (Chef de mission et 3 experts)	2	30 et 31 Août	Chef de mission & experts
4.	Élaboration rapport de démarrage (chef de mission)	3	1 <sup>er</sup> au 3 Septembre	Chef de mission
5.	Collecte des données sur le terrain : chef de mission	4	4 au 7 Septembre	Chef de mission
6.	Collecte de données sur le terrain (1,5 Jours/ commune)	18	6 au 14 Septembre	Experts
7.	Contrôle de qualité supervision	8	6 au 14 Septembre	Chef de mission
8.	Analyse et traitement préliminaire des données (chef de mission)	4	15 au 18 septembre	Chef de mission
9.	Élaboration du rapport provisoire (chef de mission)	2	19 et 20 septembre	Chef de mission
10.	Participation élaboration du rapport provisoire (3 experts) : 2 jours/personne	2	19 et 20 septembre	Experts
11.	Soumission rapport provisoire de l'étude	PM	21 septembre	Chef de mission
12.	Atelier national de validation	2	25 septembre	Équipe de l'étude SECO-ONG et partenaires
13.	Élaboration rapport final (chef de mission)	3	26 au 28 septembre	Chef de mission
14.	Dépôt du rapport final	PM	29 septembre	Chef de mission

## Liste des personnes rencontrées

### Liste des participants

Localité: Commune de Diédougou Date : 06/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Alou Coulibaly	Conseil de village Bèlèko	Chef de village
2	Bakary Traoré	Conseil de village Bèlèko	conseiller
3	Abdoulaye Fofana	Conseil de village Bèlèko	conseiller
4	Maliki Fofana	Société civile	Marabout
5	Malou Coulibaly	Société civile	Commerçante
6	Bintou Traoré	Société civile	Commerçante
7	Waliloulaye Traoré	Personnes/handicap	représentant
8	Makan Koné	Société civile	Commerçant
9	Bakary Diarra	Société civile	Commerçant
10	Zoumana Traoré	Fédération des agriculteurs	Membre
11	Sitan Diabaté	Société civile	Ménagère
12	Alimata Traoré	Société civile	Commerçante
13	Yacouba Dao	Association/Jeune	Membre
14	Diakaridia Dembélé	Mairie/Diédougou	Maire
15	Drissa Coulibaly	Association/Jeune	Membre

Localité: Commune de Benkadi

Date :07/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Souleymane Fomba	Mairie	2ème Adjoint
2	Mamoutou Coulibaly	Mairie	Conseiller communal
3	Mariam Diabaté	Mairie	Conseillère communale
4	Mamou Fomba	Mairie	Conseillère communale
5	Abraham Dembélé	Mairie	Etat Civil
6	Samou Diabaté	Conseil village/Woh	chef de village
7	Baba Fomba	Conseil village/Kissakoro	chef de village
8	Souleymane Fomba	Conseil village/N'tiadougou	chef de village
9	Mahamadou Fomba	Jeunesse/N'tiadougou	représentant
10	Chiaka Diarra	Conseil village/Kissakoro	Conseiller
11	Sékou Fomba	Conseil village/Woh	Conseiller
12	Salif Mallé	Jeunesse/ Woh	représentant
13	Kassoum Fomba	Jeunesse/ Woh	représentant
14	Youba Fomba	Jeunesse/ Kissakoro	représentant
15	Sali Fomba	Ass/Femme/kissakoro	Membre

Localité: Commune de Wacoro

Date : 08/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Doulaye Coulibaly	Mairie	1er Adjoint
2	Gaoussou Fomba	Mairie	Secrétaire Général
3	Daouda Coulibaly	Chefferie /village	Conseiller
4	Amady Coulibaly	Mairie	Conseiller
5	Zamblé Coulibaly	Société Civile	Point focal
6	Mamadou Coulibaly	Mairie	Conseiller
7	Wassa Coulibaly	organisat°/femmes	Membre
8	Bakary Coulibaly	Conseil village	Conseiller
9	Tiéssoun Coulibaly	Jeunesse	représentant
10	Seydou Traoré	Personne/handicap	Membre
11	Lansseny Coulibaly	CC jeunesse	Président
12	Sékou Coulibaly	Jeunesse	représentant
13	Daouda Bouaré	Société Civile	représentant
14	Abdoulaye Coulibaly	Société Civile	représentant
15	Aboudou Coulibaly	Chefferie /village	Conseiller

Localité: Commune de Binko

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Madou Z Keita	Jeunesse	Membre
2	Karamoko Diarra	Jeunesse	Membre
3	Bourama Keita	Mairie	Maire
4	Bakoro Keita	Jeunesse	Membre du bureau
5	Soumana Keita	Communauté Musulmane	Imam Adjoint
6	Thomas Denzo	Eglise Protestante	Pasteur
7	Zoumana Doumbia	Communauté Musulmane	Imam
8	Adama Keita	Mairie	2ème Adjoint
9	Ya Coulibaly	Association/femmes	Membre
10	Tenin Coulibaly	Association/femmes	Membre
11	Payi Keita	Association/femmes	Membre

Localité: Commune de Zan Coulibaly

Date : 10/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Mahamadou Traoré	Mairie	Maire
2	Mamadou Diakité	Mairie	1er Adjoint
3	Araba Diarra	Association/femmes	Présidente
4	Sarata Mariko	Association/femmes	Membre
5	Djénèba Doumbia	Association/femmes	Membre
6	Korotoumou Doumbia	Association/femmes	Membre
7	Aïassata Diarra	Association/femmes	Membre
8	Oumou Sangaré	Association/femmes	Membre
9	Dianguiné Sissoko	Conseil/village	Conseiller
10	Oumar Sangaré	Conseil/village	Conseiller
11	Sidy Diarra	Conseil/village	Conseiller
12	Drissa Sissoko	Association/Réligieux	Membre comité
13	Souleymane Sissoko	Conseil/village	Chef /village
14	Mamadou Doumbia	Association/jeunes	Membre
15	Mody Bolly	Association/jeunes	Membre
16	Samba Diarra	Association/jeunes	Membre
17	Mamadou Traoré	service Eaux et Forêts	Agent

Localité: Commune de Kaladougou

Date : 13/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Samuel Diarra	Eaux et Forêts	Chef cantonnement
2	Boubacar Diamouténé	Eaux et Forêts	Agent
3	Hamidou Ballo	Jeunesse	membre
4	Modibo Koné	Jeunesse	membre
5	Mahamadou Sidibé	Mairie	Conseiller
6	Lasina Eli Sangaré	Eglise Protestante	Pasteur
7	Matou Dabo	CAFO	Membre
8	Mafing Togola	CAFO	Membre
9	Bintou Sangaré	CAFO	Membre
10	Cheick A Togola	Mairie	Conseiller
11	Baya Traoré		
12	Sidy Fomba	Conseil /village	Conseiller
13	Amadou Doumbia	CAEB	Agent
14	Mahamne Tangara	Jeunesse	membre
15	Baniantou Mariko		
16	Sidi Coulibaly	Haut Conseil Insalamique	Représentant local
17	Mamadou Sidibé	Conseil /village	conseiller
18	Salif G Sidibé		

**Localité: Commune de Sébécoro I**

Date : 08/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Silimakan Fofana	Mairie	3ème Adjoint
2	Makan Fané	Société Civile	Président
3	Bakary Coulibaly	Mairie	Secrétaire Général
4	Korotoumou Traoré	Mairie	Conseillère
5	Dadio Traoré	Haut Conseil islamique	Représentant
6	Tiéoura Traoré	Mairie	1er Adjoint
7	Bandjougou Diarra	Jeunesse	Président
8	Bayan Fofana	Conseil/village	Représentant chef /village
9	Diaky Keita	Société Civile	Président
10	Moussa Traoré	Jeunesse	

**Localité: Commune de Tioribougou**

Date : 12/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Ibrahim Coulibaly	Eglise Protestante	Pasteur
2	Mamadou Traoré	Personnes /handicap	Membre
3	Issa Diarra	Jeunesse	Vice-Président
4	Kadia Diaw	CAFO	Secrétaire administrative
5	Rokia Touré	CAFO	présidente
6	Baïssou Diarra	Jeunesse	Président
7	Nahawa Ballo	CARITAS-Suisse	Animatrice

**Localité: Commune de Massantola**

Date : 10/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Diékoro Diarra	Mairie	1er Adjoint
2	Labé Diarra	CC/Jeunesse	Président
3	Moussa Diarra	Jeunesse	7ème vice-Président
4	Nènè Diarra	CVC (Comité de Veille Citoyenne)	Présidente
5	Siradjé Coulibaly	Coopérative/Djekabaara	Présidente
6	Binta Diarra	CAFO	Présidente
7	Amadou Diarra	Leader religieux	Imam
8	Fadié Traoré	CAFO	Vice-Présidente
9	Aïchata Coulibaly	Coopérative/Kotognogotala)	Représentante
10	Gouagna Coulibaly	Coopérative	Représentante
11	Tiéboro Fané	Religieux	Pasteur
12	Woriké Diarra	Société civile	Rapporteur

Localité: Commune de Sagabala

Date : 07/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Djigui Traoré	Jeunesse-CVC	Rapporteur
2	Komba Coulibaly	Association- Djama-Djigui	Présidente
3	Sitan Traoré	Association- Danaya	Membre
4	Coumbaa Diarra	Mairie	Conseillère
5	Fla Oumou Diarra	Mairie	Secrétaire Général
6	Adama Traore	Mairie	secrétaire dactylo

Localité: Commune de Guihoyo

Date : 09/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Fabougouri Diarra	Mairie	Maire
2	Fafounè Diarra	Chefferie /village	Conseiller
3	Nicolas Diarra	Eglise Catholique	Membre
4	Mamadou F Diarra	Jeunesse	Président
5	Cheicknè Traoré	Haut Conseil Islamique	Président local
6	Soumba Coulibaly	CAFO	Membre
7	Ana Traoré	CAFO	Membre
8	Cheicknè Diarra	Mairie	Conseiller

Localité: Commune de Kolokani

Date : 11/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Oumar Traoré	Conseil local Société civile	Président
2	Mme Diarra Rokiatou Traoré	CAFO	Membre
3	Mme Fatoumata Sogodogo	CAFO	Présidente
4	Mme Traoré Awa Samaké	CAFO	Membre
5	Daouda Mariko	Jeunesse	Membre

Cercle Yanfolila

Localité: Commune de Baya

Date : 08/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Abdoulaye Diallo	Service des Eaux et Forêts	Chef de poste
2	Issa Diarra	Arrondissement Kangaré	Intérim Sous-Préfet
3	Oumarou Diallo	Mairie	Secrétaire Général
4	Broulaye Dombia	CCJ/Baya	Président

Localité: Commune de Tagandougou

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Souleymane Traoré	CCJ	Secrétaire Général
2	Seydou Diarra	Mairie	Secrétaire Général
3	Minata Traoré	CAFO	Secrétaire /information
4	Nana Traoré	CAFO	Présidente
5	Sénia Traoré	Mairie	Etat Civil
6	Adama Diakité	Mairie	Régisseur/Dépenses
7	Siaka Diakité	Mairie	Conseiller

Localité: Commune de Sankarani

Date : 07/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Korotoumou Sidibé	CAFO	Vice-Présidente
2	Lassina Sow	Société Civile	Président/jeunesse
3	Lassina Sidibé	Société Civile	Membre/jeunesse
4	Adama Sidibé	Société Civile	membre/jeunesse
5	Toumani Y Sidibé	Mairie	Maire
6	Sékou Sidibé	Mairie	Secrétaire général

Localité: Commune de Séré Moussa Ani Samou

Date : 06/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Adama Doumbia	Jeunesse	Président
2	Bourama Koné	CVC	Rapporteur
3	Diawah Diawara	Mairie	Conseiller
4	Mawa Kanté	CAFO	Membre
5	Minata Kanté	CAFO	Membre
6	Mahamadou Koné	Arrondissement	Sous-Préfet

Commune de Yallankoro Soloba

Date :05/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Mamourou Sangaré	Mairie	Maire
2	Mamadou Sidibé	Mairie	Conseiller
3	Bréhima Sangaré	Mairie	Conseiller
4	Kolon Doumbia	Mairie	Conseiller
5	Aba Sidibé	Mairie	Conseillère
6	Broulaye Sidibé	Mairie	Conseiller
7	Bakari Sidibé	Mairie	2ème Adjoint
8	Bakary Sangaré	Mairie	Conseiller

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
9	Alou Sangaré	Mairie	Conseiller
10	Gaoussou Sidibé	Jeunesse	Président
11	Toumani Sidibé	Association/jeunes	Secrétaire
12	Boubacar Sidibé	Mairie	Secrétaire Général

Commune de Wassoulou Ballé

Date : 09/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Ntô Coulibaly	ODRS/Yanfolila	Chef de Zone
2	Ténin Kanté	CAFO	Secrétaire/information
3	Bourama Diawara	Jeunesse	Président
4	Yoro Mory Sidibé	Jeunesse	Président Solona
5	Fatimata Coulibaly	CAFO	Secrétaire /administrative
6	Zoumana Sidibé	Mairie	Conseiller communal
7	Souleymane Sidibé	Mairie	Conseiller communal
8	Assi Diakité	CCJ	Membre
9	Morimakan Cissé	CCJ	Membre
10	Sékou Moro	Eaux et Fôts	Chef de Poste
11	Niamé Diawara	FELHAP	Membre
12	Ladji Sékou Sabgaré	Leader Religieux	Imam/Grande mosquée/Yanfolila
13	Mamourou Diarra	Secteur d'Agriculture	Chargé de Programmes
14	Jeu Paul Dembélé	Secteur d'Agriculture	chef secteur

Cercle Bougouni

Localité:

Commune de Kokélé

Date : 10/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Oumar Koné	CNJ	Président
2	Brahima Samaké	CNJ	Secrétaire
3	Allassane Diakité	CNJ	Membre
4	Bakary Samaké	CNJ	Membre
5	Kélékouma Samaké	CNJ	Membre
6	Baba Samaké	Mairie	2ème Adjoint
7	Zoumana Samaké	CNJ	Membre
8	Seydou Samaké	CNJ	Membre
9	Férima Camara	Association/femmes	Secrétaire
10	Waraba Traoré	Association/femmes	Membre
11	Maïmouna Samaké	Association/femmes	Membre
12	Minata Diarra	Association/femmes	Membre
13	Kadidia Guindo	Association/femmes	Membre

Localité: Commune de Kola

Date : 16/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Issa Coulibaly	Organisation/Jeunes	Président
2	Mah Diarra	Association/Femmes	Présidente
3	Sitan Diakité	Association/Femmes	Secrétaire
4	Fousseini Diakité	Mairie	Maire

Localité: Commune de Koumantou

Date : 14/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Salif Sangaré	Association/Éleveurs	Membre
2	Lassina Diallo	Secteur Privé	Commerçant
3	Aboubacar Koné	Leader religieux	Maitre Coranique
4	Moussa Koné	Association/Jeunes	Président
5	Siaka Koné	Association/Jeunes	Membre
6	Nouhoum Koné	Association/Jeunes	Membre
7	Mamadou Coulibaly		Enseignant
8	Abdoulaye Koné	Secteur Privé	Commerçant
9	Maïmouna Koné	Association/ Handicapés	Présidente
10	Kadi Doumbia	Association/ Handicapés	Membre
11	Sidi S Coulibaly	Mairie	Maire
12	Fily Koné	Association/ Debagnouma	Présidente
13	Dencoura Doumbia	CAFO	Présidente
14	Diamatio Koné	Association/ Debagnouma	Secrétaire/information
15	Aissata Poudiougou	Association/ Debagnouma	Trésorière
16	Kadiatou Togola	Association/ Debagnouma	Secrétaire administrative
17	Kani Togola	Association/ Debagnouma	Secrétaire / Conflit
18	Setou Diakité	Association/ Debagnouma	Secrétaire / Organisation

Localité: Commune de Sido

Date : 08/09/2021

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Youssouf Doumbia	Mairie	3ème Adjoint
2	Moussa Dembélé	Mairie	Secrétaire Général
3	Bekaye Semega	OMADEZA	Animateur
4	Sékou Mallé	OMADEZA	Stagiaire
5	Daouda Doumbia	Chefferie traditionnelle	
6	Youssouf Doumbia	Chefferie traditionnelle	Chef /village
7	Souleymane Doumbia	Chefferie traditionnelle	Conseiller
8	Mandjoukou Doumbia	Chefferie traditionnelle	Chef /village
9	Teliman Doumbia	Chefferie traditionnelle	Membre
10	Yacouba Doumbia	CCJ	Président
11	Zan Doumbia	Chefferie traditionnelle	Membre

12	Mamadou Lamine Dicko	secteur privé	Président /Boucher
13	Broylaye Doumbia	Chefferie traditionnelle	
14	Aly Doumbia	CCJ	Secrétaire Général
15	Famousa Doumbia	leader religieux	Chef /IMAM
16	Badjoba Camara	Association/ Femmes	Membre
17	Bintou Traoré	Association/ Femmes	Membre
18	Aïchatou Camara	CCJ	Membre
19	Safiatou Traoré	CCJ	Membre
20	Djenèdjè Bagayogo	CCJ	Membre
21	Mariam Bagayogo	Association/ Femmes	Membre
22	Konimba Konaté	Association/ Femmes	Membre

Localité: Commune de Kéléya

N°	Prénoms et Noms	Structure	Fonction
1	Dramane Bagayogo	Mairie	Maire
2	Karim Doumbia	Mairie	2ème Adjoint
3	Moussa S Samaké	Mairie	Secrétaire Général
4	Kadiatou Fomba	ONG / CAEB	Experte Junior
5	Elizabeth Dembélé	Service d'Agriculture	Agent
6	Mme Aya S Bocoum	Sous-P`refecture	Sous-Préfet
7	Dogoni Bagayogo	Hérèmakono/ Benkadi	Membre
8	Oumou Bagayogo	Hérèmakono/ Benkadi	Membre
9	Djènèba Bagayogo	Hérèmakono/ Benkadi	Membre
10	Batoma Coulibaly	Hérèmakono/ Benkadi	Membre
11	Madié Kanté	Hérèmakono/ Benkadi	Membre
12	Awa Doumbia	Hérèmakono/ Benkadi	Membre
13	Oumou Sidibé	hérèmakono/ Benkadi	Membre
14	Aminata Samaké	Hérèmakono/ Benkadi	Membre
15	Tiéoura Bagayogo	CCJ	Président
16	Cheick Oumar Bagayogo	CCJ	Secrétaire Général
17	Fatoumata Samaké	Association/Benkadi	Membre
18	Waraba Mariko	Hérèmakono/ Benkadi	Membre
20	Salimata Camara	Hérèmakono/ Benkadi	Membre
21	Sitan Traotré	hérèmakono/ Benkadi	Membre
22	Awa Mariko	Association/Femmes/ commune	Membre
23	Soundiè Sinayoko	Association/Femmes/ commune	Membre
24	Abi Bagayogo	Association/Femmes/ commune	Membre
25	Awa Bagayogo	Association/Femmes/ commune	Membre
26	Mah Diarra	Association/Femmes/ commune	Membre
27	Aminata Bagayogo	Association/Femmes/ commune	Membre
28	Rokia Bagayogo	Association/Femmes/ commune	Membre
29	Sanaba Bagayogo	Association/Femmes/ commune	Membre

Localité: Commune de Bougouni

Date : 15 et 16/09/2021

<b>N°</b>	<b>Prénoms et Noms</b>	<b>Structure</b>	<b>Fonction</b>
1	Daouda Doumbia	Mairie	Chef/service développement
2	Dramane Doumbia	Mairie	CSA
3	Fayeké Moussa	Cantonnement Eaux et Forêts	Agent
4	Bintou Diarra	CAFO	Présidente
5	Kadiatou Doumbia	CAFO	Secrétaire Générale
6	Rokia Diakité	CAFO	Membre
7	Sadio Sissoko	CAFO	Membre
8	Maïmouna Sangaré	CAFO	Membre
9	Adiaratou Sangaré	CAFO	Membre
10	Maïmouna Sountoura	CAFO	Membre
11	Fatoumata Doumbia	CAFO	Membre
12	Blandine Koné	CAFO	Membre
13	Assetou Sangaré	CAFO	Membre
14	Assetou Traoré	CAFO	Membre
15	Absétou Sangaré	CAFO	Secrétaire
16	Mariam Seydou Bâ Traoré	CAFO	Secrétaire /relations extérieures
17	Biba Mounkoro	CAFO	Membre
18	Assetou Bagayoko	CAFO	Membre
19	Koumba Diallo	CAFO	Membre
20	Koyan Diakité	CAFO	Membre
21	Adiaratou Doumbia	CAFO	Membre
22	Djénèbou Dicko	CAFO	Membre
23	Bintou Coulou	CAFO	Membre
24	Rokia Doumbia	CAFO	Membre
25	Siaka Sangaré	Jeunesse	1er Vice-Président
26	Ibrahima Diakité	Jeunesse	Membre
27	Alassane Koné	Jeunesse	Membre
28	Tiémoko Samaké	Jeunesse	Membre
29	Alassane Mariko	Jeunesse	Membre
30	Abdoul K Samaké	Jeunesse	Membre
31	Madou Sow	Jeunesse	Membre
32	Ichiaka Traoré	SLDSES	Chef/service
33	Simon Sagara	SLPFEF	Chef/service

District de Bamako

Localité: District de Bamako

Date : 07/09/2021

<b>N°</b>	<b>Prénoms et Noms</b>	<b>Structure</b>	<b>Fonction</b>
1	Lassine Ballo	ASE (Association pour la Sauvegarde de l'Environnement)	Président d'honneur
2	Rasmata Koonda	ASE	Présidente
3	Moudibo Coulibaly	ORDRE (Organisation pour la Recherche, la Défenses et la Restauration de l'Environnement)	Président
4	Mamadou Ballo		
5	Soumana Fofana	AGCC Mali	Régisseur
6	Alassane Diallo	DNEF-SIFOR	Chargé Banque de données
7	Mamadou Goumané	AEDD	Chef/Développement-Info-Environnement

## Guide d'entretien

## Guide d'entretien

Projet       Elus       STD       OSC jeunes       OSC femmes   
ONG       Autres

Date :

**Consigne d'administration du guide d'entretien** « Pour réussir étude , nous vous prions de nous parler avec la plus grande franchise et nous vous garantissons une discrétion totale en ce qui concerne cet entretien. Par ailleurs, rassurez-vous, les sources des informations récoltées pendant cette mission, et particulièrement cet entretien, resteront strictement anonymes. Ces entretiens représentent une étape clé pour mieux préparer les actions futures du projet.

Nous vous proposons d'organiser nos discussions autour des questions suivantes, mais nous sommes ouverts également à d'éventuelles suggestions de votre part pour structurer nos discussions. Nous sommes fort conscients que votre temps est précieux et nous vous remercions vivement d'avoir partagé avec nous vos observations »

### 1. Les politiques, stratégies, programmes Nationaux prenant en compte les intérêts des couches les plus vulnérables (les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap) dans un contexte de Changements Climatiques et plus précisément en matière de gestion durable des terres et de reforestation :

1.1. Quel est l'intitulé de la politique, stratégie, programme national qui prend en compte les intérêts des couches vulnérables ?

---

---

---

1.2. Quelle est la date d'adoption des politiques, stratégies, programmes ?

---

---

---

1.3. Ces politiques, stratégies ; programmes sont-elles efficaces (effets positifs, impacts positifs, amorce de changement...)?

Si oui, quelles sont les causes de cette efficacité :

---

---

---

Si non quelles peuvent être les causes de l'inefficacité des politiques, stratégies, programmes (absence d'effets, ou effets négatifs, absence de changement...)?

---

---

---

---

---

---

---

---

**2. La prise en compte dans les PDESC des Communes de l'Environnement en général et en particulier les intérêts des couches les plus vulnérables : les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap dans un contexte de Changements Climatiques plus précisément en matière de Gestion Durable des Terres et de Reforestation ;**

2.1. Le PDESC prend-il en compte le CC ?

Si oui quelles sont les actions d'atténuation du CC prévues dans le PDESC

---

---

---

---

2.2. Quelles sont les actions prenant en compte les intérêts des couches défavorisées ?

---

---

---

2.3. Comment ces actions ont-elles été identifiées et inscrites dans le PDESC ?

---

---

---

---

2.4. Parmi les actions planifiées (prenant en compte les intérêts des couches défavorisées), quelles sont celles qui ont été réalisées ?

---

---

---

---

---

**3. Existence de lois, textes ou politiques bloqués, adoptés ou améliorés dans le cadre de l'adaptation et l'atténuation des effets du Changement Climatique en tenant compte des droits de l'homme, du genre et des groupes vulnérables :**

Si oui

3.1. Donnez le Libellé des lois, textes ou politiques bloqués

---

---

---

---

3.2. Précisez le Libellé des lois, textes ou politiques adoptés ou améliorés

---

---

---

---

---

3.3. Quelles sont les causes des blocages ou raisons des améliorations ?

4. Identification des comportements, les bonnes pratiques et des expériences de discrimination positive en faveur des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap dans une dynamique d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (dégradation des terres) au niveau national et local

4.1. Quelles sont les bonnes pratiques ?

4.2. Des exemples de discriminations positives

4.3. Des exemples de pratiques discriminatoires (exclusion, marginalisation) contre les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap)

5. Inventaire des structures étatiques, OSC et ONG ayant encouragé l'implication/la participation des couches les plus vulnérables (femmes, jeunes et personnes vivant avec un handicap) dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des politiques et programmes

5.1. Quelles sont les structures étatiques ?

5.2. Quelles sont les OSC et ONG ?

5.3. Description des actions réalisées (des structures étatiques, OSC et ONG)

**6. Évaluation des actions de plaidoyer et d'espaces de dialogue entrepris par les acteurs de la société civile pour influencer les politiques et programmes liés aux Changements Climatiques en faveur d'une participation citoyenne incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap ;**

Description des actions de plaidoyer

---

Description des espaces de dialogue

---

Analyse SEPO (Succès/Echec/Potentialités/obstacles) des actions de plaidoyer

Succès:

Echecs :

Potentialités

Obstacles :

Analyse SEPO des espaces de dialogue

Succès:

Echecs :

Opportunités

Obstacles :

**7. Identification des actions envisageables pour une meilleure implication/participation des personnes vulnérables dans les processus d'identification, d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques et stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes et précisément sur la Gestion Durable des Terres et la Reforestation au Mali :**

7.1. Quelles sont Description des propositions d'actions (activité, responsable, échéance..)

---

---

---

---

**8. Formulation de stratégie pour le renforcement du dialogue politique Communal et intercommunal incluant les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap**

8.1. description de la proposition de stratégie

---

---

---

---

8.2. proposition d'outils méthodologiques

---

---

---

---

## Guide d'analyse du pouvoir

### Guide d'entretien Analyse du pouvoir (Power Scan)

Date :

Projet  ONG  Elus  Autres  STD  OSC jeunes  OSC femmes

#### 1. Limites du système

1.1. Quels aspects des relations de pouvoir devons-nous comprendre afin de réaliser notre objectif politique ?

.....  
.....  
.....

1.2. Dans quelles limites ces relations de pouvoir se situent-elles (ce qui est à l'extérieur du « système » et ce qui est à l'intérieur) ?

.....  
.....  
.....  
.....

1.3. Jusqu'à présent, quelles forces constituent un obstacle à la réalisation des objectifs politiques envisagés?

.....  
.....  
.....  
.....

1.4. Quels types de biais pourraient impacter votre analyse ? Comment allez-vous essayer de surmonter cela?

.....  
.....  
.....  
.....

#### 2. Thème 2 : Acteur et réseau

2.1. Qui sont les acteurs clés, quels sont leurs intérêts et leurs relations avec le programme Benkadi ?  
(Aperçu sur toutes les parties prenantes concernées qui sont directement ou indirectement impliquées dans chacun des secteurs - c'est-à-dire la gestion des ressources naturelles et la résilience au changement climatique – qui nécessitent un changement dans les cycles politiques à différents niveaux)

.....  
.....  
.....

2.2. Quels sont les acteurs actifs?

.....  
.....

2.3. Catégorisation, regroupement des acteurs identifiés (cibles, alliés, opposants, bénéficiaires)

.....  
.....  
.....  
.....

2.4. Quels sont réseaux et les ressources actuels de la partie prenante ?

Les ressources peuvent être matérielles (par exemple, l'argent, les droits de propriété, les produits) aussi bien qu'immatérielles (par exemple, le réseau social, les connaissances, la légitimité).  
L'action collective et le pouvoir de décision peuvent également être compris comme des ressources.

.....  
.....  
.....  
.....

Analyse (Après la collecte à mettre sur une page en annexe)

- Pour chaque acteur, définissez à quel niveau de l'élaboration des politiques et/ou de la phase du cycle politique peut affecter le changement pertinent pour le programme Benkadi.
- Choisissez l'un des objectifs du programme Benkadi pour une analyse plus approfondie de la liste des parties prenantes identifiées et catégorisées  
Sélectionnez l'une des parties prenantes, en fonction des croyances, valeurs, motivations et visions du monde sous-jacentes de la partie prenante (Thème 3), la partie prenante identifiée peut soit : 1) renforcer le statu quo (maintenir les choses telles qu'elles sont) ; 2) être en faveur de l'innovation (petits changements progressifs dans le système); ou 3) soutenir la transformation (visant une reconfiguration des constellations sociotechniques, y compris les structures et les normes).
- Déterminer la position la plus probable de la partie prenante sélectionnée par rapport à l'objectif du programme sélectionné. (Il faut essayer d'identifier la position et les points de vue réels de la partie prenante et non l'objectif du Programme).
- Répétez les étapes précédentes pour toutes les parties prenantes identifiées.
- Sur la base de cette analyse, vous serez capable 1) de comprendre la capacité des acteurs à influencer positivement ou négativement la transition envisagée et 2) comment s'engager stratégiquement avec eux. Il s'agit d'une étape importante vers l'identification des leviers pour atteindre votre objectif politique.
- Les points de levier seront discutés plus en détail dans le Thème 5.

3. Thème 3 : Structures et normes

Il s'agira de faire une analyse des causes profondes d pour découvrir les structures de pouvoir sous-jacentes – y compris les normes de genre – qui façonnent le comportement et la position des parties prenantes par rapport aux objectifs politiques de Benkadi

3.1. Quelles identités socioculturelles (par exemple, normes de genre, âge, ethnicité/groupes/classes sociales) existent dans le système actuel et comment contribuent-elles aux hiérarchies sociales, aux déséquilibres de pouvoir et aux contestations politiques?

.....  
.....  
.....  
.....

3.2. Dans quelle mesure les normes liées au genre, à l'âge et à l'ethnicité renforcent-elles ou transforment-elles les relations de pouvoir ?

.....  
.....

.....  
.....  
.....  
3.3. Comment ces identités sociales sont-elles utilisées pour renforcer ou défier les structures de pouvoir existantes?  
.....  
.....  
.....  
.....

3.4. Quelles croyances, normes et pratiques culturelles peuvent affecter la capacité de Benkadi et celle de ses partenaires (potentiels) à influencer les politiques et à réaliser le changement envisagé ?  
.....  
.....  
.....  
.....

3.5. Quel rôle les institutions et les dirigeants traditionnels et religieux peuvent-ils jouer pour soutenir Benkadi ou l'empêcher d'atteindre son objectif?  
.....  
.....  
.....  
.....

3.6. Comment les acteurs clés et les groupes vulnérables (notamment les femmes, les jeunes, les personnes handicapées) perçoivent-ils et comprennent-ils le statu quo et les relations de pouvoir inégales ?  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

3.7. Dans quelle mesure intériorisent-ils les relations de pouvoir existantes ?  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

3.8. Quels aspects des normes sociales et des valeurs culturelles existantes pouvons-nous identifier comme points d'entrée pour le changement ?  
.....  
.....  
.....  
.....

3.9. Comment ces normes et valeurs peuvent-elles contribuer à l'objectif politique de Benkadi (innovation ou transformation) ?  
.....  
.....  
.....

.....  
.....  
**4. Thème 4 : Politique et contestation**

Ici on cherche à comprendre comment les autorités détentrices du pouvoir légitiment leur pouvoir et à identifier les canaux conventionnels et non conventionnels que les groupes marginalisés peuvent utiliser pour exprimer leurs préoccupations et tenir les détenteurs du pouvoir responsables de leurs actions. Cette étape de l'analyse sert à déterminer comment parvenir à inclure les bénéficiaires du programme dans le processus de prise de décision, et de quel type de soutien ils ont besoin pour faire entendre leur voix, revendiquer leurs droits et défier les structures de pouvoir obstructives.

4.1. Qui a l'autorité officielle sur les questions de politique que nous souhaitons aborder (c'est-à-dire l'objectif dans notre TdC)?

.....  
.....  
.....  
.....

4.2. A quel(s) niveau(x) administratif(s) cette autorité est-elle présente? (par exemple, gouvernement central, niveau infranational, niveau communautaire)?

.....  
.....  
.....  
.....

4.3. Dans quelle mesure cette autorité est-elle contestée?

.....  
.....  
.....  
.....

4.4. Par qui? (La contestation par les groupes marginalisés est particulièrement intéressante)

.....  
.....  
.....  
.....

4.5. Sur quoi porte la contestation? (Les problèmes possibles incluent les valeurs, les croyances; les institutions en place; les structures en place ; les relations entre les acteurs ; les problèmes factuels et les données)

.....  
.....  
.....  
.....

4.6. Quels sont les freins et contrepoids en place pour tenir les autorités légitimes responsables de leurs politiques, programmes, interventions?

.....  
.....  
.....  
.....

4.7. Quelles stratégies les communautés, les OSC et d'autres groupes ou individus utilisent-ils pour demander des comptes aux autorités politiques et quelle est leur efficacité?

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

4.8. Quels espaces ces communautés, OSC et autres groupes ou individus peuvent-ils utiliser pour exprimer leurs préoccupations?

.....  
.....  
.....  
.....

4.9. Dans quelle mesure ces espaces sont-ils inclusifs? C'est-à-dire, y a-t-il un espace pour que les groupes marginalisés fassent entendre leur voix ? Sont-ils représentés?

.....  
.....  
.....  
.....

4.10. La voix des groupes marginalisés est-elle vraiment prise en compte ou leur inclusion est-elle purement symbolique? Pourquoi est-ce le cas?

.....  
.....  
.....  
.....

4.11. Quelles stratégies les groupes marginalisés utilisent-ils pour contester les relations de pouvoir existantes? (les stratégies peuvent aller de grèves, manifestations, résistance armée, terrorisme, activisme à travers des associations, mouvements, syndicats, partis politiques, etc.)

.....  
.....  
.....  
.....

4.12. Chaque groupe différent applique-t-il une stratégie différente?

.....  
.....  
.....  
.....

4.13. Quelle est l'efficacité de ces stratégies de contestation pour transformer les structures de pouvoir actuelles?

.....  
.....  
.....  
.....

## 5. Thème 5 : Leviers, points d'entrée pour le changement (Après la collecte)

Dans cette dernière étape de l'analyse, les informations collectées dans les quatre thèmes précédents sont rassemblées et analysées. Sur la base des résultats, cette étape sert à identifier quels points du système sont des « points de levier ». Où dans le système se trouvent les points de levier les plus prometteurs qui pourraient aide Benkadi à atteindre ses objectifs ? (changements de structure, d'acteurs & de relations, changements de stratégies de contestation). Pour répondre à cette question, suivez les étapes suivantes:

- Passez en revue les résultats de chacun des thèmes précédents (1, 2, 3, 4).
- Pour chaque étape, notez les principaux points d'entrée/points de levier.
- Pour chacun des leviers listés, identifiez à quel(s) objectif(s) il pourrait contribuer. En d'autres termes, quel(s) objectif(s) du programme Benkadi les leviers identifiés pourraient-ils aider à réaliser?
- Maintenant que vous avez lié les objectifs aux points de levier, identifiez les points de levier les plus prometteurs. Les points de levier prometteurs sont ceux qui présentent une ou plusieurs des caractéristiques suivantes : 1) le point de levier peut fonctionner comme une « araignée dans la toile » ; c'est-à-dire qu'un changement à ce stade entraînera un changement généralisé dans le système ; 2) le changement à ce point de levier contribue à la réalisation d'objectifs multiples ; 3) le point de levier peut être considéré comme un « fruit à portée de main » ; c'est-à-dire qu'il est probable que peu d'efforts soient nécessaires pour réaliser le changement ; 4) le changement au point de levier est susceptible de générer un impact à long terme (même si l'impact est moins visible à court terme).
- Une fois les leviers les plus prometteurs identifiés, pour chacun d'eux, répondez aux questions suivantes:
  - o Quelle attitude les acteurs ont-ils vis-à-vis des points de levier identifiés?
  - o Qui résistera éventuellement et qui soutiendra?
  - o Comment vont-ils le faire?
  - o Quelles sont les relations de pouvoir que vous visez à changer à travers ces points de levier?
  - o Quels facteurs et acteurs pourraient bloquer/résister à cela?
  - o Qu'est-ce que cela signifie pour nos stratégies de lobbying et de plaidoyer (L&A) et d'inclusion ? sociale ? Dans quelle mesure est-il nécessaire de changer/adapter les stratégies?

5.1. Où se situent les points de basculement/les leviers pour que Benkadi puisse poursuivre efficacement ses objectifs ?

.....

.....

.....

.....

.....

## **Bibliographie**

- ✓ AEDD ; recueil de textes nationaux sur l'environnement
- ✓ Allen, M. (2006). Les forêts et la lutte contre la pauvreté en Afrique: Une expérience de promotion des entreprises forestières à Tomini au Mali. Atelier: foresterie, faune sauvage et lutte contre la pauvreté en Afrique. Maputo: Sahel Eco.
- ✓ APV, « Activités de renforcement des capacités des parties prenantes au processus REDD+ et l'accord de partenariat volontaire du FLEGT »,
- ✓ Bois et Forêts des Tropiques (2007): Stock de Carbone et productivité. Nr. 294 (4) :41-50. Brook, N. (2006): Note de discussion pour l'Initiative Mondiale sur le pastoralisme durable.
- ✓ Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable du Mali (CRED 2016-2018), avril 2016
- ✓ Centre National de la Recherche Scientifique et Technologie, (2003) : Élaboration d'un scénario climatique pour le Mali. Mali.
- ✓ Changement Climatique au Mali : introduction et développement du thème Changement Climatique dans la Délégation Intercooperation Sahel, Avril 2008, Nicole Clot (Intercooperation Berne)
- ✓ CILSS ; Secrétariat exécutif, Vingt ans de prévention des crises alimentaires au Sahel ; Bilans et Perspectives ;
- ✓ Commissariat à la Sécurité Alimentaire ; Plan Opérationnel du Mali 2019
- ✓ Commissariat à la Sécurité Alimentaire ; Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle ;
- ✓ COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE BUREAU SOUS-RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST, novembre 2015 ; Évaluation de la prise en compte de la parité des sexes dans les initiatives des organisations intergouvernementales Ouest Africaines sur la sécurité alimentaire ;
- ✓ Communication initiale du Mali sur les Changements Climatiques (2000) IISD, Intercooperation et al. (2007): CRiSTAL: Manuel User.
- ✓ CSCR, « Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté - 2ème Génération 2012 – 2017 »
- ✓ CSLP, « Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté 2ème Génération 2007 – 2011 »
- ✓ CSLP, 2006 : Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté. CSLP 2 génération 2007- 2011.
- ✓ Évaluation finale Phase II projet IPE-Mali, rapport final, janvier 2018
- ✓ Gouvernement du Mali ; Plan National Multirisques de Préparation et de réponse aux Catastrophes
- ✓ IPE, « Identification des indicateurs de l'environnement et de pauvreté à intégrer dans le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté, les stratégies sectorielles et les plans de développement local, 2009 »
- ✓ l'inclusion sociale en Afrique, Vue d'ensemble, Maitreyi Bordia Das Sabina - Anne Espinoza, 2019, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale ;
- ✓ Le Républicain (2005) : Quelles politique nationale pour le Mali ? Mali. OCDE (2006) : Perspectives économiques en Afrique.
- ✓ MATCL, « Guide méthodologique d'élaboration des programmes de développement économique, social et culturel des collectivités territoriales, mai 2009 »
- ✓ MEA, Politique Nationale sur les changements climatiques, rapport final, Juillet 2011 ;
- ✓ Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement, Décembre 2012 ; Stratégie et Plan d'Actions de Mise en Œuvre la Grande Muraille Verte du Mali
- ✓ Ministère de l'Environnement, Juin 1998 Secrétariat Permanent du PNAE-CID ;
- ✓ Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement, Juillet 2011 ;
- ✓ MPFEF, Plan actions de la Politique Nationale Genre, 2011-2013
- ✓ MPFEF, Politique Nationale Genre
- ✓ OCDE, « Compendium du CAD de Notions et approches relatives à l'Égalité homme/femmes, 1998 »
- ✓ PANA 2007 : Programme d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques au Mali.

- ✓ PNUD, « Intégration de l'environnement dans les cadres de développement avec un accent particulier sur les zones arides : Étude de cas du Burkina. Rapport provisoire, (2007). 66p ».
- ✓ PNUE, « Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté - synthèse à l'intention des décideurs, (2011) ».
- ✓ Politique Nationale Genre (PNG) 2011;
- ✓ Politique Nationale sur les Changements Climatiques,
- ✓ Rapport Genre 2020, MEF, septembre 2019
- ✓ Résumé du PNAE/PAN-CID ;
- ✓ Révision du profil environnemental du Mali, octobre 2014, Consortium AGRECO ;
- ✓ Robledo, C and C. Former. 2005. Adaptation of forest ecosystems and the forest sector to climate change. Forest and Climate Change Working Paper 2. FAO. Rome
- ✓ Sahel Work Group (2007): Beyond any Drought. IIED. Stratégie Nationale de Mise en Œuvre (2000).
- ✓ UNDP, "Millennium Development Goals, National Reports, A Look through Gender Lens, May 2003"
- ✓ UNDP, "The Gender Action Plan, 2005"